

CASSE-RÔLES

HORS-SÉRIE

Prostitution



Journal féministe et libertaire

5 €

Pour fêter (joyeusement ?) l'anniversaire des cinq ans de *Casse-rôles*, nous proposons ce numéro hors-série sur le système prostitutionnel – sujet sensible qui oppose pourtant des personnes souvent proches dans leurs idées politiques... et de revenir sur l'abolitionnisme : ce qu'il est, et ce qu'il n'est pas.

Laurence Biberfeld va déblayer ce terrain fangeux, où la liberté, c'est l'esclavage...

CASSE-RÔLES



Ce numéro hors-série a été porté par Laurence Biberfeld et le collectif Casse-rôles

Illustrations : Laurence Biberfeld ; en couverture : Big Sister

Maquette, mise en page, correction : Solange, Jean-Marc B.

Imprimerie : Espace Copie Plan, Guéret (23) Novembre 2025 (Juin 2022)

ISSN 2646-6961

ISSN (en ligne) ISSN 2804-3995

Introduction

Comme j'aime les sujets qui fâchent, je vais aborder celui de la prostitution d'un point de vue libertaire et féministe, un peu comme j'ai abordé celui du genre dans *La Femme du soldat inconnu*¹ : partir de ce sujet particulier pour en explorer les développements et les implications. Car la prostitution pose des questions qui dépassent de loin son champ. Des questions sur l'égalité sexuelle, sur la mixité sociale, sur les systèmes de domination planétaire.

En préambule, je vais m'efforcer de définir les pistes et les arguments ordinairement employés, qui me semblent au mieux sommaires et erronés, au pire dangereux et de mauvaise foi. Ces arguments formeront le départ de différents développements.

✱ Le premier est l'un des plus ressassés : la prostitution serait le plus vieux métier du monde, elle serait universelle. Je m'attacherai à démontrer qu'elle n'est pas un métier, si elle peut être un emploi. Que son existence est conditionnée par divers facteurs qui sont loin d'être universels. La prostitution est en effet un invariant, depuis des millénaires, des sociétés fortement patriarcales, très inégalitaires socialement, et sans liberté sexuelle du côté des femmes. Certaines sociétés l'ont ignorée jusqu'à leur destruction, ou l'ignoraient encore. Ce sujet sera développé dans le premier chapitre « Le plus vieux métier du monde, mon cul ! ».

✱ Le second explore l'idée répandue que c'est un mal nécessaire, les hommes étant ce qu'ils sont. Je soulignerai que la sexualité humaine est une construction sociale qui nécessite un conditionnement lourd. À l'état de nature, l'humain ne sait pas plus baiser que pouponner. Par conséquent, toute organisation sexuelle est un choix de société implicite, qu'il convient d'explicitier. Ce sujet fera l'objet du chapitre 2, « Ma nature, c'est ma culture ».

✱ Un autre argument exprime l'idée que la prostitution est une affaire privée, qui ne concerne que les « punters » (ainsi s'appellent fièrement les clients sur leurs forums) et les prostituées, dès lors que cela se passe entre adultes

consentants. À quoi je répliquerai que la gestion politique de la sexualité concerne, depuis la nuit des temps, l'ensemble des sociétés. Dans une société libérale, considérer la sexualité comme un service négociable sur le marché revient à fournir l'usage récréatif du corps des plus pauvres à ceux qui peuvent se l'offrir. Ceci sera abordé dans le chapitre 3, « La vie privée... privée de tout ».

✱ Un des arguments les plus malhonnêtes concernant la prostitution est que ce serait un jeu gagnant-gagnant. Sur ce point, je me contenterai de citer différents protagonistes de cette activité : des prostituées prohibitionnistes, des prostituées réglementaristes et des « punters ». Le couple prostitutionnel sera abordé dans le chapitre 4, « Le « punter » et la putain ».

✱ C'est vraiment mépriser les gens, les infantiliser et les prendre pour des cons que de les traiter de victimes. Voilà l'un des arguments les plus retors des réglementaristes, je m'emploierai à montrer d'où il vient et ce qu'il sous-tend. Ce sera le sujet du chapitre 5, « Coupable, mais pas responsable ».

✱ Haro sur les moralistes ! Je ferai remarquer que tout point de vue est moral ou, comme dirait Oscar Wilde, esthétique. Si les goûts et les couleurs ne se discutent pas, on peut discuter des fondements de nos choix moraux. Je ferai donc un peu de philosophie sur l'échange sexuel et sur

ce que veut dire moralement la prostitution : qui la défend et en se basant sur quelle vision de l'humain ; qui veut en venir à bout et au nom de quelle vision de l'humain. Le chapitre 6 s'intitulera donc « La morale nous emmerde. Ok, laquelle? ».

✱ La prostitution a toujours existé. Absolument Vincent. Voilà qui donne l'occasion d'aborder quelques-unes de ses formes historiques, d'explorer les statuts des prostituées, esclaves, femmes soumises ou putains de guerre, ainsi que les formes de prostitution organisées par les grandes institutions comme l'État, l'Église ou l'Armée. Voilà qui fait l'objet du chapitre 7, « Les plus vieux patrons du monde ».

✱ Il y a une bonne et une mauvaise prostitution (comme il y a un capitalisme à visage humain, de bons patrons et des avantages à la colonisation). Je m'attacherai cependant à montrer comment l'une entraîne et induit l'autre, aussi sûrement que le commerce des cigarettes nourrit la contrebande en multipliant les fumeurs, qui vont chercher des prix toujours plus bas pour des produits toujours plus forts, aussi sûrement que les marques engendrent le marché de la contrefaçon. Au passage, l'argument du libre consentement pour faire accepter la prostitution a été employé pour l'esclavage, que le pieux Samuel Seabury défendait, au XIX^e siècle,

comme un ordre naturel, proposant un système où l'esclave consentirait librement à sa condition (en l'absence d'autre choix pour lui). La notion de consentement est l'alibi global des plus féroces exploitations. Ce sera le sujet du chapitre 8, « Un peu de générosité dans ton égoïsme? ».

✱ Les services sexuels, ce sont des services à la personne comme les autres. Non. Nul n'est juridiquement dissociable de son corps. On peut vendre son temps, mais vendre l'usage de son corps consiste à mettre sa personne, et non seulement ses services, sur un marché. Petite exploration du secteur : c'est quoi, la passe? Comment la catégoriser? C'est ce que je m'efforcerai de faire au chapitre 9, « Tu seras un consommateur, mon fils ».

Je finirai en confrontant mes points de vue avec le néo-réglementarisme des syndicats de prostituées et le néo-prohibitionnisme des adeptes du modèle suédois, en en soulignant les divergences, et en avançant des pistes d'actions globales pour faire reculer la prostitution.



1. *La Femme du soldat inconnu*, Les Éditions libertaires, coll. Féminisme, antipatriarcat, etc., 2014.

1. Le plus vieux métier du monde, mon cul !

Parmi les arguments le plus souvent brandis en faveur de la réglementation de la prostitution, on trouve que c'est le plus vieux métier du monde. Penchons-nous un peu sur ce que sous-tend et implique cette affirmation.

D'abord que l'évolution humaine, de fait si polymorphique et variée dans la forme des sociétés qu'elle invente sous tous les cieux, serait basée partout sur les mêmes prémisses. Or, rien n'est plus faux. La prostitution peut exister de façon massive et centrale dans les rapports sociaux de sexe, ce qui est le cas de nos sociétés d'origine gréco-latines depuis l'antiquité. Elle peut exister de façon marginale, ce qui est le cas des sociétés égyptienne et étrusque, et enfin ne pas exister du tout, comme chez les Celtes et les Vikings.

Ensuite, pour les sociétés comme la nôtre où le mariage, les institutions familiales et les rapports de sexe ont toujours été empreints d'une féroce inégalité, on peut arguer que d'autres institutions ont disparu qui paraissaient éternelles. Les tortures et les exécutions publiques, les jeux du cirque, le droit du Prince et l'emprise du droit séculier ont subi quelques revers. On ne peut plus violer les domestiques. On ne peut même plus d'ailleurs violer sa légitime, non plus que violer la putain qu'on a payée, du moins dans le principe de la loi.

L'universalité actuelle de la prostitution, qui concernerait au bas mot 40 millions d'êtres humains – principalement des femmes et des enfants – ne fait qu'entériner la domination planétaire d'un certain type de société. C'est un fait inédit, comme l'explosion démographique humaine.

Cette explosion démographique a été induite par l'extension d'une société mercantile, de type colonial, à l'échelle de la terre. Elle se traduit par

des pillages, des mouvements intenses de marchandises et d'êtres humains, et un satrapisme d'État. On retrouve à l'intérieur des États principaux exerçant le pouvoir la même structure coloniale. Certains États vassaux sont devenus, par le fait du partage colonial, des États fournisseurs de viande à jouir, tandis que d'autres, pour les mêmes raisons, se sont spécialisés dans la fourniture de main-d'œuvre à prix cassé. Ces États alimentent un marché mondial de chair humaine fondé sur la religion de la plus-value : piller ou acheter par force à très bas prix pour revendre en faisant mille fois la culbute.

Les profits de la prostitution frisent les 1 000 milliards de dollars, tandis que ceux de la traite se chiffrent à une trentaine de milliards par an¹. Dans ce monde mercantile, où le pouvoir est ploutocratique, l'humain est une ressource au même titre que la bauxite, l'or, le pétrole ou le riz. On peut se demander ce qui fait que, malgré l'abolition de l'esclavage, des phénomènes d'une telle ampleur continuent à se développer et à nourrir un imaginaire sexuel qui *glamourise* l'inégalité la plus sordide.

Diviser pour mieux régner est une loi immémoriale de la domination. Les inégalités étant toutes verrouillées les unes aux autres, maintenir les inégalités sexuelles non seulement est source de profits énormes, mais garantit un ordre fondé sur les privilèges relatifs de ceux qu'on écrase. Et la prostitution, ou l'accès libre à des partenaires contraints, est présentée comme un droit inaliénable des hommes, fussent-ils

les plus déclassés. Elle est de fait dans le viol, la contrainte et l'inceste, massifs mais non reconnus dans les sociétés patriarcales. La prostitution, en revanche, légitime au grand jour ce droit et en fait une norme reconnue.

Dans l'Antiquité, les esclaves mâles allaient au lupanar, contribuant à opprimer des esclaves femelles placées en dessous d'eux. On parle peu des bordels installés dans les camps de concentration nazis (*Lagerbordell*). Ils étaient réservés aux déportés, et l'administration nazie les avait institués pour détourner les détenus de leurs éventuels projets d'évasion ou de révolte, et les pousser à collaborer².

On peut supposer que le maintien des inégalités sexuelles a toujours plus ou moins cette fonction. Mais elle a aussi celle, plus simplement, de faire entrer l'idéologie inégalitaire dans l'esprit de tous les hommes, de la «naturaliser». Ainsi, on trouvera normal que les hommes disposent des femmes, comme les seigneurs des serfs et les patrons des ouvriers. Cette conviction obscure, ancrée émotionnellement par la pratique d'une sexualité dissymétrique, est on ne peut plus utile à l'ordre social. De ce point de vue, la prostitution joue, mais de façon négociée et socialement acceptable, le rôle de l'inceste dans la distribution des pouvoirs : elle affirme le droit des hommes à tout corps, qu'il soit désirant ou pas. (Le parallèle entre la prostitution et l'inceste est régulièrement soulevé par les incesteurs, qui sont nombreux à dédommager par des petits cadeaux les enfants qu'ils violent. Ce qui est préjudiciable n'est pas la contrainte, puisqu'elle est souvent évidente dans la prostitution, mais le fait de ne pas payer, si bien que l'inceste s'apparente à leurs yeux à une forme de grivèlerie, comme on le voit dans le livre de Dorothée Dussy, *Inceste, le berceau des dominations*³.)

La prostitution n'est absolument pas un invariant des sociétés humaines. Elle était inconnue ou marginale chez les Celtes, les Vikings, les Iroquois et nombre de sociétés amérindiennes. Elle n'existe pas dans les sociétés matrilineaires encore subsistantes. Elle est absente des sociétés où règne l'égalité sexuelle et où les rapports sociaux ne sont pas trop escarpés.

Entendons-nous sur le concept. Ce qui caractérise la prostitution, c'est l'échange contraint, ce n'est ni l'argent ni le sexe. Étymologiquement, le mot signifie «exposer», «placer devant» et décrit

bien la situation d'un être humain offert à la consommation, mis à l'étal. Toute fille qui se livre à la débauche et en tire des profits autres que sexuels n'est pas forcément une prostituée. Elle l'est à partir du moment où elle devient, par nécessité ou contrainte, une marchandise, un produit de consommation exposé sur un marché.

Ce sens s'applique à une situation de réification de l'être humain, dont on éludera les caractéristiques à la fois d'être humain ou d'être vivant pour le limiter à une fonction d'outil, de jouet, d'objet. La prostitution a pour particularité de dépouiller la prostituée de sa personnalité et de son corps sensoriel, émotionnel, physique, pour n'en garder que la matière qu'on peut manipuler, l'image qu'on peut s'approprier. Cette prostitution-là n'est possible que dans des contextes extrêmement particuliers. Elle suppose une très forte inégalité sexuelle, mais aussi une grande inégalité sociale. Et nécessite toujours des partenaires inégaux.

Esclaves ou libres, les femmes des sociétés grecque et romaine n'avaient aucun droit. Épouses libres, elles étaient de bonnes reproductrices, prostituées esclaves, des passe-temps qu'on usait jusqu'à la corde en quelques années⁴.

Le régime familial et conjugal de la société gréco-romaine rendait l'institution de la prostitution logique : dans une société où les partenaires sexuels potentiels sont confisqués, les jeunes gens de bonne famille peuvent être tentés de violer les enfants des autres, ou pire, les domestiques serviles des autres, répandant des bâtards partout. Quand un sexe a pris le pouvoir sur l'autre et quand l'institution du mariage est confiscatoire, la prostitution coule de source. Elle était massive dans ces sociétés.

Dans un monde où les rapports de sexe sont empreints de respect réciproque et où peut régner une grande liberté de mœurs, on n'a même pas toujours l'idée de l'instituer. C'était le cas dans la société celte, mais aussi dans celle des Vikings, de même que chez les Égyptiens anciens et les Étrusques. On remarquera que, dans toutes ces sociétés, les femmes n'étaient pas soumises ni invalidées. César a été horrifié par ces femmes gauloises qui se battaient comme des furies, faisant tourner leurs massues. La culture sexuelle générale, dans les sociétés les plus égalitaires, se construit sur les bases de réciprocité, de contrôle de soi, de loyauté, de séduction, de jeu amoureux et de raffinement comportemental dont on

retrouve trace dans la *fin'amor*. L'amour suppose une haute exigence morale et revêt une importance centrale dans les rapports de sexe. L'érotisme est de raffinement et de frustration, il peut se créer une véritable religion du désir et du plaisir, à l'opposé de la religion du pouvoir qui régit l'érotisme dans les sociétés très inégalitaires. La séduction réciproque s'apparente plus à un jeu d'échecs qu'au sac d'une ville.

Il n'existe pas de «plus vieux métier du monde», sauf à restreindre le monde à quelques sociétés. Dans l'Antiquité, ont ainsi coexisté des sociétés patriarcales très répressives envers les femmes et très hiérarchisées qui ont connu une prostitution et un esclavage massif, et des sociétés avec ou sans État, beaucoup moins inégalitaires, dans lesquelles la prostitution était marginale ou inconnue.

Si on étudie les conditions préalables à l'apparition et l'institution de la prostitution, on trouve toujours une très forte dépréciation et une invalidité civile des femmes, une survalorisation des hommes et de la virilité, associées à une grande inégalité sociale et donc à des phénomènes de richesse et de pauvreté – ce qui n'est pas non plus un invariant des sociétés humaines.

L'Égypte avant les Ptolémées accordait aux femmes un statut très favorable dont on voit trace dans son art fabuleux. Les femmes occupaient des postes de hauts fonctionnaires, parfois exerçaient la médecine. Il est difficile de se prononcer sur la prostitution. Il existait des «maisons de bière» où les prostituées officiaient, mais il semble que cette activité soit restée très marginale. La liberté des filles a choqué les Grecs comme les Romains, toujours très prudes quand il s'agissait de liberté sexuelle féminine. Les prostituées, peu nombreuses, étaient étrangères et se rassemblaient surtout autour des grands chantiers.

On peut supposer que dans certaines sociétés, et particulièrement dans les sociétés grecque et latine (mais pas égyptienne, ni étrusque, ni celte, ni normande), les institutions de la prostitution, du mariage et du travail se soient constituées en même temps et de façon complémentaire.

Le modèle de société libre, à l'origine, c'est la société paléolithique nomade de chasseurs-cueilleurs. Société sans classe, composée de petites unités en échanges constants, qui a été décrite comme une société de loisir et d'abondance : il faut peu de temps dans la journée pour

cueillir et chasser. La société nomade de chasseurs-cueilleurs doit limiter le nombre de ses membres pour être dans des conditions optimales. Elle doit aussi compter sur les compétences individuelles et la polyvalence de chacun. C'est une société égalitaire et fortement solidaire. Pathou-Mathis, dans *L'homme préhistorique est aussi une femme*⁵, a montré que les vestiges de femmes paléolithiques sont ceux de véritables athlètes, grandes et très vigoureuses, comme leurs homologues masculins.

Au cours du néolithique, certaines de ces sociétés évoluent et intègrent l'agriculture à leurs pratiques, jusqu'à se sédentariser. Cette sédentarisation provoque parfois une véritable révolution anthropologique. Car, au contraire de la chasse et de la cueillette, l'agriculture demande une somme énorme de travail. Si elle procure des surplus alimentaires, elle réclame aussi nombre de bras pour les produire.

Progressivement, le statut des femmes change : de partenaires, elles deviennent de simples unités de production. Avec la sédentarité, apparaissent parfois la propriété personnelle et une classe de propriétaires. Pour s'assurer des descendants attachés à leur propriété, les hommes vont instituer un mariage confiscatore qui leur assure la propriété des femmes et de leurs enfants. Apparaît l'esclavage, qui va fournir aux nécessités de la terre et des premières mines, mais aussi réguler la frustration des hommes dans un espace dont les femmes sont confisquées : voilà le lupanar.

La société patriarcale est sur les rails, avec les trois institutions liées : mariage, travail et prostitution. Ces deux dernières fonctions, il faut le souligner, sont exclusivement remplies par des esclaves. Même les hétaires les plus célèbres de l'antiquité ne s'appartenaient pas, à moins d'être affranchies, ce qui n'arrivait que de façon marginale.

Voyons les cinq sociétés antiques dont il a été question. Je n'ai pas pris des sociétés obscures, mais de grandes civilisations : les Celtes, à leur période d'expansion maximale, étaient installés dans toute l'Europe, de la mer Noire à la Bretagne. Ils découvrirent l'usage du fer avant les Grecs et les Romains, à qui ils en firent voir de toutes les couleurs avec leurs fameuses épées à double tranchant. Leur riche culture imprègne toute la geste médiévale. Je pense à eux chaque fois que je bois une bière en mangeant une charcuterie, car ils sont à l'origine de ces deux

La monnaie athénienne revisitée...



spécialités. Je pourrais penser à eux chaque fois que je me lave, car ils ont aussi inventé le savon. Les Vikings, ou Normands, aussi appelés Varègues, furent les plus grands explorateurs de leur époque. Ils fondèrent l'État russe au IX^e siècle. Plus tard, Guillaume le Conquérant envahit l'Angleterre avant de régner sur tout le sud de la France par le biais de son épouse, Aliénor d'Aquitaine. Nous devons à cet événement l'expansion de la *fin'amor* et l'épanouissement de la culture des troubadours et trobaraitz. En passant par le Groenland, ils furent les premiers à toucher la terre d'Amérique aux alentours de l'an mil. Les Égyptiens d'avant la domination grecque sont mieux connus, ainsi que les Grecs et les Latins, je ne m'attarde pas dessus. De ces cinq grandes civilisations, deux avaient institué une prostitution massive et systématique, deux ignoraient la prostitution, et une ne la connaissait que de façon marginale. Voilà pour l'universalité de la prostitution.

La notion de plaisir sexuel a une histoire et un contexte, c'est une construction culturelle. Dans les sociétés patriarcales, le sexe n'est pas d'échange mais de pouvoir. Le plaisir est une prérogative exclusive des hommes. Il est même le premier droit de l'homme, unique représentant de la condition humaine. Il se construit une philosophie particulière du plaisir, toute une culture de la non-réciprocité, voire de la proportionnalité du plaisir à la non-réciprocité. L'homosexualité masculine est ainsi valorisée comme la seule possibilité d'accéder à la réciprocité du plaisir, puisque les femmes sont considérées par certains comme des sous-humaines.

Ce système de valeurs imprègne l'Antiquité et trouvera son apothéose dans la philosophie sexuelle du marquis de Sade. Celui-ci, qui a érotisé avec talent la destruction raffinée d'un partenaire sexuel qui n'est plus qu'un objet de plaisir, est encore considéré aujourd'hui comme un révolutionnaire épris de liberté. La liberté de qui? Les joujoux vivants du divin marquis jamais ne furent des aristocrates. Le sexe, a-t-on coutume de dire, c'est le pouvoir. Dans nos sociétés, c'est vrai. L'exercice d'une sexualité de droit masculin consacre, jour après jour, en un rituel qui ne cesse d'alimenter et de démontrer son dogme sous-jacent, la toute-puissance masculine. Elle la prouve physiquement, émotionnellement, psychiquement, comme le viol fait de la force une preuve efficiente de droit. L'homme est homme car il baise qui il veut. L'invalidité construite des femmes, réduites à une valeur d'usage d'ailleurs quasi nulle, entraîne la validité non moins construite des hommes. L'homme se prouvera jour après jour sa puissance sexuelle en muselant ou en détruisant la sexualité de ses partenaires. *A contrario*, les réactions incroyablement puritaines devant la liberté sexuelle des femmes et leur importance sociale chez d'autres peuples en disent long sur la fragilité d'une virilité qui a besoin de flétrir l'autre pour exister. Les Grecs comme les Latins – et comme les Européens catholiques confrontés à la liberté de mœurs amérindienne – qualifieront cette sexualité d'échange, de choix et de réciprocité de prostitution pour la dénigrer – car dans une société profondément misogyne, organiser une prostitution massive ne signifie absolument pas valoriser les prostituées, bien au contraire : à toute société il faut des égouts pour que les basses passions humaines n'engorgent pas le bon fonctionnement des institutions¹.

La pédophilie massive de l'antiquité gréco-latine atteste du fait que le partenaire sexuel est un chiffon dont la vie n'a aucune importance : la mortalité des enfants prostitués était effrayante. Dans la mesure où un certain nombre d'enfants étaient récupérés parmi ceux que leurs parents exposaient, le plus souvent des filles, il n'en coûtait aux propriétaires proxénètes que la peine de les ramasser sur les tas d'ordure, de les élever quelques années avant de les amortir rapidement, puis de les rentabiliser. L'effroyable statut des enfants dans l'antiquité grecque et romaine est le pendant de la non moins effroyable condition féminine.

Ceux qui emploient l'argument selon lequel la prostitution serait le plus vieux métier du monde devraient méditer sur ses origines serviles et réfléchir aux implications idéologiques d'une telle affirmation. La sexualité de droit est une religion qui réclame des holocaustes infinis. Faut-il regretter l'esclavage antique? Il privait d'existence civique, en Grèce et sur la péninsule italienne, entre un quart et la moitié de la population totale.

L'esclavage n'est pas un métier, c'est une condition. Mais qu'est-ce qui le définit? Selon Aristote, la différence réside dans le fait que le maître dispose non seulement du travail mais de la personne même de l'esclave, dont il use à sa guise. C'est un outil animé, par opposition aux outils inanimés. Dans l'Antiquité, on pouvait considérer les prostituées comme des jouets animés. Aujourd'hui, si certaines prostituées sont toujours de fait détenues par leurs proxénètes, ce n'est plus le cas de la plupart. Cependant, c'est toujours bel et bien leur personne, et non seulement leurs prestations, qui est vendue pour un temps déterminé – c'est le principe de la location. On peut toujours considérer sa bouche, son vagin, son anus, ses mains ou l'ensemble de son corps comme des parties dissociées d'un soi qui se trouverait ailleurs, le corps, de fait, n'est pas un objet, une propriété. Si ma voiture brûle, je ne pourrai plus me déplacer, si ma maison est détruite, je devrai partir ailleurs, mais si mon corps est brûlé ou détruit, je cesserai tout simplement d'exister. Le corps est avant tout, pour les animaux (êtres animés) que nous sommes, le siège de la vie. C'est pourquoi il est si important de le sanctuariser, ce que fait l'*habeas corpus*: nul ne peut s'emparer sans raison du corps d'un homme pour le priver de liberté. C'est bien du corps qu'il est question, et non de la personne, car la personne est indissociable de son corps. Les millions d'enfants qui se font trouer par des touristes en Asie et en Afrique n'exercent pas un métier, non plus que ceux qui charrient des cailloux. Ils font un travail au sens étymologique du terme, c'est-à-dire qu'ils sont attachés à un travail.

Il faudrait développer à quel point le travail et la prostitution modernes tiennent encore de leurs antiques origines. Car ils se distinguent aussi par cette spécialisation négative de l'être humain, jouet interchangeable assigné à jamais à un usage répétitif. Dans certaines sociétés, la riche poly-

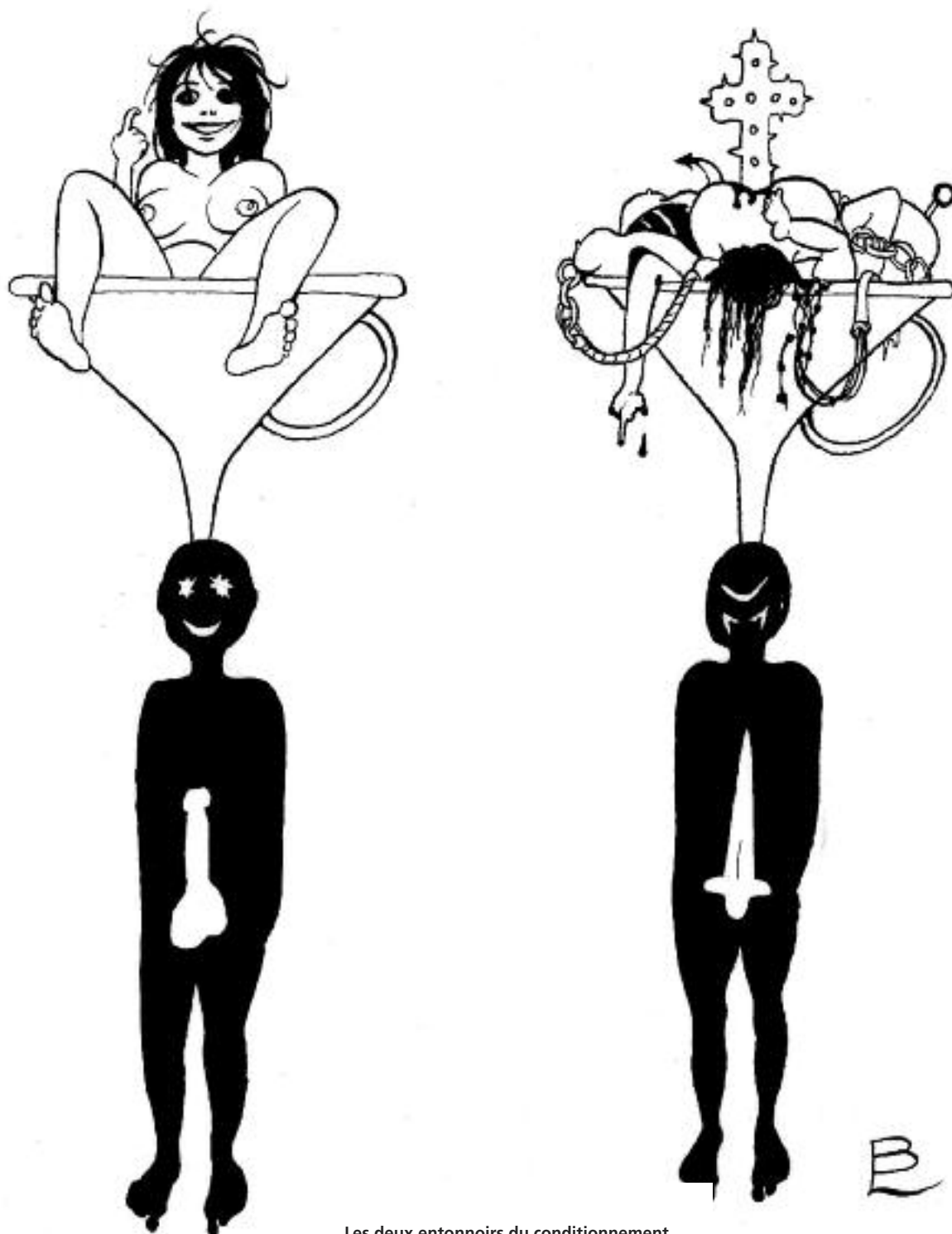
valence humaine est valorisée. Dans d'autres, elle est amputée, morcelée, détruite.

Faire entrer tout ce qui est à la fois intime et constitutif de nous, de la sexualité à la créativité, dans le champ du travail et de l'emploi (toujours évidemment au profit de quelqu'un) nous dépossède de nous-même. Tout être humain libre, pour peu qu'il ait un solide appétit et soit curieux de tout, est un amant expert dans l'art de prendre et donner du plaisir. Tout être humain libre, pour peu qu'il ait eu l'éducation idoine, prend plaisir à faire, construire, comprendre, interpréter, réaliser. Tout métier digne de ce nom réclame une polyvalence qui entretient et développe la créativité humaine. Et, surtout, il ne consiste pas à obéir, se soumettre, se prêter et s'exécuter.

L'idée que le sexe puisse être un métier le vide de sa richesse existentielle. Elle fait fortune dans les sociétés inégalitaires et viriarcales, surtout quand on y dévalue l'humain tout en y survalorisant l'argent. Le consumérisme compulsif, associé à la dévalorisation du corps perçu comme un capital échangeable, ouvre une autoroute au système prostitutionnel. C'est pourquoi il est bon de le montrer pour ce qu'il est: un avatar des sociétés esclavagistes de l'Antiquité, en même temps qu'une promotion continue de la sexualité de pouvoir. Il est consubstantiel à l'inégalité sexuelle comme à l'inégalité sociale. Il n'a absolument rien à voir avec la notion de liberté, à aucun niveau.

Inutile de souligner ce que ce clivage entre femmes respectables et femmes soumises, entre la maman et la putain, doit aux valeurs patriarcales. Les femmes n'y sont envisagées qu'en fonction de l'usage qu'en font les hommes: des reproductrices ou des objets de plaisir. Dans cette construction idéologique, car c'est bien de cela qu'il s'agit, la sexualité masculine est présentée comme une forteresse inexpugnable: on ne peut pas la changer, elle est à la base de tout, il faut s'en accommoder et s'y soumettre.

À vrai dire, la sexualité masculine relève du fantasme. Cela fait quelques palanquées de millénaires que la corticalisation achevée de l'être humain l'a débarrassé de tout ce qui ressemble de près ou de loin à un instinct. Il est d'ailleurs amusant d'entendre Élisabeth Badinter, qui a très pertinemment balayé l'idée que les femmes puissent avoir un instinct maternel, s'emporter contre les féministes dévoyées qui prétendent s'attaquer à la nature des hommes. ■



Les deux entonnoirs du conditionnement

1. Onudoc, *Criminalité transnationale organisée. Traite des êtres humains: personnes à vendre*, 2021.
2. Régis Schlagdenhauffen-Maïka, *Trajectoires: Promotion de la prostitution et lutte contre l'homosexualité dans les camps de concentration nazis*, OpenEditions, 2007.
3. Dorothée Dussy, *Inceste: le berceau des dominations*, Pocket, 2021.
4. *La Prostitution dans l'antiquité*, conférence de Catherine Salles, 2014.
5. Marylène Pathou-Mathis, *L'Homme préhistorique est aussi une femme*, Allary éditions, 2020.

2. Ma nature, c'est ma culture

Un autre argument en faveur de la prostitution repose sur l'idée que la sexualité masculine, étant par nature prédatrice et pulsionnelle, nécessiterait des espaces de défoulement pour ne pas mettre à mal l'ordre social. Il en existe diverses variantes, qui visent à préserver la sécurité des femmes respectables, voire la liberté de la plupart des femmes en en sacrifiant quelques-unes.

Quelle nature? Le comportement sexuel n'est pas plus naturel chez l'homme que le langage. Pour être juste, cette particularité s'observe chez tous les anthropoïdes, ainsi que chez les cétacés. D'où vient que nous puissions avoir une idée aussi erronée de nous-mêmes? Diderot, confronté à l'infinie variété des mœurs dans les sociétés humaines, supputait déjà que nous n'avions pas grand-chose d'inné de ce point de vue.

Les loups, de l'Arctique au Maghreb en passant par l'Amérique du Nord, se courtisent, s'affrontent, s'apparient et copulent tous selon le même protocole immémorial. Quiconque a des yeux et un cerveau, comparant une épouse sicilienne tout de noir vêtue qui fuit les regards masculins et une Tahitienne habillée uniquement de fleurs qui cherche l'aventure sensuelle avec simplicité et bonne humeur ne peut que se poser des questions sur la nature de la sexualité humaine. Quelle est-elle? Qu'a-t-elle d'immuable et d'universel?

D'où vient l'idée que les hommes auraient une sexualité pulsionnelle, irrépressible? Qu'ils seraient par nature des prédateurs, quand par nature ils ne sont même pas humains? Quand simplement apprendre à marcher, à parler, relève d'apprentissages longs et complexes? Quand ils ne sont désormais que des animaux imparfaits, puisque les kits de comportements automatiques et leurs protocoles de déclenchement, tout ce qu'on appelle instincts chez les autres animaux, n'existent plus chez eux?

Quid du comportement sexuel d'un humain quand celui-ci n'a d'inné que des terminaisons nerveuses, des circuits de récompense ou d'inhibition et des opérations automatiques réduites à la capacité d'entrer en érection, de se lubrifier, d'éjaculer? Quand il n'a aucune identification innée du partenaire? Aucun automatisme lié au coût?

Cette idée que la sexualité humaine serait pulsionnelle et instinctive a une histoire. Après des siècles de répression religieuse, la question sexuelle a été confisquée par la médecine, puis par la psychanalyse. Aujourd'hui, les points de vue erronés sur la sexualité sont principalement issus de la théorie psychanalytique de Freud. Selon lui, l'activité sexuelle est induite par une forte pulsion instinctive. Tout être humain en est naturellement submergé et n'a de cesse de la satisfaire à tout prix. Ses seules limites sont les contraintes imposées par la société, qui réduit le polymorphisme foisonnant de la sexualité infantile à un parcours obligé dans les pas du missionnaire, pour aller vite.

Comme le disent Bozon et Leridon dans *Les Constructions sociales de la sexualité*¹, cet avatar post-romantique de l'affrontement entre individu et société pose le primat d'une base biologique et pulsionnelle de la sexualité humaine. Il laisse penser qu'il s'agit d'un invariant qui serait partout de même nature. Or, c'est là que le bât blesse: la simple observation de l'immense variété des organisations sexuelles dans les différentes sociétés, sans parler des rapports de genre

auxquels elles sont liées, démontre que de nature sexuelle spécifique, il n'y en a pas plus qu'il n'y a de nature spécifique des genres. Les humains construisent leur identité sexuelle avec les matériaux qu'on leur propose. Ils font l'amour de mille façons sous les mille cieus qui couvrent la terre, ils ont mille manières de s'aimer et de vivre ensemble – ou de se mépriser, de s'opprimer, de se haïr et de se faire la guerre.

Même chez les mammifères, la sexualité ne relève déjà plus complètement de l'instinct. Ce qui existe, ce sont des «pré-branchements», des mini-kits d'activité purement réflexe, comme la lordose des femelles ou les mouvements de bassin des mâles, que des zones blanches dévolues à l'apprentissage rendront fonctionnels. C'est ce qui conduit les chercheurs à parler plutôt, à propos de comportement sexuel, d'«instinct partiel».

C'est déjà observable chez les souris, qui sont, dans le continuum d'une activité sexuelle de plus en plus complexe, à l'opposé des êtres humains. Les cochons d'Inde, les rats, les chats et les chiens qui n'ont jamais eu de socialisation sexuelle, de jeux préparatoires, de contacts physiques avec des membres de la même espèce sont incapables de coïter, et cette incapacité est générale chez les primates. Quant aux hominidés, sans socialisation préparatoire, ils sont dans une cécité sexuelle complète.

L'instinct sexuel dépend à la fois des hormones et des phéromones. Les unes sont à l'origine de la différenciation sexuelle et déterminent les cycles de reproduction, les autres déclenchent, par le biais de l'organe voméro-nasal, l'activité sexuelle.

Depuis des temps immémoriaux, l'activité sexuelle des êtres humains est complètement découplée de l'activité hormonale.

Les hormones continuent à nous différencier sexuellement. Elles influent sur nos comportements et ont encore un impact sur nos activités sexuelles, mais elles ne les déterminent pas. (En dessous d'un certain seuil de testostérone, il n'y a plus d'activité sexuelle, mais c'est un seuil très bas, et l'appétit des dames fluctue plus ou moins avec leurs périodes.)

Comme le fait remarquer avec humour Serge Wunsch², si notre sexualité était encore instinctive, comme chez les animaux saisonniers, elle se caractériserait d'abord par son absence le plus clair de notre temps : les hormones sont principalement inhibitrices. Cependant, une quinzaine de jours dans l'année, nous serions pris d'une

activité sexuelle à la fois frénétique et sommaire. Inutile de songer à des fantaisies telles que les cunnilingus ou les promenades romantiques, l'affaire serait rapidement réglée après deux ou trois combats par une lordose féminine suivie de quelques allers-retours masculins, d'une éjaculation en quelques minutes et hop, ce serait plié pour la période.

Il est à noter aussi que notre activité sexuelle commence au berceau, bien avant que les hormones s'en mêlent, et continue bien après la ménopause ou l'andropause. Qu'elle est fétichiste, voyeuriste, fantasmatique, avec ou sans contact, masturbatoire, ou sensuelle et gourmande. Si les hormones existent, le moins qu'on puisse dire est qu'elles n'ont pas le pouvoir en ce qui concerne notre comportement sexuel.

Les taux hormonaux ont cependant une forte influence sur nos comportements genrés : l'exposition fœtale aux œstrogènes plus qu'à la testostérone favorise un comportement sensible et communicatif identifié comme féminin, tandis que les fœtus exposés à des taux plus élevés de testostérone donneront des adultes combattifs qui seront perçus comme virils. Or, on sait, par le biais de l'indice de Manning, que ces expositions ne recoupent pas la distribution des sexes. Un certain nombre de femmes sont exposées à des taux importants de testostérone au stade fœtal, tandis qu'un certain nombre d'hommes baignent dans des taux importants d'œstrogènes. Chez la majorité des humains, l'influence hormonale est équilibrée. Cela, il suffit d'avoir des yeux pour le voir et un cerveau pour le comprendre. Hélas, chez les êtres de culture tels que nous, les stéréotypes ne sont pas moins rigides que les instincts chez nos frères non-primates.

Si l'agressivité est liée au taux de testostérone, alors il faut prendre en compte que, dans la population française par exemple, nous nous retrouverions avec un peu plus d'un sixième de la population qui pourrait avoir, faute d'éducation à l'empathie et au contrôle de soi, une tendance aux élans pulsionnels agressifs, dont un quart à peu près serait des femmes. On conviendra qu'il n'y a pas là de quoi tirer des conclusions sur le comportement des êtres humains en général ni sur celui des hommes en particulier.

En ce qui concerne l'odorat et les phéromones, essentielles dans les activités sexuelles des mammifères non-primates, elles sont chez nous tombées en désuétude. L'organe voméro-nasal

qui permet aux autres mammifères de capter les phéromones est inopérant. Plus de 90 % des gènes des récepteurs spécifiques à la détection des phéromones sont devenus des pseudo-gènes. On chercherait vainement trace de l'organe voméro-nasal chez l'adulte : il est dépourvu de nerf spécifique et à l'état de vestige. L'olfaction simple est altérée à plus de 50 % par rapport aux mammifères non-primates.

Tout ce que l'on peut observer, ce sont des phénomènes tels que l'alignement des cycles menstruels sur celui de la femelle dominante dans les communautés de femmes (les couvents par exemple) et des effets d'ordre affectif (Ah, l'odeur des amants...). Mais d'effets comportementaux observables, macache bono.

Comme le dit encore Wunsch, les processus neurobiologiques liés à l'activité sexuelle (agression mâle-mâle, attraction hétérosexuelle) sont très amoindris et n'ont que peu d'effets. Les seules choses que nous ayons vraiment d'innées au point de vue sexuel, ce sont l'érection, l'éjaculation, la lubrification, et des terminaisons nerveuses concentrées à certains endroits ultrasensibles, principalement le gland du pénis et celui du clitoris, mais aussi toutes les muqueuses et nombre de niches. Tout ce qui peut stimuler ces endroits délicieux provoque des mécanismes de renforcement : une conduite qui fait plaisir est répétée, on recherche ce qui nous a déjà donné du plaisir. Mais tout cela relève de l'expérience et de l'apprentissage. Et cela implique aussi l'importance du conditionnement, voire de l'embrigadement à une forme ou l'autre de propagande.

Si on valorise la violence sexuelle, elle se produira. Les humains sont champions des prédictions auto réalisatrices. Si on va clamant qu'hommes et femmes, noirs et blancs, riches et pauvres sont naturellement inégaux, nos sociétés l'entérineront et auront tôt fait de « naturaliser » ce fait d'opinion dans leurs mécanismes. C'est pourquoi il faut absolument prendre la mesure de l'importance de l'éducation à l'empathie, la communication et la coopération, et non la violence et la compétition. La culture du viol est bel et bien une culture, qui peut être remplacée à profit par une autre. Pour être bien sociabilisé sexuellement, il faut être bien sociabilisé tout court. Et éduquer des hommes à se branler au moyen de partenaires qui sont aux ordres n'éduque certainement pas à la réciprocité.

Peu à peu, au fur et à mesure que nos connaissances s'étendent sur ce qu'humains nous sommes, nous apprenons que le très vieux rêve de fraternité repose sur cette réalité que nous sommes tous et toutes dotés des mêmes capacités cognitives, des mêmes possibilités d'apprentissage, des mêmes mécanismes psychiques de recherche du plaisir et des mêmes circuits d'inhibition et de renforcement.

Nous sommes potentiellement égaux en raison même de notre extraordinaire plasticité. Il serait peut-être temps de fonder sur cette connaissance un modèle de société qui ne soit pas basé sur des schémas inégalitaires erronés, dans la sexualité comme ailleurs. Car si les inégalités existent entre nous, inégalités physiques, psychiques, intellectuelles, elles ne recourent aucune distribution sexuelle, raciale ou sociale. Les talents comme les carences sont distribués par le hasard au petit bonheur la chance dans l'intégralité de l'espèce humaine.

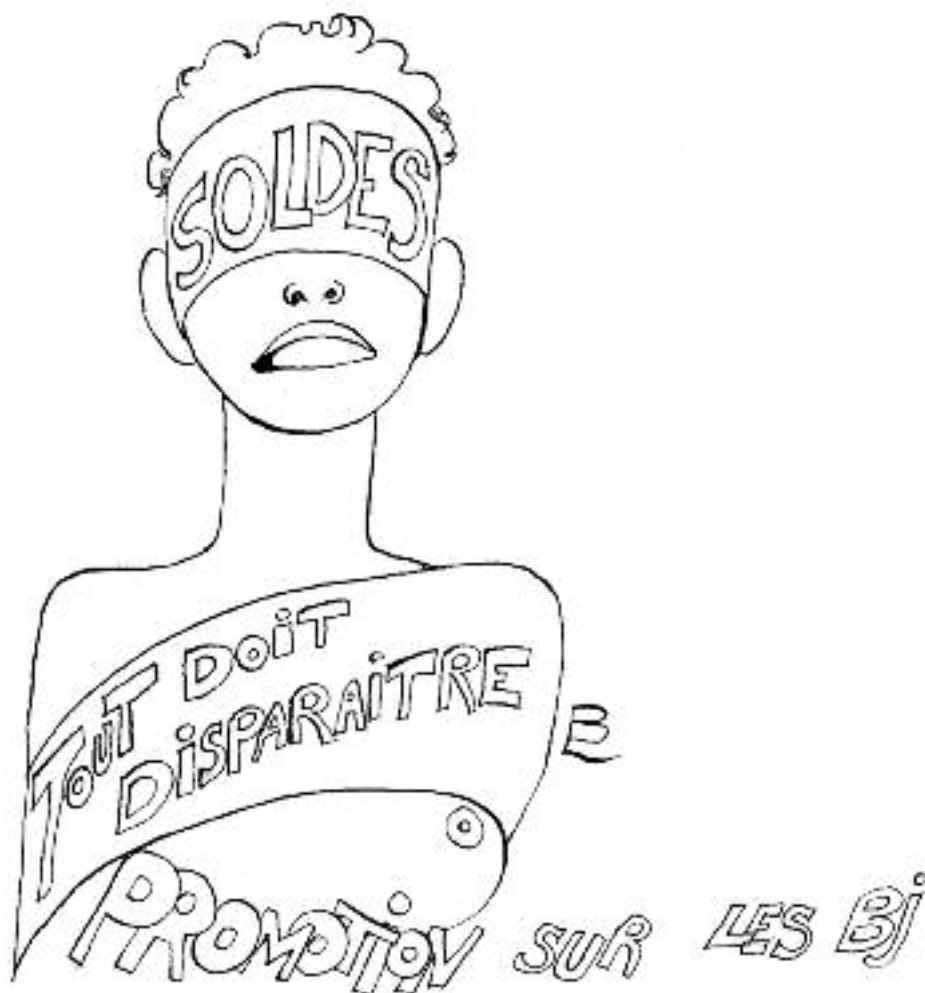
Si les hormones et les phéromones n'ont plus de rôle qu'à la marge et que tout se fonde sur ce que Wunsch appelle *le comportement sexuel érotique*, alors hommes et femmes n'ont pas de rôle prédéfini, aucune sexualité n'a le pas sur l'autre, et l'apprentissage érotique ainsi que la recherche du plaisir concernent exactement les mêmes circuits neuronaux chez les hommes que chez les femmes. Tout se résume à des apprentissages communs, des règles culturelles.

Or, ces règles culturelles sont, au contraire des instincts, modifiables, évolutives. Elles le sont très rapidement : deux ou trois générations suffisent, parfois moins, pour entraîner des modifications majeures des mœurs et des croyances générales. L'extrême plasticité de l'humain, ses potentialités et sa polyvalence font que le même matériau, selon le contexte culturel, peut donner une grenouille de bénitier qui ignore où se trouve son clitoris et même qu'elle en a un, comme cela arrive dans les cultures de très forte répression sexuelle et d'inégalité des sexes, ou une joyeuse luronne qui n'ignore rien ni de son corps ni de celui des autres et connaît très facilement l'orgasme dès ses premiers rapports sexuels, si elle a la chance de se trouver dans une culture où la sexualité est valorisée et encouragée, comme c'est le cas dans nombre de sociétés océaniques par exemple. Comme le disent Bozon et Léridon, « rapports sociaux et contrôle social ne sont pas à la périphérie du sexuel, mais au cœur même des pratiques et de leur signification ».

Sous cet éclairage, la prostitution apparaît comme un champ d'activité qui réserve le plaisir à une partie de la population en imposant des actes sexuels non désirés ni choisis à une autre partie de la population par le biais d'un échange d'argent, les uns en ayant généralement en excès et les autres en ayant cruellement besoin. Nul ne niera que l'argent est une forme symbolique du pouvoir et de la violence.

Qu'on puisse présenter cette organisation comme fondée sur la liberté, voire le plaisir, relève du double mensonge. Ce qui est fondé sur la liberté et le plaisir, c'est de pouvoir s'épanouir sexuellement dans un contexte de liberté et de valorisation du corps, du plaisir et de la sexualité. Or, la prostitution est la forme la plus extrême

par laquelle se manifeste l'inégalité sexuelle, mais aussi la répression sexuelle. On admettra que se livrer à la prostitution de façon régulière sollicite certainement plus les circuits d'inhibition et de répulsion que les circuits de récompense et de renforcement, ce que décrivent toutes les putains dans l'exercice de leur sacerdoce. Aucune ne parle de plaisir sexuel et de désir comme d'une constante de son travail, au contraire. La constante, c'est la gestion physique du dégoût et la pratique de la dissociation. La récompense et le renforcement, voire, dans certains cas, cet emballement des circuits de récompense qui aboutit à l'addiction sexuelle, sont du côté des clients. ■



1. Michel Bozon, Henri Leridon, « Les Constructions sociales de la sexualité », *Population*, 48^e année, n° 5, 1993 (p. 1173-1195).

2. Serge Wunsch, *Rôle et importance des processus de renforcement dans l'apprentissage du comportement de reproduction chez l'homme*, École pratique des hautes études, thèse 2007.

3. La vie privée ... privée de tout

Un autre argument, qui emprunte divers cheminements, souligne que les choix faits par chacun relèvent de la vie privée et de la liberté individuelle. Cette liberté individuelle est ainsi mise en parallèle avec celle de l'orientation sexuelle, comme s'il s'agissait de la même chose.

Sauf que l'échange d'argent fait entrer la prostitution dans un domaine qui n'est plus celui de la vie privée, mais celui du commerce et du travail. Il est bon de rappeler que la liberté de vendre l'usage sexuel d'un corps est le faux nez et la face présentable de la liberté d'acheter l'usage sexuel d'un corps. La question posée, c'est aussi : Jusqu'où va le droit de l'argent ? On remarquera que la prostitution met sur le marché des millions d'enfants et qu'elle propose des prestations mettant en danger les personnes qui la pratiquent. C'est aussi le cas du travail, mais le travail illégal ou simplement déshumanisé ne représente pas les deux tiers du travail. Parmi les activités rémunérées, il en est un nombre conséquent qui sont gratifiantes et enrichissantes d'un point de vue humain. Enseigner, faire de la recherche, écrire des romans, construire des maisons, gérer des forêts, jouer la comédie, réparer des cœurs, élever des chèvres ou faire la cuisine ne peuvent être considérés – même s'ils s'accompagnent d'un statut de subordination – comme des activités dangereuses et appauvrissantes. Le travail forcé, morcelé, dangereux, mécanique, le travail comparable, par bien des côtés, à la prostitution représente une part importante mais minoritaire de l'emploi tarifé. Il n'existe pas de prostitution qui apprenne autre chose que les mille et une formes que peuvent prendre la servilité physique, le dédoublement et la tromperie. Comme le soldat, la putain est là pour obéir. Même si elle n'est pas dans le cauchemar de l'abattage de rue, c'est

la chair à canon de la distribution inégalitaire des rôles sexuels, comme le pioupiou est la chair à canon de la répartition des ressources entre méta requins.

Jusqu'où peut aller le droit de l'argent ? Le droit à, ou le droit de (se loger, manger, choisir ses conditions de vie, ses partenaires, d'exercer ses talents, de développer ses capacités, à la santé, à un minimum de protection), est-ce la même chose que le droit sur (les sujets, les esclaves, les enfants, les femmes, les travailleurs, les ressources) ? Peut-on acheter l'usage d'un corps comme n'importe quel autre service ? La prostitution pose exactement le même problème que la gestation assistée. Je suis toujours stupéfaite d'entendre des gens se présentant comme anarchistes défendre à ce point le droit de l'argent, et celui des couples fortunés à disposer du corps des femmes pauvres. Quelle que soit la façon dont on l'enrobe, on a toujours la même situation : de l'argent d'un côté, un tel besoin d'argent de l'autre qu'on se sent prêt à échanger l'usage de son corps, éludant le fait que l'expérience, de fait, peut l'abîmer, le mutiler irréversiblement, voire le détruire. On est universellement horrifié par les trafics d'organes : les yeux, les rates, les reins des habitants des bidonvilles sont prélevés pour quasi rien et revendus à prix d'or aux malades fortunés des pays riches. Mais la logique de la prostitution ou de la gestation vénale est de cet ordre. Pour un être humain menacé de voir

ses enfants mourir de faim ou de mourir de faim lui-même, un rein, quand la nature lui en a donné deux, ce n'est pas grand-chose. Un tel choix peut être fait en toute liberté, si on peut appeler liberté le fait d'avoir aussi peu d'alternatives. Puisqu'il faut aller sans honte jusqu'au bout de cette logique, défendons donc comme une liberté et un choix rationnel – ce qu'il est dans cette optique – le droit de vendre ses organes pour assurer sa survie provisoire.

Est-ce que ce vagin complètement distendu, que certaines putains appellent «le sac», procure les mêmes sensations qu'un vagin en bon état et resté sensible? Est-ce que le corps humain est fait de kevlar, d'acier inoxydable? Est-ce qu'il est réparable et bricolable à l'infini, comme une bonne machine? Les atteintes répétées finissent par bousiller ce corps dont le système marchand ne veut pas savoir qu'il est de chair, de muqueuses fragiles, de terminaisons nerveuses et de mystérieuse chimie, qu'il est sensible et vivant. Que cette dichotomie idéelle entre l'âme et le corps est juste, après avoir été un dogme religieux, une théorie rationaliste. Nous n'avons pas de corps, nous sommes des corps. Et même si le corps est juste l'asile de nos âmes, elles n'en ont pas d'autre. Nous ne sommes pas des choses inertes, pas plus que les porcs et les poulets traités comme des produits, du minerai. Les atteintes au corps abîment l'esprit, les angoisses de l'esprit détériorent le corps. On sait depuis longtemps que les cancers prolifèrent à partir de stress violents, de deuils ou de chocs psychiques. L'angoisse fait perdre le sommeil, développer des ulcères. Un corps dysfonctionnel rend dépressif, nerveux, la maladie nous ronge l'esprit. Si le corps et l'esprit sont perçus comme des entités séparées, elles sont pourtant fusionnelles. Tous les contacts se font par l'entremise des sens. Le cerveau peut interpréter de façon délirante, créer des chimères, faire ressentir les douleurs d'un membre amputé, mais il ne peut pas créer d'interface sans capteurs.

La cupidité efface toutes les dimensions du vivant, ne gardant que celle de produit. C'est dans sa logique. Le pouvoir aujourd'hui étant ploutocratique, le moteur de ce pouvoir, la cupidité, est devenu la valeur dominante. Au regard de cette cupidité universelle, le vivant est dépouillé de ses attributs, de toutes ses dimensions. Un porc n'est pas un être vivant et sensible,

mais une unité de production «porc charcutier» qu'il s'agit de gérer au cordeau, de la conception au conditionnement. Un porc est de la viande, point, que l'on fait pousser de façon optimale pour la proposer à la consommation en en tirant une plus-value prodigieuse. Une putain est un *sex-toy* vivant, point. Harnachée, attendrie, assouplie, on lui rajoute des seins, on lui enlève des lèvres, on la tartine de lubrifiants pour que ça glisse, on lui ôte l'usage de la parole, toute dimension humaine. «Si elles se mettent à parler, ça casse tout», dit un jeune client de La Jonquera cité par Aude Harlé et Lise Jacquez dans *A la frontera tot s'hi val*¹. Et si elles se mettent à ressentir ou à penser, ça va nous déconcentrer.

Ce point de vue ultra-rationaliste revendiqué par certains anarchistes sert à la louche les intérêts des représentants les plus réactionnaires, les plus cyniques et les plus cupides de la société. Défendre la prostitution, ce n'est pas défendre les putains, mais défendre les clients et le proxénétisme. De la chair à canon, on en trouvera toujours, tant que la misère gagnera, on en trouvera à la pelle et de plus en plus.

Les discussions autour de la «liberté de se prostituer» ont une existence officielle récente. Elles apparaissent en 1995, lors de la conférence de Pékin, quand la notion de prostitution «volontaire» fait son entrée dans les textes. La même conférence verra aussi apparaître la notion d'équité, qui peut se substituer à celle d'égalité entre hommes et femmes, sous la pression du Vatican et des pays musulmans. L'équité, c'est par exemple qu'une femme a le droit de toucher, lors d'un héritage, ce qui lui revient légitimement en tant que femme, c'est-à-dire le tiers de ce que touche un homme. C'est le droit revisité à l'aune d'un traitement différencié en fonction du sexe. Du point de vue de l'émancipation féminine, la conférence de Pékin représente un coup de frein catastrophique au niveau mondial. Elle ouvre un boulevard à la fois aux lobbies religieux et au système prostitutionnel pour restreindre les progrès chèrement acquis au cours des décennies précédentes dans la promotion de l'égalité sexuelle. Ce coin entré dans le processus d'émancipation pour sinon l'abattre, du moins le ralentir, les groupes de pression favorables à la prostitution ne vont cesser de l'enfoncer depuis. À partir de là, la lutte internationale contre le système de la traite va être systématiquement attaquée, et ce dans la définition même de la traite.

La Convention de Palerme (contre la criminalité transnationale organisée) a donné les définitions juridiques du trafic d'êtres humains et de la traite. Il fonde la convention de l'ONU sur le sujet. Les points du protocole sur lesquels les opposants et les promoteurs des industries du sexe vont s'empoigner concernent la notion juridique « d'abus d'une situation de vulnérabilité » et les divers recours qui ne relèvent pas de la contrainte directe et, par conséquent, le fait qu'en cas de situation caractérisée par ces recours, le consentement de la victime est indifférent pour définir la situation de traite. Poulin fait remarquer, dans *Prostitution et traite des êtres humains, controverses et enjeux*², que l'adoption de la notion de « travail du sexe » – qui promouvait le droit pour les femmes d'émigrer pour pratiquer la prostitution dans des pays plus riches – les a, dans le même temps, privées de toute protection, puisque ni les conditions économiques ni la condition féminine des pays de départ ne sont considérées comme des contraintes. En somme, les femmes migrent, c'est connu, pour faire fortune dans le pain de fesse. Si elles y sont contraintes, c'est donc à elles d'en donner la preuve, contrainte signifiant flingue sur la tempe et non risque de crever de faim. L'abus de situation de vulnérabilité ou, mieux, l'alinéa précisant que la notion de consentement ne s'appliquait pas plus à la prostitution qu'à l'esclavage étaient irrecevables.

Il n'est pas indifférent de comprendre qu'une personne définie comme libre d'exercer un travail, et non victime d'un trafic, non seulement perd toute protection juridique et tout recours, mais se verra automatiquement criminalisée si elle n'obtient pas, ce qui est le plus souvent le cas, les papiers lui permettant de séjourner dans le pays où elle arrive. Ainsi, les défenseurs du système prostitutionnel défendent-ils les putains.

Sans surprise, les États pauvres d'origine de la traite en ont privilégié une conception extensive, tandis que les États riches, pays de destination, défendaient les droits de leurs ressortissants au divertissement en en promouvant une conception restrictive. Est-ce à dire qu'ils comptaient donner un statut à toutes ces migrantes venues dorloter leurs hommes à bas prix ? Que nenni ! Devinez qui a gagné ? « Le travail du sexe » est à présent reconnu internationalement.

L'offensive réglementariste a commencé dans les années quatre-vingt, sous l'impulsion

des Pays-Bas. Elle se matérialise, comme l'explique Poulin³, par une mobilisation mondiale pour différencier la traite de la prostitution, et la traite forcée de la migration volontaire des travailleuses du sexe.

La conférence de La Haye, sous présidence des Pays-Bas, restreint la définition de la traite en 1997 à des situations de contrainte, de menace ou de force, et, la même année, l'organisation Anti Slavery International requalifie la prostitution en « travail du sexe ». Hardi petit ! Ce champ d'industrie ne doit pas rester inexploité. En 1998, l'OIT se prononce pour la reconnaissance économique de l'industrie du sexe, car il n'y a pas de raison que tout ce pognon disparaisse dans les poches de quelques mafiosi. En 2000, le Rapporteur spécial sur les violences faites aux femmes à la Commission des droits de l'Homme de l'ONU veut exclure de la définition du trafic « les femmes “professionnelles du sexe migrantes illégales” » et, en 2001, l'OMS appelle à reconnaître le travail sexuel, dans le but de réguler la pandémie de Sida.

On comprend facilement que les « réglementaristes », qui prétendent décriminaliser la prostitution, veulent surtout avoir les mains libres, et que les putains perdent toute forme de recours légal contre leur industrie. À l'orée de déplacements forcés concernant, selon l'ONU, des millions de personnes, chassées par la guerre et surtout le réchauffement climatique, il va y avoir des promotions inespérées pour les queutards sur les « travailleuses du sexe ». La guerre en Ukraine a fait bondir en tête des demandes sexuelles (le gros des flux d'Internet) les femmes ukrainiennes et les scénarios de viols de guerre ; nul doute que les temps à venir seront paradisiaques pour les « punters ».

Il est à noter que, dans un pays réglementariste comme l'Allemagne, non seulement la criminalité organisée déjoue assez facilement une réglementation plutôt souple pour introduire nombre de putains contraintes dans les circuits légaux, mais que la prostitution clandestine a explosé, s'engouffrant dans l'appel d'air provoqué par la légitimation du recours aux services sexuels tarifés. Les personnes prostituées, légales et illégales, sont ainsi 400 000 en Allemagne, quand on en compte 40 000 en France, pays abolitionniste devenu néo-prohibitionnisme (j'y reviendrai). Même si les chiffres sont toujours approximatifs, le différentiel laisse rêveur.

Aux Pays-Bas, pays aussi réglementariste, il y a, proportionnellement à la population, vingt fois plus de personnes prostituées qu'en France. Toutes ces pauvres femmes qu'on prive, en France, de la liberté de se vendre ! Nul doute qu'avec des mesures compréhensives, elles pourraient être vingt fois plus à exercer leur liberté sur les trottoirs.

Comme le souligne la convention abolitionniste de 1949, que certains voudraient entermer un peu vite, la question du consentement ou du non-consentement n'est pas pertinente, car, comme pour l'esclavage ou le colonialisme, c'est l'existence même de l'institution qui pose problème.

On peut se rappeler utilement aussi que beaucoup d'esclaves n'étaient pas favorables à l'émancipation, un nombre important de colonisés n'étaient pas favorables à la décolonisation, une majorité de Noirs à l'époque de la ségrégation raciale dans le sud des USA étaient opposés au mouvement des droits civiques quand celui-ci est apparu. Beaucoup d'humains ont la faiblesse de vouloir survivre, même dans des conditions atroces, plutôt que de risquer une mort glorieuse. Voilà pour l'idée baroque qu'un être humain ne saurait consentir à sa propre exploitation, si chère aux réglementaristes. Bien sûr que si ! La Boétie méditait déjà, il y a quatre siècles, sur la servitude volontaire. L'être humain, dépourvu d'instinct, est sujet à tous les conditionnements, à toutes les manipulations. Sa capacité d'adaptation et sa tendance lourde à l'identification font qu'une fois dans une case, qu'elle soit favorable à son épanouissement ou qu'elle le limite en tout, il s'y intègre, s'y conforme et parfois y trouve de tels matériaux identitaires qu'il est capable de défendre ce qui l'opprime, et ce avec d'autant plus de passion qu'une remise en question est plus insupportable encore que l'idée de changer de vie. Une remise en question équivaut à une destruction de tous les mécanismes de défense qui lui permettaient de résister à l'insupportable, en partie en le niant, en partie en le surmontant. Cela n'est pas propre aux putains, mais à tous ceux qui ont traversé des épreuves insoutenables qui les ont négativement structurés mais de façon très forte : taulards, mineurs de fond, déportés, soldats, civils de pays en guerre chronique, populations persécutées, ségréguées, groupes soumis à de fortes discriminations. D'autre part, dans le cas des putains, les raisons qui ont mené à la prosti-

tution ne sont généralement pas résolues, et ceux qui tiennent vraiment à leur offrir d'autres alternatives feraient bien de réfléchir sur la férocité et la rigidité de nos structures sociales. Car, quand on n'a rien d'autre à vendre que son cul, qu'on est discriminé-e, qu'on n'a aucun réseau, aucun capital, qu'il soit financier, social, culturel, on est bel et bien, et de façon endémique, dans la merde.

Il est amusant de constater qu'en ce moment, personne ne se pose la question du consentement des migrants qui s'en viennent mourir par milliers aux portes de l'Europe. Généralement, ceux qui brûlent la mer ont choisi de le faire, et même tout sacrifié pour le faire, jusqu'à mettre leur vie en danger. Qui oserait dire qu'il s'agissait d'un choix positif ? Le sexe rend-il aveugle, s'il ne rend pas sourd ? Pourquoi des personnes qui défendent l'inaliénabilité de certaines ressources comme l'eau, ou qui refusent les choix néolibéraux en matière de santé et d'éducation, trouvent-elles tout à coup tendance d'offrir le cul des pauvres à la libido de loisir des riches ?

L'argument de la liberté de choix suppose des partenaires égaux. Quelle rigolade ! Le vivier de la prostitution est le même que celui de la prison : il rassemble les populations les plus discriminées, les plus opprimées, les plus indigentes. Se prostituer, dans l'immense majorité des cas, n'est pas plus un choix que faire des fric-frac, des braquages, ou trafiquer de la came : une stratégie de survie dans un contexte qui ne propose que la misère et l'exclusion, un bricolage pour améliorer, en y laissant fatalement des plumes et de la peau, un destin infra-humain. Les putains clandestines viennent généralement de pays où leur survie n'était pas assurée. Quant aux Françaises, aujourd'hui en minorité, elles ont ainsi pu accéder à un niveau de vie qui leur était interdit par leurs origines. Si on trouve des diplômées parmi les putains, car, ô surprise, les pauvres ont un cerveau, on ne relève pas foule de bourgeoises, même non diplômées : cela souligne seulement l'incapacité de l'École à corriger les inégalités, et sa tendance lourde à les aggraver. La paupérisation des classes moyennes, le naufrage et le glissement des classes populaires garantissent à la prostitution, comme à la délinquance de survie et au travail clandestin, un avenir prospère.

L'offensive réglementariste a le vent en poupe, ses voiles épousant harmonieusement le cap néocon et ultralibéral de la mondialisation. C'est connu, les marchands n'ont, comme les financiers de tout poil, que le mot de liberté (entendez

libéralisation) à la bouche. C'est que les État proxénètes engrangent des profits qui ne sont pas marginaux, sans compter tous les acteurs des industries du sexe, putains et hardeuses exclues, bien entendu : elles n'en sont que la matière première.

Et le client dans tout ça ? Car, pour chaque putain, sur les droits ou la liberté de laquelle on s'empoigne à perte de vue, il y a dix, vingt, cent clients qui achètent l'usage de son corps. Pour eux, et pour eux seuls, le recours à la prostitution est un vrai choix. Ils ne sont certes pas menacés de crever de faim. Ils ont la vraie liberté, celle qu'aucune contrainte n'oriente. Ce sont eux qui décident et choisissent que cette institution existe et perdure. Ils sont les uniques responsables de son existence : s'il n'y avait pas de demande, il n'y aurait pas d'offre, les proxénètes se tourneraient vers des secteurs plus lucratifs, les putains choisiraient d'autres stratégies de survie. Ils sont les seuls à en profiter.

Je suis toujours dubitative quant aux réponses répressives, et celle-là n'y fait pas exception. Vouloir faire cesser l'exploitation sexuelle implique de s'attaquer d'abord à ses causes structurelles, et donc à la distribution du pouvoir et de l'argent. Le seul avantage de la pénalisation des clients est de faire apparaître au grand jour une réalité totalement occultée jusqu'à aujourd'hui, même dans la Convention de 1949, où il est fait mention des proxénètes, mais pas des clients : leur responsabilité centrale dans l'existence de la prostitution, de la traite, du trafic. C'est pour eux qu'on enlève, qu'on viole, qu'on achète, qu'on déporte les millions de femmes et d'enfants victimes de la traite. Ce sont eux qui choisissent de cantonner des millions de femmes dans leur rôle de jouets sexuels, au lieu de leur reconnaître le droit à d'autres alternatives, si bien que, réellement, la prostitution, dans nombre de cas désespérés, est la seule alternative jouable. Cette question, dans une société qui reste hostile aux femmes et sans pitié pour les pauvres, se pose, je peux le dire, à toutes les femmes pauvres. On est beaucoup plus pressé à légaliser la prostitution qu'à ouvrir les emplois corrects, gratifiants, bien rémunérés aux femmes.

Ce sont les clients qui agressent, maltraitent, brutalisent les corps qu'ils ont loués pour faire mumuse avec. Ce sont eux qui passent de La Jonquera, où les proxos roumains proposent des jeunes femmes en situation littérale d'escla-

vage, aux bordels d'enfants thaïlandais, car un homme, un vrai, ne doit pas mourir idiot. La loi de pénalisation du client a le seul mérite de faire apparaître dans la législation, de cette façon, leur responsabilité centrale dans la prostitution. Et les appeler « proxénètes » les définit clairement pour ce qu'ils sont. Bien sûr, pour s'attaquer sérieusement à la prostitution, il faudrait d'abord s'attaquer à toutes ses causes, c'est-à-dire surtout à la misère, aux discriminations et à l'inégalité sociale. Mais ce qui fait que le vivier des clients reste aussi important, beaucoup trop important pour que ce système puisse faire l'économie de toutes les sortes de contraintes afin de les fournir en « matériel », comme dirait DSK, c'est aussi la persistance de la misogynie et du machisme, le sentiment que les femmes sont des humains subalternes, le refus entêté de les considérer comme des égales, la conviction bien enracinée que le sexe est depuis toujours et à jamais un dû pour les femmes, un droit pour les hommes.

Alors, ces clients, d'où viennent-ils ? De toutes les couches de la société, mais les cadres, les employés et les chefs d'entreprise sont sur-représentés parmi eux. On ne peut pas dire qu'il en soit de même des prostituées. Il ne reste plus qu'à y ajouter les critères statistiquement couplés à la pauvreté et à la richesse pour avoir ce tableau de genre si fréquent : un vieux Blanc riche qui se paye pour le prix d'un gigot d'agneau l'usage *open bar* pendant trois quarts d'heure du corps d'une gamine rom. Et vive la liberté !

Ces cadres, ces chefs d'entreprise, ces employés, tiens, au lieu d'aller aux putes, ils pourraient ouvrir les emplois gratifiants aux femmes ? Péter un peu ce fameux plafond de verre qui fait qu'en France, aujourd'hui, les femmes continuent à gagner un tiers de moins que les hommes, à se taper les deux tiers des boulots partiels et précaires, à occuper 70 % des emplois rémunérés aux plus bas salaires ?

L'argument de la liberté des putains est, de fait, un argument insoutenable. Même un chercheur comme Lilian Mathieu⁴, qui a travaillé pendant cinq ans, entre 1994 et 1999, avec et pour l'association Cabiria, association de santé communautaire avec les personnes prostituées⁵, bien qu'il ait été partie prenante dans la création même de l'association, s'est vu désavoué lors de sa mission d'évaluation au motif qu'il présentait une image déplorable de la réalité prostitutionnelle.

Cette histoire est intéressante : dès sa création, Cabiria, qui avait intégré des prostituées dans son dispositif, à l'origine destiné, à l'exemple du bus des femmes, à fournir aux filles de l'aide, des contacts et du matériel de prévention, adopta le point de vue des pratiquantes de la prostitution, refusant de s'envisager comme des esclaves ou des victimes, et revendiquant de se prendre en charge. L'association étant en butte aux attaques d'associations comme celle du Nid, pourtant à l'origine de la démarche, le jeune chercheur fut mis en position de défendre le point de vue des putains et surtout de récuser les accusations fantaisistes :

Oui, les personnes prostituées pouvaient y boire un café et s'équiper en préservatifs ; non, elles n'y réalisaient pas leurs passes ; oui, elles pouvaient y prendre rendez-vous pour un accompagnement sanitaire ou social ; non, le bus ne servait pas à conduire des transsexuels à la table d'opération...

Cette position d'engagement favorisa sans doute le travail d'évaluation et d'étude sur le milieu de la prostitution lyonnaise, qu'il réalisa ensuite : il jouissait de l'entière confiance des putains. Sa position cependant ne laissait pas d'être ambiguë : rédigeant des notes ou présentant des exposés à titre gracieux pour le compte de l'association, il pouvait être facilement confondu avec un militant de Cabiria – ce qu'il n'était pas. Se lâchant en toute confiance sur la réalité de leur condition, les putains, ou du moins certaines d'entre elles, lui ont permis de rassembler un matériel ethnographique qui donne de la condition prostituée une image sans doute fidèle, mais désastreuse : grande précarité sociale, sanitaire et administrative, vulnérabilité et insécurité, agressions, viols et meurtre d'un travesti. Mathieu soulignait le caractère contrasté de la condition des prostituées, entre des personnes assez autonomes et maîtrisant leur activité, et d'autres cumulant les addictions, les troubles psychiques graves et les problèmes de clandestinité, vulnérables à une foule de violences. En vertu de quoi, la direction de Cabiria reprocha vertement au chercheur de stigmatiser les putains par un exposé misérabiliste de leur condition. Le chercheur se défendit en disant qu'il n'était pas là pour faire de la promotion mais pour dire le réel. Le réel est souvent sordide. C'est tout le problème, mais en effet il n'a pas à être résolu par les chercheurs. Eux sont là pour dresser un état des lieux, pas pour soumettre à la vindicte ou protéger. De façon très significative, la plupart

des représentants des putains récuse toutes les études sociologiques, les statistiques judiciaires et, de façon générale, absolument tous les travaux plus ou moins officiels sur la question. Si la chose peut s'expliquer, je dirais qu'elle n'a pas à être prise en compte. Le déni de réalité ne fait avancer personne, si ce n'est les intérêts des oppresseurs. Que certaines putains défendent avec tant d'impétuosité leur gagne-pain, en l'absence d'autres perspectives, n'a rien que de très normal. Qu'elles prétendent parler pour toutes celles qui, étant contraintes ou clandestines, n'ont pas accès à la parole, pourquoi pas. Qu'elles soient les mieux placées pour parler de leur condition, c'est certain.

En même temps, si elles sont contraintes, il est évident qu'elles ne le diront pas. Il est évident qu'elles auront intérêt à occulter nombre d'aspects de leur condition si elles veulent être soutenues par le public. Seule une minorité d'entre elles parle. Tous les discours ne se recoupent pas, et la violence et l'horreur sont dénoncées par nombre d'ex-prostituées. Il paraît normal de recueillir tous les points de vue de personnes prostituées, qui sont loin d'apprécier toutes leurs conditions. De plus, le phénomène de dissociation fait que certaines, après avoir défendu bec et ongles leur statut, opèrent un virage à 90 % après une profonde crise existentielle et témoignent du cauchemar de ce qu'elles croyaient avoir bien vécu. Dans ce domaine plus que sensible de la prostitution, aucune parole n'est d'évangile.

Il y a aussi que la liberté ou pas de la prostitution détermine les rapports de sexe dans toute la société concernée. On ne peut pas dire que la question se limite à un seul champ de l'industrie du sexe, qui serait comme une bulle étanche aux autres domaines. Que les femmes soient réduites à leur rôle de partenaires sexuels ou de reproductrices structure les rapports de sexe depuis l'Antiquité dans nos sociétés. La maman et la putain jamais ne représenteront une quelconque émancipation des femmes. La physicienne, la chirurgienne, la plasticienne, l'enseignante, la pilote de bateau, l'interprète, la cosmonaute, la philosophe, que sais-je, prouvent chacune à sa manière qu'il n'est pas de métier qui soit exclusif des compétences masculines. Tout ce que les hommes peuvent faire, les femmes peuvent le faire aussi. Ce qui est émancipateur, ce n'est pas de les renvoyer encore et toujours à leur rôle immémorial. Putains, les

femmes le sont depuis la nuit des temps, qui toutes auraient pu être autre chose que putains.

La généralisation de la prostitution, sa banalisation représentent toujours une régression de la condition féminine. Le pays réglementariste qui a dérégulé la prostitution, l'Allemagne, est un de ceux où les violences envers les femmes sont les moins reconnues et les plus banalisées. C'est un cercle vicieux qui ne cesse de dégrader leur condition : c'est parce qu'il en était ainsi que cette dérégulation à la hussarde a pu se faire, et c'est parce qu'elle s'est faite que leur condition empire. Les femmes ont eu du mal à accéder à la plupart des métiers, elles sont encore très minoritaires dans certains des plus prestigieux. Il fut un temps où le problème était réglé de lui-même : elles n'avaient tout simplement pas le droit de les exercer ni de se trouver dans l'espace public. Enterrées dans l'ignorance, enfermées, dénuées du moindre droit civique, elles étaient ce que sont aujourd'hui encore socialement les putains : des objets d'usage et non des sujets de droit. Cette situation, au niveau mondial, reste la leur dans nombre de pays.

Or, la présence importante de l'institution prostitutionnelle impacte les rapports de sexe de façon très profonde. Elle met les hommes en position de pouvoir discrétionnaire, quand il a fallu tant de temps pour leur apprendre à reconnaître les femmes comme des partenaires et des égales. Une étude autour des bordels de La Jonquera, véritable Disneyland de la prostitution en Catalogne, réalisée par Aude Harlé, Lise Jacquez et Yoshée de Fisser, *Du visible à l'invisible : prostitution et effets-frontières. Vécus, usages sociaux et représentations dans l'Espace catalan transfrontalier*⁶, souligne la dégradation catastrophique des rapports entre hommes et femmes depuis l'installation massive de ces « puticlubs ». Pour nombre de jeunes gens, la prostitution est devenue « le premier regard qu'ils portent sur la sexualité et le genre féminin sexué ». Cette culture imprègne désormais tout le sud de la France, où « aller à la frontière » est une pratique courante et valorisée des hommes, particulièrement dans le milieu sportif.

Pour les femmes, c'est évidemment une catastrophe. Pour les putains d'abord : les chercheuses ont relevé une absence totale de contrôles médicaux, tandis que viols, menaces et proxénétisme sont les mêmes que sur le trottoir. Le marketing des industriels du sexe vise à établir un Luna-

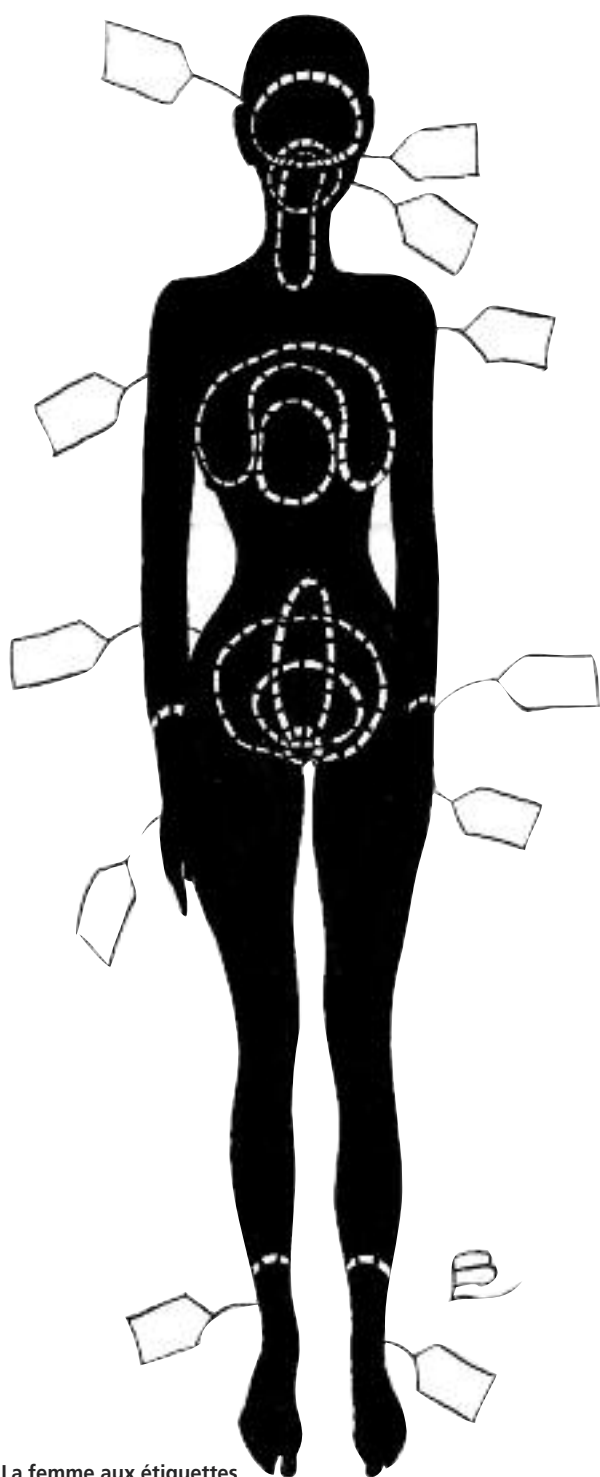
Parc, une véritable « utopie pornographique ». Aller au bordel relève de l'injonction sociale, devient presque obligatoire pour démontrer qu'on est un homme. On relève une atmosphère de compétition, l'étalage des performances entre mecs. Les putains, à leurs yeux, ne sont pas des femmes, mais « des filles », « des putes », pour la plupart étrangères, totalement dévalorisées, manipulables, réduites au statut d'objet.

Mais leurs petites amies subissent une pression permanente à la fois pour se distinguer des putes et pour fournir les mêmes services. Elles doivent être des bombes sexuellement au top, mais respectables. « Pas assez pures », « pas assez putes », elles sont soumises à de perpétuelles comparaisons et doivent se plier, si elles veulent rester dans la compétition, à un imaginaire nourri par la prostitution et la pornographie, où la dimension de la sexualité féminine est absente. Comme le soulignent les autrices, les clubs de La Jonquera concentrent les valeurs traditionnelles les plus sexistes et les valeurs marchandes et consuméristes de l'hypermodernité.

Les organisations qui défendent la liberté des putains au niveau international ont parfois une édifiante composition. Ainsi le Syndicat international des travailleurs du sexe (IUSW) représente aussi les maisons de passe et les réalisateurs de films pornographiques. Je ne sais pas ce qu'on penserait d'un syndicat patronal qui intégrerait des ouvriers. Le Medef fusionnant avec la CGT ? Je ne connais pas de domaine où, comme dans celui de l'industrie du sexe, on ose de pareilles associations.

On en revient fatalement au manifeste des 343 salauds⁷, mettant si naïvement en parallèle la liberté de disposer de son corps avec celle de disposer du corps d'autrui. Mais être putain, c'est vendre le renoncement à sa liberté de choix en matière de sexe, tandis qu'être client, c'est avoir la liberté de se promener dans un hypermarché planétaire de plus en plus *discount* où l'on expose des humains vivants, le pouvoir d'en disposer étant proportionnel au prix, mais aussi aux conditions de production. Une chercheuse expliquait, à propos des bordels coloniaux, que, pour une certaine somme, on pouvait abîmer la marchandise, et que si une putain succombait, il en coûtait un dédommagement prévu par avance, ce qui revient à tarifier de façon détournée la mise à mort.

C'est le propre de l'idéologie patriarcale d'opposer la liberté des hommes à celle des femmes comme étant structurellement incompatibles. Dans cette optique, chaque droit conquis par les femmes dépossède les hommes, chaque liberté acquise prive les hommes d'une liberté. Dans ce cas, la liberté sexuelle sera toujours une liberté pour les uns, une oppression pour les autres. Une conception de la liberté qui entérine les inégalités



La femme aux étiquettes

sociales, comme si elles ne découlaient pas de choix politiques et économiques, pour mettre sur le même plan la liberté du salarié et celle du patron; la liberté du « punter » et celle de la putain ne sont qu'un enfumage ultralibéral. Elle consacre la violence économique comme loi naturelle, la violence sexiste comme projet de société.

Les réglementaristes se sont montrés capables d'élaborer ce splendide oxymore, la liberté des esclaves. Nul doute qu'ils auraient ravi les Grecs, grands amateurs de sophismes et de paradoxes. L'important en matière de propagande, ce n'est pas ce qu'on vend, c'est d'en vendre une image sexy: *Prostitution macht frei*. ■

1. Aude Harlé, Lise Jacquez, Yoshée de Fisser, sous la direction de Sophie Avarguez, *Du visible à l'invisible. Prostitution et effets-frontières. Vécus, usages sociaux et représentations dans l'Espace catalan transfrontalier*, Balzac éditions, 2013.

2. Richard Poulin, *Prostitution et traite des êtres humains: enjeux nationaux et internationaux*, Éditions Interligne, 2009.

3. Richard Poulin, « Prostitution et traite des êtres humains. Controverses et enjeux », *Cahiers de recherche sociologique*, 45, 2008.

4. Lilian Mathieu, *La Condition prostituée*, Textuel, 2007.

5. Lilian Mathieu, *Étudier la prostitution au sein de l'association Cabiria. Retour réflexif sur une expérience de recherche*, OpenEditions, 2009.

6. Voir note 1.

7. « Touche pas à ma pute ! Le manifeste des 343 salauds », *Causeur*, 30 octobre 2013.

4. Le « punter » et la putain

Rien n'illustre mieux l'institution de la prostitution que ce couple dissymétrique, comme on ne peut mieux illustrer l'institution salariale qu'en posant le duo du salarié et du patron.

En comparant les argumentaires présentés par les deux parties réglementaristes, on mesure le gouffre qui les sépare et l'incommunicabilité autour de ce contrat qui n'est que la formule de politesse d'un rapport de force sans merci. En effet, ce que les « punters » défendent avec parfois beaucoup de lyrisme, c'est une liberté sexuelle qui, si elle s'appliquait à tout le monde, les priverait des avantages de ce commerce où, plus que dans tout autre, le client est roi. Ces messieurs n'ont que la liberté et le plaisir à la bouche. Ils fustigent une morale néanderthalienne dont ne subsistent de fait, dans nos sociétés de barbarie suralimentée, que des bribes. Ils parlent des putains comme des complices de leur face cachée, animale, sauvage, et, sans s'en rendre compte le moins du monde, comme d'une domesticité aveuglément fidèle et dévouée, ou sournoise et rétive, qu'ils aiment et louent comme le maître aime le chien, tout en ignorant tout d'elle.

Les putains, quant à elles, ne défendent, comme du reste les salariés les plus précaires, que le droit de ne pas crever de faim dans un monde qui leur refuse la jouissance de tout. Mais elles revendiquent aussi la dignité que l'on refuse encore à la plupart des femmes, seules à porter la charge de la honte, le stigmate de la souillure attachée au sexe, tandis que les hommes s'en partagent la gloire et les gratifications.

Car nul ne pense que disposer des services sexuels des gamines – coincées dans ce cul-de-sac social ménagé par l'inégalité sexuelle quand on est moche, pourri de suffisance, pathologiquement nombriliste et qu'on ignore tout des ressorts du plaisir féminin – ce soit la honte. Personne ne pense qu'il soit pitoyable de payer pour ne pas avoir à se soucier de la situation, de

la santé, des états d'âme et des goûts sexuels de son partenaire de jeu.

En revanche, les putains sont affligées de tous les stéréotypes délirants attachés aux femmes qui ont un contact constant avec les choses sexuelles, qu'elles soient des filles émancipées aux solides appétits ou des miséreuses acculées par la nécessité à faire commerce de la seule chose dont elles disposent. Même au vingtième pointeur de la journée qui les pénètre de toutes parts, elles aiment ça, car elles ne sont pas faites comme les autres. Elles l'ont choisi, ce sont des femmes qui adorent le sexe et qui en ont fait leur métier, elles au moins elles n'ont pas froid aux yeux, elles ne sont pas coincées, ce sont des bombes et on peut faire avec elles ce que les petites amies refusent, avec elles au moins on peut se lâcher, etc.

Je ne résisterai pas au plaisir de faire une petite construction littéraire en entrelardant des extraits où figurent des paroles de « punters », de putains réglementaristes et de putains abolitionnistes ou prohibitionnistes. Car si la prostitution a une particularité par rapport au salariat, c'est celle d'avoir ritualisé jusqu'au délire le mensonge recouvrant l'inégalité féroce entre clients et putains.

Ceux-ci, dans la plupart des cas, ont un mépris abyssal des femmes qu'ils baisent, mais ne tiennent pas à ce que la chose apparaisse dans sa peu glorieuse nudité. Ils construisent donc tout un appareillage argumentaire tiré par les cheveux pour dissimuler le fait qu'ils profitent de la misère pour assouvir leurs petites pulsions narcissiques. Idéologiquement, ce sont des patrons, pétris de valeurs inégalitaires et prêts à défendre jusqu'au sang le droit des putains à leur être disponibles, tout comme le patron défend le droit des ouvriers à travailler le dimanche, la nuit,

ou plus, car c'est leur liberté inaliénable. Parallèlement, comme les patrons, ils n'ont de cesse de négocier sur les prix et de racketter toujours plus de services pour toujours moins de fric – c'est la loi du marché, fondée sur la liberté entre partenaires inégaux.

Pour finir, ils mettent en parallèle, sans se poser de questions, le fric et le temps ou le corps d'autrui comme des valeurs comparables et équivalentes. Mais le fric ne coûte rien à ceux qui en ont en surplus, c'est juste un sauf-conduit qui leur donne le droit archaïque de disposer des autres, en un contrat fondamentalement inégalitaire. L'argent que je donne contre un service m'est extérieur, il ne touche pas au plus intime de ma personne, à ma sensorialité, aux limites de mon corps, à ma liberté de mouvement. Il n'est pas intrusif dans ma vie, il me permet au contraire de l'être dans le temps et le corps vivant des autres. Il me permet de les enfermer, de les faire obéir, de les pénétrer. Même s'ils sont consentants, leur corps animal ne l'est pas. Ils sont consentants, par un chantage social qui les pousse à des choix négatifs, par des alternatives entre le pire et l'encore pire, à se prêter, puisqu'il faut vivre, à une effraction consentie de leur corps non désirant mais muselé, à une confiscation de leur temps.

Une des hypocrisies majeures de la prostitution consiste à prétendre qu'il s'agit juste de fournir un service sexuel et non de vendre l'usage d'un corps, ce que je récusé absolument. Aujourd'hui comme hier, c'est bien ce qui est acheté et fourni. Les commentaires des « punters » sont explicites : telle putain est moche, elle a des cicatrices, des bourrelets, elle est grosse, elle a un vilain cul, l'anus trop serré, la langue trop grosse et trop molle, des gros seins, la chatte comme ci et comme ça, elle est vieille ou au contraire très jeune, etc. Les catalogues d'escorts sont transparents, ce qu'on montre pour attirer le chaland, c'est bien un corps dont les caractères sexuels sont mis en valeur, c'est un corps qu'on essaie d'ailleurs de rendre le plus attractif possible d'un point de vue exclusivement sexuel. C'est un objet de consommation et non seulement un prestataire de services. Il est évident que le client achète à la fois un service, qu'il exige soigné, et un corps, qu'il voudrait facile à manœuvrer, pénétrer et utiliser, et si possible le plus beau et le plus excitant possible. S'il ne s'agissait que d'un service, pour-

quoi paierait-on plus cher les filles belles et jeunes ? Les catalogues sinistres d'enfants prostitués relèvent des mêmes impératifs. J'ai lu, il y a quelques années, un article assez terrible sur la façon dont les enfants qui arrivaient des villages étaient triés dès le quai de la gare à Bangkok, les plus beaux allant dans les bordels et les autres dans les usines ou les chantiers.

S'il ne s'agissait que de la fourniture d'un service, en quoi l'apparence physique, la fermeté, le grain de la peau, la souplesse des orifices corporels, la texture des fesses ou des seins auraient-elles de l'importance ? Du reste, on peut s'interroger sur les prestations d'une vierge, ou d'un enfant, ou sur le service que représente le fait de baiser avec des animaux sous le regard de quelqu'un. Ce que les putains vendent n'est pas ce que les clients achètent : le droit d'utiliser un corps beau, excitant, tout autant que celui d'être servis.

De leur côté, si les putains défendent leur bout de gras, c'est dans la même optique que les salariés précaires qui passent la serpillière dans les piscines de refroidissement des réacteurs nucléaires ou descendent au fond de la mine.

Il est toujours désespérant de voir des hommes se battre à mort pour conserver le droit de crever de silicose à 30 ans dans des corons grands comme des clapiers. Ce qu'ils défendent évidemment n'est pas cette sorte de boulot, mais leur existence précaire toujours menacée par la cupidité patronale. Un propriétaire de mine, un grand patron du nucléaire, du moins, n'ont pas le front de prétendre qu'on puisse y trouver du plaisir ou la moindre gratification. Les « punters », si. Ils semblent croire sincèrement que se coltiner des corps repoussants, des manières de goujats, relève d'un penchant mystérieux qu'auraient ces femmes.

Beaucoup mettent en avant la beauté du contrat qui les lie aux putains. Le pauvre Caubère parle même d'amour gratuit, entendez qui, au moins, une fois le fric versé, évacue toutes ces choses répugnantes dans les relations sexuelles non vénales mais qui le sont pourtant, comme les sous-entendus tacites dont sont tissées toutes les relations.

En l'écoutant, on hérite sa pauvreté. Personnellement j'espère n'avoir jamais assez d'argent pour ne plus savoir si c'est de mon cul ou de mon portefeuille qu'on a envie. On touche là à la grande misère sexuelle des riches. « Vous êtes riche et vous voudriez être aimé comme un pau-

vre, disait Arletty dans *Les Enfants du paradis*. Et les pauvres, on ne peut quand même pas tout leur prendre aux pauvres ! » Magnifique réplique rappelant cette vérité immémoriale que, si le fric apporte le pouvoir, il détruit l'amour et dénature le désir. Et on finit par se rabattre avec une once de paranoïa sur l'emballage publicitaire qui ne recouvre plus qu'un savoir-faire de saltimbanque rompu aux jeux de masque.

Il est question d'amour et de plaisir chez les «punters», quand ils ne parlent pas des putains comme de poupées gonflables vivantes ou d'animaux vicieux par lesquels il faut se faire respecter.

La radicale dissymétrie entre le client et la putain réside dans le vécu du corps pendant l'acte tarifé. Chez l'un, exultation, rabiote, défoulement, orgasme ou déception, vocabulaire de l'amour où il est question de mouille, de portes ouvertes à pleins battants à leurs désirs sans freins, ou de limitations odieuses. Les putains, si elles ne sont pas belles, sont accueillantes, expertes, elles s'occupent bien d'eux, les servent, sont de vraies salopes, adorent les éjacs faciales, avalent tout, sont enthousiastes de la sodo, autorisent des extra-balles, ne plaignent pas leur temps, valent le coup, et, si elles sont belles, sont en sus des bombes, des canons, des merveilles à qui on peut tout faire. Tous les reproches récurrents concernent les limitations imposées ou les ruses pour éviter certaines prestations, les tricheries.

En miroir opaque, le discours des putains, qu'elles soient réglementaristes, abolitionnistes ou prohibitionnistes, se place sur un autre registre, qui est celui de la précarité, de la survie, des violences, de la clandestinité. Elles ne parlent du corps des pointeurs qu'avec dégoût, et elles en parlent peu. Si elles trouvent à l'échange quoi que ce soit de gratifiant, c'est à un autre degré : l'impression d'être utile, d'avoir une fonction sociale proche de celle des soignants ou, au contraire, la fameuse impression d'*empowerment* et de revanche, si bien décrite par Despentès, et qui n'est que le miroir, d'ailleurs, du point de vue du client ou du violeur : se sentir fort en affaiblissant l'autre.

Mais de l'expérience du corps, on retient chez à peu près toutes – qu'elles soient réglementaristes ou « survivantes » – la récurrence du phénomène de la dissociation. Elles se dissocient de leur corps pendant les passes, s'efforçant de faire les gestes le mieux possible. Ce qu'elles ressentent

quand, par malheur, elles ressentent, relève de la violation, du dégoût, de l'humiliation, de la souillure. Donner accès à leur corps ne les rend pas désirantes, et un corps non désirant, que l'on force, réagit toujours, chez tout le monde, de la même manière. Animalement, on a du mal à se bourrer d'aliments quand on n'a pas faim, surtout s'ils sont gras et filandreux ; animalement, il est difficile de se faire pénétrer de toutes les façons ou d'avalier le sperme de quelqu'un qu'on ne désire pas, voire qui nous répugne.

Certains témoignages sont très violents, les filles ont des douleurs terribles, elles vomissent entre chaque passe, sont obligées de s'abrutir d'alcool ou de came. Le recours aux stupéfiants est fréquent. Certaines associent les passes à des viols consentis, et disent qu'elles se faisaient violer, jour après jour, vingt, trente, cinquante fois par jour. Dans le meilleur cas de figure, la dissociation est bien maîtrisée et l'indifférence complète.

De toute façon, si le pointeur laisse libre cours à ses désirs et ses humeurs, la putain a pour fonction de refouler drastiquement les siens. Elle vend du rêve, le mensonge récurrent que les hommes exigent des femmes forcées, de dire qu'elles aiment ça, qu'elles les trouvent beaux, désirables, virtuoses, avec ce sourire rodé et ces manières sensuelles de commande qui masquent, si souvent, le dégoût, la haine et le mépris exprimé des dominés.

La manifestation la plus burlesque de ce décalage entre putains et «punters» a été, lors de la discussion sur la loi de la pénalisation des clients, la réaction cinglante des putains du Strass au manifeste des 343 salauds : « Nous ne sommes les putes de personne ¹. »

D'un point de vue politique, sur cette question précise – la pénalisation des clients –, les putains du Strass et les signataires de l'appel étaient pourtant sur la même longueur d'onde, mais pour des raisons divergentes. Comme le dit vertement Morgane Merteuil,

Abject, votre refus de reconnaître vos privilèges, et votre discours anti-féministe qui voudrait nous faire croire que vous êtes les pauvres victimes des progrès féministes : alors que vous défendez votre liberté à nous baiser, nous en sommes à défendre notre droit à ne pas crever. [...] Alors n'inversez pas les rôles, et cessez donc de vous poser en victime, quand votre possibilité d'être clients n'est qu'une preuve du pouvoir économique et symbolique dont vous disposez dans cette société patriarcale et capitaliste.

Voilà ce qui s'appelle mettre les points sur les i, et les pendules à l'heure. En tant que femmes parmi les plus discriminées et les plus stigmatisées, on comprend qu'elles aient pris aussi mal le parallèle odieux entre le droit de disposer de son corps revendiqué par les 343 salopes et celui de disposer du corps d'autrui défendu par les 343 salauds.

Et, en effet, tout le paradoxe est là : la prostitution offre aux clients un espace privilégié pour mettre entre parenthèses cette égalité des sexes qui leur impose de tenir compte des femmes qu'ils veulent comme partenaires sexuelles, tandis que les putains la voient, pour une minorité assez privilégiée d'entre elles, comme un espace d'affirmation de leur liberté et de la libre disposition de leur corps.

Sans s'attarder sur les ambiguïtés que recèle la notion de libre disposition d'un corps qui ne l'est que pour être contraint, et dont on peut admettre que c'est une question personnelle, on ne peut que constater que la prostitution est aussi cet espace improbable où coexistent des points de vue diamétralement opposés sur les rapports de sexe. Dans la violence crue des rapports « punters »-filles contraintes, il existe une certaine cohérence, même si elle relève de l'ignominie. Dans le rapport « punters »-filles « libres », il n'y a que des positions idéologiques insoutenables. De fait, si les clients avaient la moindre envie d'émanciper les femmes et de les reconnaître comme égales, ils leur accorderaient la capacité de désirer, de choisir et de jouir, et n'iraient pas aux putes. Et si les putains réglementaristes assumaient jusqu'au bout leur position égalitariste et libertaire, elles n'accepteraient pas cette distribution capitaliste du plaisir fourni comme une simple marchandise, le plus souvent par des pauvres à des riches. C'est peut-être une position libertarienne, mais elle n'a rien à voir avec l'égalité des sexes, ni avec l'émancipation féminine (dans un champ sexuel envahi par la prostitution, toute femme, toute gamine est potentiellement à disposition), ni avec les principes anarchistes de liberté et de libre association.

Les « punters » redoutent l'égalité sexuelle. Ils redoutent le droit que prennent les femmes libres de se refuser, de rechercher le plaisir. Ils n'en veulent pas, car ils le ressentent comme une atteinte à leur droit. Leur droit d'homme, ce droit que la prostitution et la pornographie leur réaffirment sans fin, c'est de disposer, depuis la nuit des

temps patriarcaux, de l'usage des corps. Des corps réduits à l'état d'outils fonctionnels n'ayant qu'une valeur d'usage.

Il y en aurait long à dire sur cette phobie du refus qui anime certains hommes, dont tous ne sont pas des clients. Le moins qu'on puisse dire est que l'éducation machiste ne prédispose pas à l'inévitable frustration constitutive de tous les rapports humains égalitaires, qu'ils soient sexuels ou pas. Quand on reconnaît à l'autre un minimum de liberté et d'expression, on lui reconnaît aussi le droit de ne pas être d'accord, d'avoir des opinions personnelles. Le refus pathétique de poser, dans toutes ses implications, la question du consentement ou, pire, celle du choix, est un des butoirs les plus durs du machisme, un des points névralgiques sur lesquels coince l'égalité des sexes.

Ce que ces hommes-là n'envisagent pas, c'est qu'en se plaçant sur le registre si précaire et fragilisant de la séduction, il se pourrait qu'on les trouve peu ragoûtants, maladroits, pas tellement attractifs, vilains, ridicules. Il se pourrait qu'on n'ait pas envie de coucher avec eux, et si on le voulait, qu'on n'ait pas envie pour autant de réaliser leurs fantasmes ou de se plier à leurs quatre volontés. Une femme, qui pose la question de son plaisir et de son désir à elle, automatiquement est une femme qui ampute la réalisation inconditionnelle du leur, une ennemie. Quoi qu'ils en disent, ce n'est pas de la morale puritaine qu'ils ont peur, mais d'une entière liberté de mœurs qui donnerait à toutes les femmes le droit et la possibilité de les refuser.

Quant aux putains, leur sacerdoce, quand elles sont en exercice, leur interdit évidemment de s'exprimer sincèrement sur le sexe. Leur office reposant sur une perpétuelle comédie, elles ne peuvent certes pas parler de dégoût, d'haleines fétides, de maladresse et de brutalité, de sueur aigre et de foutre rance. Rodées à cette représentation mécanique d'une acceptation factice, elles sourient, caressent, se cambrent, offrent toutes leurs cavités, avalent, sourient, s'offrent en gardant pour elles leurs impressions, car telle est leur fonction contractuelle.

Les seules putains qui parlent de façon débridée de la torture endurée par certaines sont celles qui, non seulement n'exercent plus, mais sont parties en guerre contre le système prostitutionnel. Les autres parlent simplement de discipline et de dissociation.

On s'étonne parfois que tant de putains aient été victimes dans l'enfance d'abus sexuels ou de viols. Il est pourtant évident que ce mécanisme assez sophistiqué de la dissociation psychique et corporelle est de ceux qui permettent aux enfants de survivre aux abus.

Évidemment, les viols précoces ne suffisent pas à pousser vers la prostitution. Si tous les enfants victimes de viols, d'abus et d'inceste – pas moins de 160 000 par an – finissaient sur le trottoir, ça se saurait. La prostitution n'est que la partie émergée, policée par le dédommagement

de l'argent, d'un iceberg de violences qui la conditionnent mais l'outrepassent largement. L'une des raisons pour lesquelles elle ne doit absolument pas être acceptée et reconnue est qu'elle est l'application officielle d'un droit sexuel viriarcial qui, par ailleurs, s'exerce au quotidien par toutes les formes de harcèlement, de violences sexuelles, d'incestes, de viols dont on sait qu'elles sont massives, systémiques. Elle est la vitrine officielle de la culture du viol, fondée sur le droit sexuel inaliénable des hommes. ■

Mais je laisse la parole aux différents protagonistes de ce malentendu institutionnel, de cette acrobatie rhétorique.

«C'est comme une lobotomie. On n'y est pas, on voyage, on pense à autre chose. Toutes m'ont dit la même chose : il faut mettre une barrière mentale. Avant, on est comme dans la salle d'attente du dentiste. Pendant, ça me faisait l'effet de la roulette quand on est sous anesthésie ; c'est très déplaisant comme impression. Il devrait y avoir du désir, du plaisir et il n'y a rien. Même pas forcément du dégoût. Rien. Tu couches avec un type, ça ne te fait rien.»

«Salut à tous, je me permet de donner mon avis sur certaines expériences. Évidemment, chacun a ses préférences et ces jugements tiennent compte des miennes.

*Route de *** en venant de *** Plusieurs piétonnes : la première à gauche en arrivant : 50 € pour un très long cunni caresse seins et fesses un peu ronde, douce et sympa, fellation langoureuse et caresse sympa de la rosette soit 45 min dans la voiture. Camion blanc sur parking à droite : un peu plus âgée mais à peu près la même prestation (moins long). Il y a une voiture ss permis à droite avec une femme (trav?) blanche, si vous avez des infos, je prends. Plus loin (1km) à droite dans les bois camion blanc une très belle fille mais la beauté se paie et ne laisse que peu de place au plaisir, vite fait. Il y a d'autres filles en continuant sur *** mais je connais pas.*

La dame dans la Peugeot, les mamies on aime ou on aime pas, moi j'aime, c'est clair c'est pas la beauté qui l'embête mais elle est très douce aime le cunni (ça va revenir souvent je suis fan de ça) et soigne ses fellations, elle reçoit ailleurs que ds la voiture.

*Entre *** et *** : une dame âgée (moins que l'autre) mais soignée, encore de l'allure et très sympa, pas de cunni, mais un petit prog : gode (pour le client) fellation petit massage négociable à 60, assez sympa.*

Plus loin : plusieurs camionnette en léger retrait accès par les chemins latéraux : un mini camping car gris une fille blanche env 40a énorme poitrine et en fait profiter, camionnette beige un peu avant bof dans les deux cas pas de cunni et fell assez méca.

Sinon les quais, mais apparemment elles viennent à nous depuis les travaux.

*A propos sur *** , pas encore testé mais avez vous des infos sur les pratiques, la fille (trav) en camionnette, active, passive, les deux?*

Connaissez vous d'autres trav ds le coin?

*Les *** (là-bas il faut se méfier) bonnes prestations?»*

«... Et peu à peu tu réalises que la position marketing "je vais bien, tout va bien, je suis libre et j'adore le cul, la prostitution c'est donc l'idéal", ben c'est pas si simple. Et en même temps, tu réalises aussi que maintenant que t'es dans le circuit, t'es devenue un produit marchand, et qu'ainsi donc, parler de toi et te livrer revient à donner des arguments pour te discréditer ou te concurrencer. Le moindre aveu de faiblesse peut partir en couille. Une pute, ça doit aimer ce qu'elle fait, et même en redemander, autrement c'est pas une bonne pute. Et finalement, même avec celles qui partagent tes préoccupations, tu peux pas tellement parler.»

«Même si la prostitution de rue était extrêmement dangereuse, il est complètement erroné de supposer que les maisons closes étaient à l'abri de la violence. Il s'y produisait des tentatives de strangulation et de séquestration. Les clients tiraient intentionnellement les préservatifs, contre la volonté de la prostituée. Ils réclamaient souvent

de la servitude et des actes de sadisme. Si les gestionnaires (maquerelles ou proxénètes) estimaient que la demande du client était raisonnable, la prostituée était obligée de s'y plier, ou elle devait chercher une autre maison.»

«Ce qui t'es arrivé arrive avec toujours avec les putes qui sont là pour entuber les gars qui viennent les tirer (je sais c'est une figure de style mais certaines ont du mal à piger).

Alors diverses remarques de la part d'un type qui commence à avoir un peu de bouteille niveau cul tarifé :

1 – elles savent très bien ce qu'elles font. T'es là pour la tirer, alors tu la tires

2 – si elle est pas contente, tu y vas un peu plus fort en la qualifiant de quelques mots choisis

3 – elles adorent ça. Je répète : elles adorent ça.

4 – cette attitude est un gage de rencontre tarifée réussie !

Comme nous le savons tous il s'agit de rencontres entre adultes consentants. Nous, clients, payons pour nous éclater et ces filles savent parfaitement ce que nous attendons d'elles.»

«Mes 200 € sont justifiés, à souffrir en silence quand le client me mord ou me pince la poitrine de façon douloureuse. Quand il m'enfoncé ses trois doigts dans mon vagin, en faisant des allers et venues comme un sauvage, en me détruisant la paroi vaginale avec ses ongles longs et crasseux. À me taire quand je subis un cunnilingus mal fait : quand le client se prend pour un aspirateur à ventouses, gobe mon clitoris comme si c'était un oeuf, me bave dessus comme un escargot, me gratifie de quelques coups de dentition, me râpant l'entre-cuisse avec sa barbe naissante.»

*«*** : blonde roumaine, un peu plus âgée. Tapine depuis 4 ans sur ***. Un peu marquée maintenant, mais reste une des meilleures fellatrice EE dans les rues. Tarif 10€ de moins que le marché (elle a conscience que son physique s'est dégradé).»*

«Sinon, juste comme ça au passage hein, la prostitution, c'est aussi quantité de TSPT, de dépressions, de troubles dissociatifs, de stress, de crises de vaginisme, d'irritations anales/vaginales, j'en passe et des mille... Drôle de position que de glorifier cette activité parce qu'elle soignerait les corps et les âmes des clients (décidément, quelle empathie et quelle complaisance à leur rencontre, c'est dingue comme la terre entière semble dévouée à comprendre ces pauvres chérubins, mais pas de là à aller au charbon non plus hein, ho bah non...) en évacuant totalement ce qu'elle peut faire souffrir aux travailleur(s) concerné(e)s.»

«J'ai une copine qui pousse la simulation à la perfection : quand le client arrive, elle va faire un petit tour dans sa salle de bains afin de s'introduire un ovule qui va imiter les sécrétions vaginales. Aux premières minutes du rapport, dès que le client va commencer à tripoter son vagin, il va le sentir tout sec, après quelques minutes, il le voit s'humidifier par l'ovule qui fond petit à petit par la chaleur du corps. Ma copine est toujours morte de rire, quand des clients qui ressemblent à des gravats sont des amants pitoyables et, en prime, sont bêtes à manger du foin, lui disent d'un air bien convaincu qu'elle est différente des autres putes qu'ils ont rencontrées car elle, au moins, ça se voit tout de suite qu'elle fait ça pour son plaisir!!!!»

«Elle me suce vite fait pour m'enfiler le préservatif, me chevauche une dizaine de minutes, on change, elle me presse de me presser prestement, commence à faire sa roumaine (le baratin habituel : dépêche-toi, donne-moi plus d'argent).

J'en profite pour la traiter de salope, de sale pute, de tous les noms d'oiseaux sexuels qui existent sur cette terre, je lui claque les fesses et ça finit par venir. Il m'aura fallu 17 minutes, j'ai chronométré sur mon iPhone, j'ai le sentiment d'égueulasse mais jouissif de lui avoir réglé son compte.

Donc si vous êtes du genre à attendre longtemps pour jouir vite dans un petit gabarit, allez-y, elle est bonne, et elle simule joliment. Son visage enfantin crispé de fausse douleur/jouissance est un régal pour tout pervers qui se respecte.

Il vous en coutera 60 euros, que je ne regrette pas, bien que je ne renouvellerai pas l'expérience.»

«Je veux dire, moi, si j'avais la possibilité de m'exprimer sur tous les abribus en tant que pute en vous disant que je suis madame tout le monde, j'aurais envie de vous dire autre chose que "et vous croyez que ça me fait plaisir?", comme si c'était de votre faute personnellement.

Non.

J'aurais envie de vous dire "Et vous savez pourquoi c'est possible? Parce qu'une petite bande de connards confisque les richesses au lieu de les redistribuer également. Parce qu'on vit dans un monde libéral où il n'existe aucun recours d'urgence rapide et efficace quand on est pris à la gorge. Parce que le Nord écrase, pille et

bousille le Sud, et que du coup, les gens du Sud sont prêts à tout, même à l'asservissement sexuel, pour se réfugier dans le Nord. Parce qu'on vit dans un monde classiste, sexiste, raciste, toxicophobe, LGBT-phobe, j'en passe et d'autres".»

«Un homme paye pour te pénétrer, et après celui-ci, un autre et encore un autre. Tu te sens réduite à des orifices. Ce n'est pas drôle se faire pénétrer par tant d'hommes, dans le vagin, dans la bouche et l'anus. C'est dégueulasse, son sperme qui coule au coin de ta bouche et qui te donne envie de vomir. Sans égard à toi, ils te pénètrent avec leurs mains, des objets, leur pénis. Parfois, ils t'insultent. Parfois, ils te frappent. En tout temps, tu dois faire semblant de jouir et d'aimer ça. Lui, tu le trouves gentil, parce qu'il ne t'a pas pissé dessus, parce qu'il t'a dit que tu es belle, parce qu'il n'a pas baissé le prix prétextant que tu as des bourrelets. Mais, en même temps, tu le sais qu'il est comme les autres, qu'il paye parce qu'il n'a rien à foutre de toi, parce qu'il paye l'accès à ton corps pour se faire plaisir et que tu dois toujours faire semblant d'aimer ça.»

«Suis retourné la voir... dans un plan vidange tard le soir... elle est de plus en plus étoile de mer... sodo comme d'hab, pis faciale pour finir... mais y a de moins en moins d'entrain... faut dire avec le paquet de rencontre qu'elle doit faire...»



Le loup et l'agneau

1. Morgane Merteuil, « Manifeste des 343 salauds : "Nous ne sommes pas vos putes" », L'Express, 30 octobre 2013.

5. Coupable, mais pas responsable

«Elles sont responsables, enfin, ce ne sont pas des mômes, c'est vraiment les infantiliser et les mépriser que de les prendre pour des victimes...» Cet argument laisse rêveur, en ce qu'il révèle des appartenances historiques de chacun.

La revendication de se prendre en charge, que ce soit au niveau des luttes ou de l'exercice de son activité, est évidemment ancienne et fait partie du courant anarchiste : de tout temps, parler pour les autres n'est jamais très loin de parler à leur place en leur fermant la gueule au préalable, et la charité, comme chacun sait, est le contraire de la solidarité. Cependant, quand il s'agit de pointer les responsabilités sociales, refuser que les prolétaires soient victimes de la cupidité patronale, par exemple, c'est dédouaner les patrons tout en faisant porter la responsabilité de leur propre condition sur les prolétaires. On voit que le glissement d'anarchiste à libertarien s'accomplit très vite et dans une confusion soigneusement entretenue. Pour arriver à ces conclusions qui n'avantagent, au bout du compte, que ceux qui sont déjà avantagés, il faut toujours partir d'un point de vue individuel. Ainsi on comprend que les putains refusent d'être individuellement victimisées. En revanche, pour faire avancer le schmilblick, ou arriver à des conclusions qui mettent en avant les mécanismes d'aliénation de certains au profit d'autres et, sans dédouaner personne, font apparaître des lignes de force et des points faibles dans une structure sociale qu'on se propose de changer radicalement, il faut toujours partir d'un point de vue global, collectif. Ainsi les catégories sociales les plus opprimées feront l'objet d'une victimation. La victimation de certaines catégories sociales est le préalable indispensable à la dénonciation des abus d'autres catégories, et surtout à une remise à plat transparente de la férocité de certains rapports

sociaux. Si on prétend changer les rapports de force, voire les déstructurer pour aller vers une société plus égalitaire, on ne peut faire l'économie de ce type d'analyse. Sinon pourquoi diable vouloir changer quoi que ce soit ? Les faibles sont dominés par les forts et basta.

Ce sujet dépasse largement le champ de la prostitution et pose au mieux la question centrale de la responsabilité individuelle : quelle est-elle, quelles sont ses limites ?

Cette question de la responsabilité est la seule qui définisse vraiment, d'un point de vue politique, la différence entre gauche et droite. La droite moderne, pour aller vite, considère chacun comme entièrement responsable de sa condition et de ses actes, quant à la droite ancienne, elle le considère comme génétiquement déterminé. En caricaturant un peu, la droite, dans son ensemble, récuse toute influence du milieu, des conditions de vie, de l'histoire individuelle vécue. La gauche, au contraire, se distingue par la conviction profonde que tous les humains se valent peu ou prou, et que seules les influences sociales, les conditions de vie, le vécu font d'eux ce qu'ils deviennent. On remarquera que beaucoup de personnages politiques qui se disent de gauche sont fondamentalement de droite, et que les opinions de droite, qui essentialisent les inégalités d'une façon ou d'une autre, sont de plus en plus invalidées par les découvertes scientifiques récentes : de fait, nous sommes bel et bien ces pages blanches que le conditionnement et les apprentissages continus façonnent. D'inné, nous

n'avons que des capacités variables, dont celle qui contient toutes les autres, d'apprendre, et ce bien au-delà de notre âge tendre. La nature corrobore les opinions de gauche : c'est bien sur l'éducation qu'il faut mettre le paquet, et sur la réduction des inégalités.

La droite tient aux inégalités sociales, qu'elle juge naturelles et distribuées biologiquement selon les races, le sexe, et les classes, puisqu'en gros le tri s'est fait, bien évidemment, selon les capacités humaines de départ, qui comme le sang bleu se transmettent génétiquement de génération en génération. Ainsi, les esclaves deviennent-ils des serfs, puis des prolétaires, tandis que les praticiens deviennent des seigneurs, puis des patrons, c'est comme ça depuis la nuit des temps. Ainsi, les putes restent-elles des putes et les mères des saintes. La gauche estime à juste titre que les inégalités sont contextuelles, et s'emploie à en éliminer les causes.

Avec ces idées arrêtées sur la responsabilité individuelle et l'inégalité intrinsèque, il n'est pas étonnant que le régime de Vichy ait été réglemmentariste. Tandis qu'il sabrait féroce les syndicats ouvriers, on y vit se constituer et prospérer un syndicat des propriétaires de maisons closes, qui n'était certainement pas là pour défendre les droits des putes. On ne s'étonnera pas davantage que la Commune de 1871, qui se distinguait par une très forte participation des femmes, ait impétueusement défendu l'égalité salariale, l'union libre et... l'abolition de la prostitution.

Comme le fait espièglement remarquer Alain Piot¹, les réglemmentaristes sont en majorité des hommes, tandis que les abolitionnistes sont principalement des femmes. Dans les syndicats de putains réglemmentaristes, les hommes semblent surreprésentés, ainsi que les Françaises, minoritaires depuis les années 1990 dans la population générale des prostituées exerçant en France. Les femmes étrangères, pourtant majoritaires, en sont à peu près complètement absentes. C'est que, dans leur parcours, en général, elles n'envisageaient la prostitution, quand elles l'envisageaient, que comme la première marche les menant à quelque chose d'autre. Selon les diverses statistiques, 60 à 80 % des prostituées ne considèrent pas ce qu'elles font comme un métier, mais comme un pis-aller, une façon de gagner de l'argent faute de mieux. Si c'est un choix, il est négatif. Je n'aborde même pas le sujet de la traite. Comment les

putains victimes de la traite pourraient-elles être représentées ? Elles sont pourtant nombreuses, surtout parmi les filles de l'Est, les Roumaines et les Africaines. Où sont les Russes, les Roumaines, les Ghanéennes dans les syndicats réglemmentaristes ?

Cette histoire de responsabilité est lourde de conséquences. Historiquement, elle ne s'illustre pas que par le rapport à la prostitution. On peut à profit la comparer en France au rapport à l'enfance déviante, dans la façon dont différentes doctrines judiciaires vont s'en emparer. C'est de façon délibérée que j'aborde le sujet « par en haut », car les bourgeois parlent aux bourgeois (sans préjudice d'imposer leur vision au peuple, s'il existe), et l'analyse que font les classes dominantes de leur propre position conditionne leur rapport aux classes dominées.

Sous l'Ancien Régime, il n'existe pas de différence entre les enfants et les adultes. Depuis l'Antiquité, sous nos climats, les humains sont jugés et punis de la même façon quel que soit leur âge. En France, il faudra attendre le XIX^e siècle pour qu'on s'avise de séparer les bagnards en fonction de leur âge, et surtout pour des raisons de « contagion » : les enfants emprisonnés pour des vols étaient rapidement « débauchés » par les bagnards chevronnés, dont ils apprenaient tous les vices. Il est à noter, qu'à l'époque, le vocabulaire de victimation n'existe pas. Les enfants ne sont pas violés, réduits à, contraints de. Ils sont corrompus, débauchés, vicieux, enclins à, qu'ils aient 7 ans ou qu'ils en aient 15. La responsabilité n'a pas d'âge, il semble qu'elle soit fournie avec le premier souffle de vie. Tandis que des quartiers de mineurs sont installés dans les bagnes, l'État porte création par décret, en 1850, des colonies pénitenciaires, où seront réhabilités par le travail et quelques miettes d'instruction, et ce parfois jusqu'à leur majorité, tous les enfants arrêtés qui ont fait l'objet d'un non-lieu. Ces non-lieux sont généralement prononcés à l'occasion de ce qu'on peut appeler des délits de survie : mendicité, prostitution, vagabondage. Les plus jeunes ont 7 ans, puis l'âge minimal d'enfermement, suivant la législation du travail des enfants, s'élèvera à 10 ans. Il s'agit de les séparer de leur milieu délétère pour les détourner du vice. Enfants du vice, enfants vicieux, ces gamins misérables que leurs parents, en ces temps de capitalisme sauvage, ne peuvent nourrir, se comptent par dizaines de milliers, tandis

que mines et filatures en dévorent un nombre équivalent (en 1840, on évalue le nombre d'enfants employés dans la grande industrie, sur certains postes du textile dès l'âge de 4 ans, à 143 000.)

Après les Lumières et la Révolution, le XIX^e siècle est celui du socialisme et de l'anarchisme. L'atrocité débridée du premier capitalisme donne naissance à ces mouvements politiques d'émancipation sociale. Même dans la bourgeoisie, qui en profite pourtant à plein (il y a à Paris, à la veille de la Révolution, environ 40 000 putains, 13 % des Parisiennes se prostituant, et les domestiques, dont 70 % sont des femmes, sont 55 000 à la fin du XIX^e siècle), la violence et le cynisme du système provoquent des réactions de révolte, et, dans les classes dominantes, un profond sentiment humaniste dont témoignent les œuvres d'Hugo et de Zola. Ceux-ci, tout en restant assez essentialistes, dénoncent l'horreur de la condition des humbles.

Peu à peu, suivant à la fois le courant émancipateur et le courant humaniste, le regard sur les classes dangereuses, les femmes de mauvaise vie, les garnements va évoluer, et on commencera à parler comme de victimes et non plus de criminels des ouvriers, des prostituées et des enfants des rues. À ce titre *Les Misérables* met en scène l'immortel Gavroche, titi plein de bravoure, et la pauvre Fantine, fille-mère abandonnée qui, après avoir vendu ses cheveux et ses dents pour entretenir sa petite fille, finit par se prostituer.

On peut gloser à perte de vue sur le personnage falot et larmoyant de Fantine, qui n'est certes pas une réussite, comme sur les contradictions du père Hugo, grand amateur de filles publiques dont il ne pouvait ignorer de quels charniers sociaux elles venaient. Mais ce qui est intéressant, c'est que ni Gavroche ni Fantine ne sauraient être tenus pour responsables des conditions préalables qui les ont amenées à devenir ce qu'ils sont. Comme les centaines de milliers de prolétaires, de prostituées et d'enfants errants de l'époque, ils sont bel et bien les victimes d'une société impitoyable. Ce glissement de regard va permettre, tout au long du XIX^e siècle, des évolutions juridiques constantes en faveur des ouvriers, des femmes et des enfants.

Le rapport aux putains suit une dynamique parallèle à celle de la reconnaissance de l'enfance en danger. Une gestion prohibitionniste de la prostitution a été inaugurée dès le

règne de Louis XIV. Elle est sans aucun doute en rapport avec les progrès terrifiants du mal que les Français disent de Naples et que les Italiens appellent mal français, la syphilis. Rapportée des Amériques par Colomb, en tout cas pour la forme mutante particulièrement virulente du tréponème, elle s'est répandue en Europe comme une traînée de poudre dès le XV^e siècle. Jusqu'à l'apparition des premiers antibiotiques, la grande vérole est endémique et pratiquement sans recours. Au XVII^e siècle, est ouvert l'hôpital de la Salpêtrière, où on enferme indistinctement les femmes de mauvaise vie, les folles, les orphelines, les pauvresses sans appuis, les putains et celles qui pourraient le devenir. Une flopée d'ordres sont dévolus à la réhabilitation des impures. Le siècle appelé galant, le XVIII^e, voit une effroyable dégradation de la condition des putains. La bourgeoisie montante, qui voit dans la prostitution un désordre public, et dans les prostituées des fauteuses de trouble, l'Église, en perte de pouvoir et en crispation, qui se fait plus pudibonde qu'elle ne l'a jamais été, tout en se distinguant par son éternelle schizophrénie (le clergé hante les bordels...) poussent à la roue pour stigmatiser et enfermer les putains et punir les proxénètes. La Salpêtrière, au XVIII^e siècle, prend des allures de bain féminin. Pourchassées, humiliées publiquement, enfermées dans les hôpitaux et les couvents, les putains, en ces temps d'effroyable pauvreté, n'en continuent pas moins de se multiplier comme des petits pains. La fragilité de leur statut et leur extrême stigmatisation vont de pair avec des conduites sexuelles de plus en plus violentes, surtout de la part de l'aristocratie. Les témoignages d'orgies, de flagellations, de coups, de débauche des mineurs se multiplient dans les établissements, tandis que le viol collectif assorti de sévices par des bandes organisées devient monnaie courante, en ville comme à la campagne. Le XVIII^e siècle est aussi celui où l'on brûlera le plus de sorcières. Ce siècle, qualifié de charmant par certains, est aussi celui d'une répression féminine inconnue même au Moyen Âge, où du moins les ribaudes, passées leur première jeunesse, pouvaient se racheter par le mariage ou la repentance.

À la prohibition succède, au XIX^e siècle, une réglementation féroce. En France, les putains sont mises en carte et enfermées dans les bordels. Une surveillance harcelante s'exerce sur elles, sous des prétextes médicaux. À l'époque, le charmant docteur Parent-Duchatelet², hygiéniste

convaincu et fervent réglementariste, sur les traces de Saint-Thomas d'Aquin, compare la prostitution à «un réseau d'égouts». Cela n'empêche évidemment pas, le capitalisme sauvage dévastant la société, la prostitution de prospérer. De 1870 à 1900, 150 000 femmes sont déclarées comme prostituées à Paris, mais la police en arrête 750 000 autres pour prostitution clandestine (environ 30 000 par an). En Angleterre, le British Contagious Act, promulgué en 1864 et qui porte atteinte aux droits les plus élémentaires des putains, pousse Josephine Butler à lancer le mouvement abolitionniste, en référence au mouvement antiesclavagiste. Et c'est ce mouvement qui permettra l'émancipation relative et progressive des prostituées en Europe... Jusqu'au retour en force, récemment, par une porte d'abord dérobée et à présent par la grande porte, du réglementarisme.

Les années quarante ont vu apparaître deux textes d'importance en ce qui concerne les droits et la responsabilité des femmes et des enfants : la Convention abolitionniste jette les bases d'un statut qui vise à arracher les putains à la malédiction de leur condition, tout en les réhabilitant pour ce qu'elles sont, des êtres humains à part entière jouissant des mêmes droits que quiconque, et l'ordonnance de 1945, en France, fait glisser le statut des enfants en justice qui, de mineurs dangereux, deviennent des mineurs en danger qu'il convient de traiter par la prévention et les mesures éducatives, et, le cas échéant, de faire comparaître devant des tribunaux spécifiques.

Depuis, l'eau a coulé sur les ponts, et l'embellie historique inédite de l'abolitionnisme, comme plus généralement celle de l'émancipation féminine dans nos sociétés, est en butte à des attaques de plus en plus virulentes. Or, il est vain d'espérer que l'émancipation des femmes fasse l'économie de l'abolition de la prostitution. L'industrie du sexe et toute l'idéologie qui s'y rattache, l'esthétique de l'inégalité, l'érotisation de la soumission et de la violence, la promotion de l'irresponsabilité et de l'indifférence, la réification achevée des femmes, leur cantonnement récurrent à leurs rôles subalternes immémoriaux, le fait qu'elles soient toujours résumées à leur fonction sexuelle ou reproductive, la réticence à les voir sortir de la cuisine ou de l'alcôve pour prendre leur place pleine et entière dans l'espace public, investir tous les métiers, exercer tous les arts, pratiquer

toutes les disciplines et s'appropriier toutes les sciences, sont incompatibles avec l'égalité sexuelle. L'espace tenu par l'industrie sexuelle est un espace amputé dans le champ des réalisations féminines. Il restreint drastiquement l'espace d'expression, de liberté, de choix, de plaisir de toutes les femmes. Il reste une des pierres d'achoppement les plus dures de l'émancipation.

Que récuse le terme de victime, ou de victimisation, pour s'opposer au terme de victimisation ? La victimisation, ce serait invalider l'autre en lui supposant une incapacité de décision ou de réflexion. Voilà un concept cousu de fils blancs qui vise essentiellement à dédouaner de leurs responsabilités ceux qui se rendent coupables de victimisation, c'est-à-dire très concrètement et juridiquement abusent de leur position dominante pour porter préjudice à autrui. Application : je te viole, mais comme tu es une grande fille capable de te défendre, ce n'est pas un viol, ne te laisse pas traiter de victime par tous ces gens qui te méprisent. Variante : hein, Maurice, que t'es fort comme un cheval, c'est qui ces gens qui veulent plus faire que des sacs de 25 kilos de ciment, ils te prennent pour un pédé ou quoi ?

Ceux qui récusent le terme de victime seraient bien avisés de se rappeler qu'avant d'accéder au statut de victimes, les putains, comme les enfants errants, étaient considérées comme vicieuses, criminelles et stigmatisées. On emploie beaucoup à la légère le terme de *stigmatiser*, aujourd'hui. Stigmatiser, selon le dictionnaire, c'est dénoncer, critiquer publiquement pour un acte que l'on juge moralement condamnable ou répréhensible. Ce n'est pas donner une image de l'autre avec laquelle il n'est pas d'accord. Dire de quelqu'un qu'il est victime, c'est effectivement lui enlever au moins une part de responsabilité, mais pour reconnaître dans ce qui lui advient celle de la société, ou des personnes concrètes qui ont abusé de sa position de faiblesse sociale pour en tirer profit. C'est lui porter atteinte, ça ? C'est marcher en écrase-merde sur sa dignité ? N'oublions pas que, juridiquement, il n'y a pas d'alternative : soit on est délinquant soit on est victime – ou alors on n'est rien du tout aux yeux de la loi. Quelqu'un qui n'est ni criminel ni victime n'a pas à être attaqué, certes, mais il n'a pas non plus à être défendu contre qui ou quoi que ce soit.

On est certainement responsable, au moins en grande partie, de ses actes et de ses décisions.

Est-on responsable de naître dans une famille pauvre, dans un groupe discriminé ? Est-on responsable de se trouver dans un pays en guerre, dans un pays qui n'accorde pas aux femmes de droits civiques ? Est-on responsable de passer son enfance dans un clapier, d'aller dans une école qui n'est que l'antichambre de l'usine, de la prison ou du Pôle emploi ? De servir de défouloir sexuel à papa, tonton ou grand-père ? Pour les femmes et les enfants, qui ne sont des sujets de droit que depuis très peu de temps, la question se pose de façon aiguë, mais elle se pose pour toute l'espèce humaine.

Poser que les putains sont des victimes, c'est chercher de qui et de quoi, car juridiquement ces deux termes – victime et malfaiteur – sont en miroir. C'est surtout les libérer de la charge énorme de culpabilité qui, depuis la nuit des temps, pesait sur elles et sur elles seules, et de l'entière responsabilité de leur situation. Il n'est pas superflu de rappeler que, dans les pays réglementaristes, les putains ne jouissent d'aucune sorte de protection particulière contre les abus, le racket, les violences, ou concernant leur santé, puisque c'est un métier comme un autre et qu'elles l'ont choisi. C'est triste à dire, mais dans les pays réglementaristes, les putains n'ont absolument plus aucun recours. La question de la reconversion ne se pose même plus.

En revanche, la victimation entraîne à rechercher les responsabilités de chacun. De quelques proxénètes hyperviolents qui administrent des réseaux d'esclaves sexuelles au *turn-over* terrifiant à travers toute l'Europe, bien sûr. De millions de clients qui ferment les yeux chaque fois qu'ils ouvrent leur braguette. D'une poignée de ploutocrates qui ne tiennent pas plus à l'émancipation féminine qu'au partage des richesses, et tirent la mondialisation à hue et à dia, vers l'insoutenable. De quelques marchands d'armes, de grands entrepreneurs aux logiques mafieuses, d'états-majors et de politiciens qui administrent le chaos de façon à en tirer le maximum de ressources minières et humaines, dans la plus grande opacité.

Victime n'est pas une insulte ni une définition, non plus qu'un marqueur identitaire. C'est un statut juridique. Un statut juridique qui, depuis les victoires de l'abolitionnisme, se met en travers de la cupidité des proxénètes comme de l'irresponsabilité assumée des clients. Ce qui est insultant, ce n'est pas de considérer les putains comme des victimes, mais de penser que, réellement, elles ne pouvaient pas faire autre chose de leur vie que servir de défouloir aux partenaires sexuels les plus misogynes. ■

À VOIR

Un travail comme un autre nécessite bien sûr une formation :

Andréa ou le détail de l'histoire,

<https://www.youtube.com/watch?v=yh_wVj_xf4o>.

1. Alain Piot (sociologue), *La Caissière et la Putain. La spirale de la misogynie*, L'Harmattan, 2017.

2. A.-J.-B. Parent-Duchatelet, *De la prostitution dans la ville de Paris considérée sous le rapport de l'hygiène publique, de la morale et de l'administration*, 1857 (Gallica).

6. La morale nous emmerde. OK, laquelle ?

Une autre scie au sujet de l'opposition à la prostitution est qu'elle serait fondée sur une morale de culs-bénits qui nous emmerde. La morale ! Que voilà un sujet appétissant ! On conviendra que tous nos jugements et nos actions relèvent d'une morale, ou d'une esthétique particulière : ce qui nous semble beau, ce qui nous semble laid.

Qu'est-ce que la morale ? Entendons-nous sur une définition : posons que la morale est un ensemble de règles de conduites individuelles et sociales fondées sur une vision globale de l'être humain. Toute morale pose une définition de ce qui est bien (profitable, juste, utile, positif, beau, bon) et de ce qui est mal (nuisible, injuste, destructeur, négatif, mauvais, laid).

Toute morale repose sur une appréhension de l'humain : est-il bon, mauvais, déterminé, plastique, a-t-il une essence, est-il individuel ou collectif, est-il raisonnant, raisonnable, emporté par ses passions, responsable, a-t-il une idée instinctive du bien et du mal ?

La plupart des morales religieuses, et en tout cas celles du Livre, ont de l'Homme une vision qui ne manque pas de pertinence, mais en tirent des conclusions erronées. Elles voient l'Homme comme un enfant égaré, ce qu'il est indiscutablement jusqu'au tombeau, mais elles en déduisent qu'il doit s'imposer une obéissance aveugle et confiante envers le seul adulte qui soit : Dieu le Père, et surtout ses représentants dans ce triste séjour terrestre. Et c'est évidemment là que ça coince : les pions de cet internat planétaire, où sont parqués les enfants que nous sommes, étant eux-mêmes des enfants, ils peuvent toujours bouffer les ordres, jouer la comédie, se servir de leur pouvoir indiscutable et indiscuté pour se livrer aux puérités les plus sanglantes, ce qu'ils ne se privent pas de faire jusqu'à plus soif,

comme l'Histoire nous l'enseigne. Le Père éternel étant aux abonnés absents jusqu'à la consommation des siècles, l'instit' céleste ayant laissé la classe à trois garnements armés jusqu'aux dents de son autorité, ceux-ci peuvent se lâcher en toute quiétude. Ils se lâchent d'ailleurs avec d'autant plus de férocité qu'ayant délégué au Père absent toute autorité sur eux-mêmes, ils peuvent libérer les chiens enragés qui hurlent au fond de leurs caves sous couvert de se libérer eux-mêmes. L'Histoire de l'Église catholique est un catalogue hallucinant de persécutions, de défoulements sadiques, de fornication débridée, de cupidité délirante. Elle illustre splendidement ce que donne le pouvoir aux mains d'une bande de morveux déresponsabilisés par l'invention d'un Père aussi suprême qu'absent qui, de toute façon, règlera le problème après la mort de tout le monde.

Le point de vue religieux, fondé sur une bonne analyse (l'Homme est un enfant), aboutit à une sanglante impasse par méconnaissance et imposture. L'Homme est un enfant, plastique, adaptable, susceptible d'apprendre, enclin à se laisser manipuler, souffrant d'une insécurité chronique due à la conscience de sa fragilité et de la fugacité de la vie. Régler le problème de son immaturité constitutive en le réprimant, en le faisant taire, en le soumettant à une obéissance servile et en le privant de toute connaissance qui pourrait donner des armes à ses démons, relève à la fois d'un esprit de contrôle pathologique

et de la pure bêtise. C'est un peu, aussi, transformer en bois de chauffage des bois de résonance qui auraient pu servir à constituer la table des meilleurs violons.

Toutes les morales du Livre – sauf cette branche du protestantisme qu'est le puritanisme, qui va valoriser l'argent et l'initiative personnelle – sont des morales de la soumission. Elles partent du principe que l'Homme est irresponsable (ce qui est vrai) et par conséquent incapable de se prendre en charge individuellement et collectivement (ce qui est faux). De surcroît, toutes les morales autoritaires butent sur le même paradoxe: si l'Homme est incapable de se gouverner lui-même, comment pourrait-il prétendre gouverner les autres? S'il est sujet au débordement des passions, on conviendra qu'une éducation qui l'accoutume à se réguler et lui enseigne la patience, l'endurance à la frustration, un minimum de relativisme et de distanciation, la réflexion et la sobriété, est la plus propre à lui permettre de développer le contrôle de soi, ce qui lui évitera de courir comme un chien égaré

chaque fois qu'une tentation le siffle. Il faut reconnaître que mettre quiconque en position de pouvoir est la pire médecine pour un être si fragile et difficile à équilibrer. Les vertus éducatives de l'impunité sont d'une efficacité miraculeuse, il n'y a qu'à étudier l'Histoire de la papauté pour s'en convaincre. La morale autoritaire est doublement catastrophique, parce que l'éducation à la soumission et l'éducation au pouvoir sont aussi destructrices l'une que l'autre: d'un côté des lemmings décérébrés prêts à se noyer en foule dans le fanatisme, de l'autre des démiurges stériles que les déchaînements de sadisme à grande échelle n'arrivent même plus à désennuyer.

Sur la prostitution, le point de vue religieux est d'une magnifique hypocrisie. Le sexe, en raison de sa puissance émancipatrice potentielle, est évidemment satanique et voué aux gémonies – tous les plaisirs le sont peu ou prou, qui renforcent la confiance et l'estime de soi. La capacité de jouir est un indéracinable adversaire de la servilité et renaît infatigablement



L'OBSCURANTISME
DE LA FOI

LES LUMIÈRES
DE LA RAISON



B

en chaque nourrisson pour concurrencer le sentiment d'infériorité, le dégoût et la haine de soi indispensables à l'obéissance aveugle. Mais tout système de valeurs a ses contradictions. Ce que la morale religieuse abhorre dans la prostitution, c'est uniquement la puissance de désordre et de libération du sexe. En revanche, la vertu du proxénétisme, vilipendé mais favorisé, suivant la doctrine dite du moindre mal¹, permet, en association avec le mariage, de contrôler à peu près complètement la sexualité dans une société donnée. L'amour, terrifiant compétiteur de Dieu par son exigence infinie, sa puissance d'emprise et son arbitraire incontrôlable, est à peu près maintenu dans les clous par un flétrissement moral incessant du sexe et des femmes qui le rendent pratiquement impossible. Les fonctions duelles et associées du mariage et de la prostitution – établir un contrôle aussi étendu que possible sur la sexualité – font que le jugement moral de l'Église sur le sujet se distingue par sa schizophrénie. De fait, il arrive aux autorités religieuses pendant tout le Moyen Âge de pratiquer le proxénétisme. En somme, l'existence des bordaux contrarie beaucoup moins la vénérable institution que l'expansion de la *fin'amor* aux XII^e et XIII^e siècles : un chevalier féal de sa dame échappe à la fois à son suzerain et à l'Église, et cette forme raffinée et ritualisée d'adultère ne pouvait que menacer l'édifice de valeurs de la chrétienté. Tout y est : soumission à la femme, érotisme sophistiqué, haute exigence morale uniquement dévolue à l'amour, parfait dédain pour les liens sacrés du mariage ainsi que pour les convenances, si ce n'est pour en jouer comme d'épices. Dans le roman de *Tristan et Yseult*, se côtoient mensonges, manipulations, plaisir sexuel, amour fou, tromperie, imperméabilité des amants à tout ce qui n'est pas leur amour.

L'Église catholique craint l'amour courtois, et avec raison, dans la dimension érotique partiellement sublimée qui soustrait l'humain à toute autre emprise, et par conséquent le libère de toute allégeance, de toute soumission, de tout devoir. La scène de Tristan et Yseult où le roi Marc tombe, en chassant, sur les deux amants endormis, qu'une épée, symbole de chasteté, sépare, est à cet égard édifiante. Le vieux roi s'en va, rassuré par ce symbole mensonger qui n'est qu'une précaution félonne prise par Yseult après que les amants se soient donné du plaisir, dans le cas où justement pareille rencontre adviendrait. Mentir en utilisant les codes de la chevale-

rie, si impérieux qu'en effet le vieil époux ne les réveille pas et se retire rassuré, ne doutant pas de leur chasteté, est un sommet de tromperie qui souligne le degré d'émancipation des amoureux. Voilà qui menace davantage la chaîne d'allégeances sur laquelle tient tout l'ordre social médiéval qu'une pépinière de bordaux et d'établissements de bains où nobles et gens de peu peuvent se lâcher la braguette sans que leur soumission mentale bouge d'un cil.

Selon les réglementaristes, tous ceux qui s'opposent à l'institution prostitutionnelle sont imbibés jusqu'au trognon du credo religieux : le sexe, c'est mal. (On a vu ce qu'il en est, l'Église ayant été globalement réglementariste depuis le Moyen Âge. Ce n'est que doublée sur sa gauche par le mouvement protestant abolitionniste de Butler qu'elle se souciera soudain de la personne des prostituées et défendra des points de vue abolitionnistes, jusqu'à la création du Nid.) Les réglementaristes ont donc tout faux sur ce sujet : historiquement, c'est bel et bien l'Église catholique qui est réglementariste. Les abolitionnistes se trouvent du côté protestant au départ, mais aussi du côté du mouvement féministe, anarchiste et socialiste. Ce que l'Église craint plus que tout, ce n'est certes pas la domestication institutionnelle du sexe par le système prostitutionnel, qui globalement sert plutôt les intérêts de l'ordre moral. Ce que l'Église craint, de tout temps, c'est l'émergence incompatible avec cet ordre de l'émancipation féminine et de l'amour libre. De tout temps, elle brûlera les sorcières plutôt que les ribaudes, et punira bien plus féroce-ment les femmes adultères que les filles perdues. Le vice suprême, le mal absolu, puisque le système de valeurs est fondé sur la soumission, c'est la revendication de la liberté, c'est l'insoumission, c'est la désobéissance et la révolte. Le mal absolu, c'est de rechercher la gratification animale du plaisir. On entendra ainsi une putain dire avec beaucoup de conviction que les vraies putains, c'est celles qui font ça pour le plaisir. Entendez : le sexe n'est un péché que si on y prend du plaisir (pour les femmes).

La soumission totale de la femme étant centrale dans l'édifice de contrôle général de la population, on conçoit bien que la putain, depuis Marie-Madeleine, sert l'ordre moral beaucoup mieux qu'elle ne le dessert. L'idée clamée à grand renfort de trompettes que la morale (sous-entendu religieuse) s'oppose à la prostitution

par haine du plaisir et de la liberté est une construction aberrante : c'est bien par haine du plaisir et de la liberté que la morale religieuse, de tout temps, a toléré, justifié et parfois organisé la prostitution.

Au sortir du Moyen Âge, l'emprise de l'Église et de sa morale de soumission cède aux changements massifs de configurations sociales et économiques. Le rationalisme, peu à peu, prendra la place encore chaude de la religion. Mais, surtout, l'émergence de la bourgeoisie marchande va favoriser le mercantilisme, et les États-Nations en formation ou en consolidation vont se mêler de la sphère économique bien au-delà de ce qu'avaient fait jusque-là les suzerains ou même l'Église. C'est l'époque de la formation des grandes compagnies coloniales. « Pour être forts, soyons riches » pourrait être la devise des États qui se lancent impétueusement à l'assaut des terres inconnues, à la conquête des peuples lointains. Une entreprise coloniale sans précédents depuis l'Antiquité met les États les plus puissants, peu nombreux, en compétition pour le partage du monde.

Au mercantilisme – doctrine de la puissance des États fondée sur la richesse en métaux précieux, que les princes accumulent en favorisant le commerce et l'industrie – succède l'émancipation de fait des marchands, et, dès le début du XVIII^e siècle, le triomphe de ce qui s'appellera plus tard le libéralisme. Si le mercantilisme s'était accompagné de fortes mesures protectionnistes et d'une soumission au souverain personnifiant l'État, la doctrine du libéralisme fera éclater la dernière gangue d'allégeance et de sujétion liant l'individu au collectif (et dans ce cas précis le bourgeois au souverain). Marchands et financiers, qui ont remplacé les autorités religieuses auprès des monarques, imposent à leur tour la morale qui sous-tend et justifie leur pouvoir. Bien évidemment, elle s'oppose frontalement à la morale de soumission collective imposée par l'Église.

Le mercantilisme retourne à l'adoration du veau d'or. L'émergence de la valeur marchande et financière en tant que valeur morale suprême appelle évidemment une autre hiérarchie des vices et des vertus. La cupidité et l'égoïsme, principaux moteurs de l'enrichissement des nations (ou de façon plus réaliste des princes et des marchands, le petit peuple n'étant jamais envisagé comme sujet) vont devenir des vertus. Il est

certainement difficile de les faire paraître comme telles, tant cela entre en contradiction avec la morale chrétienne, ainsi qu'avec le plus élémentaire bon sens. Plusieurs théoriciens, John Hales, Hobbes, pétris de morale puritaine, expliquent que chacun essaie de trouver son avantage, et que chacun est maître et responsable de ses œuvres. À l'humiliation fusionnelle du catholicisme, le puritanisme oppose un individualisme féroce et la compétition de tous contre tous afin que le meilleur gagne... pour la plus grande prospérité générale. À partir de la publication de *La Fable des abeilles*, de Mandeville, en 1714, il va être admis que les vices privés peuvent être des vertus publiques... et qu'en revanche certaines vertus privées sont des désastres publics. L'individu ambitieux, entreprenant, libre, devient la mesure de toutes les vertus. Inutile de préciser que cet individu est un riche bourgeois : du mercantilisme au libéralisme qui lui succédera, la propriété privée est sacrée, et le peuple doit rester dans la misère et l'ignorance si on veut que la société soit prospère. Pour les mercantilistes, le niveau de rémunération des agriculteurs et des ouvriers ne doit pas dépasser le niveau de subsistance. Un revenu, du temps libre et une meilleure éducation ne pourraient que nuire à l'économie. En 1699, Fénelon imagine une cité idéale où chacun crève de faim et travaille de l'aube au crépuscule : « Chaque famille, étant nombreuse et ayant peu de terres, aura besoin de la cultiver par un travail sans relâche. C'est la mollesse et l'oisiveté qui rendent les peuples insolents et rebelles... »

L'individualisme, la cupidité et l'égoïsme, mais aussi tous les vices individuels sources de profit, parce qu'ils augmentent la prospérité et la richesse générale, qui sont les biens suprêmes, sont des vertus publiques. La morale marchande, qui est encore aujourd'hui de règle, et que j'appelle ainsi pour englober, par opposition à la morale chrétienne, toutes les formes d'idéologies exclusivement matérielles qui partagent le même système de valeurs (mercantiliste, libérale, libertarienne) est développée dès le début du XVIII^e siècle dans *La Fable des abeilles*, vices privés, vertus publiques, par Mandeville : l'Angleterre y est comparée à une ruche prospère où chacun, ne se souciant que de ses intérêts, contribue à la richesse générale. Pour poser les limites de ce raisonnement, le libertin le plus corrompu est présenté comme un bienfaiteur de l'humanité, car il fait vivre les tisserands, couturiers, cuisiniers,

orfèvres, femmes de mauvaise vie, qui sans lui crèveraient de faim – ce qui évidemment adviendra dès que la vertu triomphera. On croit entendre tel client de la prostitution infantile thaïlandaise expliquer que, sans lui, ces pauvres gosses en seraient à trier les ordures pour ne pas crever de faim. On conviendra qu'il vaut mieux tout de même se trouver du côté de ceux qui font le bien que parmi les chanceux qui le reçoivent à 8 ans dans le cul pour un sandwich, le bien, dans ce monde de brutes.

Cette apologie de l'individualisme comme vertu est quand même confortablement assise sur le socle indestructible des privilèges de quelques-uns, protégés par le caractère sacré de la propriété privée, tandis que d'autres doivent éternellement dépendre de leurs vices. Adam Smith, un siècle plus tard, de la même lignée, quoiqu'il s'en démarque, défendra l'idée de la fameuse « main invisible du marché », mécanisme par lequel certains actes individuels contribuent au bien commun indépendamment de toute intention bienveillante.

Mercantilistes et libéraux n'auront de cesse de séparer la question de la science économique (promue seule morale légitime) de la philosophie morale. Et pour cause ! La morale marchande pose l'égoïsme et l'amour de soi comme qualités fondamentales. Encore une fois, ce sont les qualités fondamentales du bourgeois, car, dès que le peuple s'avise de penser un peu à lui, il est question de tirer dans le tas. À l'instar de Sade, dont la philosophie ne s'applique certes pas aux jeunes filles pauvres qui, de toute façon, ne font pas partie de l'humanité, la morale marchande n'est faite que pour les marchands. Quelle belle leçon de liberté ! Nulle contrainte ne saurait s'opposer à l'homme devenu son propre dieu, et si les mercantilistes restent sous l'autorité du prince et conçoivent des lois restrictives qui servent l'intérêt du royaume (principalement des mesures protectionnistes et une gestion plus ou moins autoritaire de l'économie), les libéraux qui les suivent ne reconnaîtront plus que la bienveillance obscure des marchés, conçue comme une loi naturelle. On ne peut s'empêcher de penser à la morale des assassins reprise par Bartol : *Rien n'est vrai, tout est permis, et l'homme est la mesure de toute chose*. Mais la liberté n'est infinie que dans l'aspiration à la connaissance, seul champ où s'applique cette profession de foi. Dans les affaires humaines, c'est une apologie démente de la loi du plus fort.

La morale marchande est une morale de l'addiction. Elle brandit le drapeau enivrant de la Liberté, mais celle-ci, pour totale et sans frein qu'elle se revendique, est réservée à une part infime des humains. Les autres ne sont que les matériaux et les outils de cette liberté, qui a nom Richesse. Et surtout, elle s'appuie sur une loi inviolable, un sacrement, un verrou blindé, un interdit fondamental : le caractère sacré de la propriété privée. Toute morale a ses paradoxes : la morale marchande, uniquement matérialiste et ne connaissant de valeur que celle des espèces sonnantes et trébuchantes, a celui d'asseoir la liberté totale qu'elle revendique sur un inviolable interdit.

Une liberté garantie par la richesse n'est évidemment pas, on s'en doute, une valeur universelle. C'est tout au plus une valeur bourgeoise. Mais le concept de liberté s'assortit à l'idée que la morale ne saurait reconnaître autre chose que les faits, et non des idées ou de fumeuses valeurs telles que l'amour du prochain, la justice, la bonté, la loyauté, le courage, la grandeur d'âme, la générosité, le désintéressement, etc., bref ce que le monde antique et la chrétienté, et à peu près tous les systèmes moraux sur terre appellent des valeurs morales. Uniquement les faits, et seulement sous forme de chiffres (puisque tout doit être quantifié dans la balance des paiements). On aboutit ainsi à ce tour de force : une morale sans valeurs morales, une morale qui crée elle-même son unique champ d'existence et d'application (la sphère économique restreinte à ses critères marchands et financiers), récuse l'existence de tout ce qui ne rentre pas dans ce champ d'application (comme l'Église faisait passer une hypothétique vie éternelle avant l'ici-bas que tout le monde a sous le nez) et étend ce champ d'application à tout ce qui peut y être inclus, fût-ce au forceps.

Il en résulte que la seule liberté efficiente est celle de consommer sans frein (Dufour, dans *Pascal avec Sade, ou le bordel puritain du libéralisme*, parle assez joliment non pas de démocratisation de la consommation, mais de prolétarianisation de la consommation²). Consommer sans frein, cela va sans dire, des produits dont la production et la vente donnent lieu à de considérables plus-values. L'accomplissement suprême est, selon cette morale, de réussir dans la vie, c'est-à-dire d'accéder à la plus haute consommation. Par ailleurs, tout ce qui n'est pas quantifiable, monnayable, négociable est rayé de la carte.

En somme, la liberté chantée par la morale marchande a une existence à peu près aussi vérifiable que Dieu, c'est un concept. Elle sert elle aussi à vendre du rêve, une autre sorte d'opium au peuple, le rêve de jouir sans entraves, toujours. La jouissance, qu'on pourrait comparer à la libération fulgurante d'un bouchon de champagne, est présentée comme un instant qui pourrait s'éterniser assez pour se muer en état permanent. L'enfant n'en finit pas de respirer son premier bol d'air, jamais il n'expirera, jamais il ne se dégagera de la frontière entre l'état aquatique et l'état aérien. Si la morale chrétienne a régné par un mélange de ferveur et de terreur sur les esprits, la morale marchande assure son emprise par l'addiction. Car la jouissance est fugace par nature, mais la frustration qu'elle génère n'a pas de limites.

Pas de valeurs morales qui nous relient à nos frères humains, la liberté de consommer tout ce qui est à vendre : la morale marchande trouve dans l'inégalité sexuelle un champ d'industrie et de commerce aux potentialités de profits infinis, un véritable Eldorado. L'utopie marchande sera réalisée quand chaque être humain sera devenu à la fois un consommateur et un produit à vendre. Si, selon Arendt, le totalitarisme se distingue par l'interchangeabilité de ses rouages humains, on peut ici parler de totalitarisme marchand. Savoir se vendre, je le vauds bien, chaque humain peut devenir, dans ce supermarché planétaire, son propre proxo, faire sa pub, soigner son emballage, organiser sa promotion. Le sexe – dont on a vu à quel point, chez l'humain, il s'élabore sur des processus d'apprentissage fondés sur les circuits neuronaux de récompense et d'inhibition, et donc à quel point il est sujet au conditionnement, aux emballages et aux auto-allumages de l'addiction – entre magnifiquement dans le cadre de la morale marchande. Il en est même un des plus puissants moteurs : les mécanismes du désir, du fantasme, de la jouissance et de la frustration sont à la base de toutes les stratégies d'emprise qu'elle déploie.

La religion s'adressait à la faculté d'adoration enfantine des humains, le marché parle au nombril des individus, lequel se situe souvent plus bas que le nombril. Faire du pognon, vendre sa mère, toujours plus, toujours moins cher, deux putes pour le prix d'une, chaînes *low-cost*, forfait tout compris, carte de fidélité, soldes, écoles de prostitution, les chaînes de prostitution rapide poussent comme des bambous dans tous les coins

d'Europe. Bordels géants, *Pussy Clubs* qui sont les enseignes *discount* de la prostitution, rien n'est impossible, tout est permis, et surtout de traire des consommateurs lobotomisés qui ne se soucient pas plus des maisons d'abattage que de l'élevage industriel, pas plus de ce qu'ils baisent que de ce qu'ils bouffent. Ce que Wilde voyait venir comme le règne de la barbarie suralimentée. Inutile d'épiloguer, cette morale marchande, aujourd'hui, a la même emprise que la morale chrétienne au Moyen Âge. Elle est dominante – bien que, comme la morale chrétienne au Moyen Âge, il s'agisse d'abord d'une emprise politique, et que nombreux soient les groupes humains qui lui échappent, voire guerroyent contre elle.

Morale religieuse favorable à la réglementation et à la domestication du sexe, morale marchande favorable à la réglementation et à l'exploitation débridée du sexe... Restent les diverses morales émancipatrices, qui refusent à la fois la domestication et la marchandisation du sexe et qui s'opposent aussi bien aux autorités religieuses qu'à la puissance politique du Marché. Il serait trop long de les détailler toutes.

La plus représentative est la morale abolitionniste, qui pose l'égalité de droit entre tous les humains et défend l'idée qu'il faut abolir toutes les lois qui conditionnent la sujétion de certains, même si cela consiste à modifier radicalement les structures sociales et économiques. C'est donc une morale qui s'oppose à la morale mercantile inégalitaire alors en vigueur comme à la morale libérale qui la suivra, au nom de valeurs telles que la justice, la fraternité, la liberté et l'égalité de droits entre tous les humains. Cet idéal de liberté, d'ailleurs, restera au point flou des vœux pieux, et les esclaves, pour citer encore Wilde, se retrouveront libres, absolument libres de mourir de faim.

Le mouvement abolitionniste, qui de la même façon s'attaque au système prostitutionnel, naît à une époque où les femmes n'ont pas plus de droits civiques que les esclaves n'en avaient un siècle plus tôt. Il est déclenché par la férocité des réglementations qui s'appliquent aux putains, et porté par le mouvement féministe qui, dans la dynamique de lutte du socialisme et de l'anarchisme, a le vent en poupe. On y retrouve les mêmes valeurs morales égalitaires, fraternelles, et l'aspiration à la justice et à la liberté. Tous les mouvements abolitionnistes, qu'ils soient contre l'esclavage, contre la prostitution, contre le travail

ou contre la prison, sont portés par un idéal émancipateur qui place tous les humains au sein d'une grande fraternité. Les morales qui sous-tendent le réglementarisme, qu'elles soient religieuses ou marchandes, se caractérisent toujours par leurs fondements inégalitaires : elles mettent toujours le plus grand nombre sous l'autorité d'une élite, qu'elle soit religieuse ou économique. Les grands marchands et financiers qui élaborèrent la morale mercantiliste furent aussi à l'occasion des hommes d'État, comme John Law ou Colbert, Jacques Cœur ou Necker. Leur morale est une morale des puissants, elle vise à justifier l'inégalité. Par opposition, les morales émancipatrices, nées de la solidarité et de l'impulsion des plus humbles à prendre leurs affaires en main, pour bâtir une autre société sur des bases égalitaires et fraternelles, prennent tous les humains en compte de façon équivalente et se fondent sur le bien public, l'intérêt collectif. Parmi ces morales de l'émancipation, certaines, comme le communisme, tendront au centralisme et à la généralisation de l'autoritarisme. Je ne m'étendrai pas sur les vertus émancipatrices de l'autorité, l'histoire regorge d'oxymores de cette eau. Une amie écrivaine, consultante, m'a raconté avoir reçu la demande de cibler un cadre supérieur à la fois intelligent et obéissant, à quoi elle a répondu un peu interloquée qu'il allait falloir choisir, car les deux qualités se trouvent rarement réunies dans le même caractère. De la morale anarchiste, qui est la mienne, je dirai simplement qu'elle se fonde sur l'idée que l'humain est capable de tout, et que la seule façon d'envisager la société consiste à éviter toute forme d'accumulation et de verrouillage de quelque pouvoir que ce soit. Les formes de gouvernement seront alors aussi souples qu'il est possible, horizontales, consultatives, fondées sur le débat et les décisions collectives. Dans cette optique, il n'y a pas de droits sur quoi ou qui que ce soit. La propriété, si elle existe, sera d'usage. De fait, quoi que professent libéraux et libertariens, la propriété privée est incompatible avec la liberté individuelle de

tous. Inutile de dire comment la morale anarchiste peut juger de la prostitution. Contrainte sexuelle et commercialisation du sexe, verrouillage des inégalités sociales et sexuelles, on voit mal comment une morale qui se base sur la liberté et se propose d'abolir le salariat comme une nouvelle forme d'esclavage pourrait trouver des charmes à la prostitution. La morale anarchiste est fondamentalement abolitionniste, puisqu'elle s'oppose à l'autorité des États, mais aussi à celle des puissances financières, au pouvoir de l'argent, à tout ce qui place les uns sous la coupe, au service, à la merci des autres. Elle célèbre l'amour libre, qui est exactement le contraire de la prostitution, et c'est au nom de l'amour libre qu'elle tend, comme les communistes, à l'abolition du mariage et de la prostitution.

Dans le monde grec, la seule cité à ne pas connaître la prostitution est Sparte. Plutarque suppose que cela est dû au fait qu'elle utilise une monnaie sans valeur et non convertible, ce qui décourage les proxénètes de s'y installer. Il ne lui vient pas à l'esprit de souligner que, dans la cité lacédémonienne, les femmes jouissent d'un grand respect et d'une liberté quasi totale en ce qui concerne leur vie privée. À partir du III^e siècle, des flots d'argent irriguent l'économie désormais ouverte de Sparte et la prostitution devient l'institution qu'elle est dans le reste du monde grec. On voit que la prédominance d'un système économique et social fondé sur la vénalité est encore plus déterminante que les rapports de sexe pour expliquer l'institutionnalisation d'un système prostitutionnel. Pour que celui-ci existe et se mette en place, il faut qu'il rapporte, et qu'il puisse être fourni en matière première. Sociologiquement, depuis la nuit des temps, les putains viennent des classes les plus dépossédées de la société. Dans certains pays, le statut lié à leur sexe double cette misère d'une invalidité sociale complète. Le minerai de base de la prostitution, c'est la pauvreté et la plus-value qu'il est possible d'en tirer. ■

1. Charles Chauvin, *Les Chrétiens et la prostitution*, éditions du Cerf, coll. Dossiers libres, 1983.

2. Voir le site de Jean-Claude Liaudet, <<http://www.sgdl-auteurs.org/jeanclaude-liaudet/index.php/post/Pascal-avec-Sade-ou-le-bordel-puritan-du-lib%C3%A9ralisme>>.

7. Les plus vieux patrons du monde

La prostitution, on l'a vu, n'est pas le plus vieux métier du monde, mais c'est, dans les sociétés inégalitaires marchandes, un très vieil emploi.

De tout temps et sous tous les cieux, dans les sociétés où la prostitution prospère, la demande de services sexuels excède prodigieusement l'offre que je qualifierais de volontaire, c'est-à-dire où la putain est socialement et économiquement en position de choix positif : quand d'autres alternatives comparables s'offrent à elle. Qu'elle choisit cette activité pour gagner plus d'argent, par exemple, mais qu'elle pourrait objectivement en choisir une autre moins rentable mais humainement satisfaisante, ni totalement précaire ni honteusement sous-payée. De fait, ce n'est pas le cas de l'immense majorité des putains. Pour que le système prostitutionnel prospère, qu'il soit légal ou illégal, il faut donc recourir à toutes sortes de contraintes, qui vont de la pression économique intense aux débordements sanglants de la traite. En fait, c'est le premier cas qui est le plus courant. Mais il n'est pas moins féroce, les milliers de migrants clandestins qui tentent volontairement d'améliorer leur condition et meurent comme des mouches dans la mer, les déserts et les culs-de-basse-fosse en échouant à le faire sont là pour le démontrer. Minimiser l'extrême violence de cette traite sans acteurs qui profite aux riches et aux classes moyennes de certains pays est impardonnable. Évoquer une prétendue liberté des migrants ne contribue pas peu à masquer le problème central, tant de la prostitution que du pillage humain global des pays pauvres par les pays riches. Parler de liberté dans ce contexte est du foutage de gueule, de même que refuser de considérer les gens comme les victimes d'un système, quand ils ont eu si peu de choix et que règne à leur détriment une telle injustice.

La possibilité de choix ferait s'effondrer le nombre des putains. Alors revenons à ceux qui comptent les billets de cette toujours lucrative activité, puisque c'est de cela que traite ce chapitre.

La première législation concernant la prostitution est attribuée à Solon, deuxième grand législateur d'Athènes, au VI^e siècle avant Jésus-Christ. Solon, exaspéré par les débordements de la prostitution sauvage et inquiet, semble-t-il, que la jeunesse frustrée ne soit la proie d'une homosexualité préjudiciable, institua des bordels d'État, les *dicterions*, où la jeunesse pauvre (les riches ayant tout ce qu'il leur fallait à la maison dans leur opulente domesticité libre ou servile) pouvait jouir d'esclaves à très bas prix, pour le plus grand profit des finances publiques. Peut-être s'inspira-t-il de ce qu'on appelle la prostitution sacrée, et qui consistait pour certains temples devenus célèbres, comme celui de Corinthe, à dévaliser la bourse des marins. Le port étant stratégiquement situé entre le Golfe et la mer Égée, les bateaux étaient coincés le temps du passage, permettant aux marins de se ruiner en offrandes à Aphrodite en usant et abusant des esclaves dédiées à la déesse. Corinthe était connue dans tout le monde grec comme un lieu de plaisirs et de ruine.

En fait, le souci de Solon semble avoir été de diverses natures : veiller à l'orthodoxie sexuelle de la jeunesse désargentée, cantonner la prostitution débordante à quelques quartiers, protéger les citoyennes respectables des assauts et renflouer les caisses. Le poète Philemon put chanter les louanges du législateur :

Ô Solon ! Tu es devenu bienfaiteur de la nation ; dans un tel établissement tu n'as vu que la santé et la



tranquillité du peuple. En plaçant dans certaines maisons destinées à cet usage les femmes que tu as achetées pour le besoin public et qui, par leur condition, sont obligées d'accorder leurs faveurs à ceux qui les payent, tu as prévenu des maux graves et des désordres inévitables.

Solon, dit-on, avec les profits ainsi libérés, édifie un temple à Aphrodite. On voit que, dès l'Antiquité, la distinction entre les femmes destinées à la consommation sexuelle et les femmes destinées à la reproduction est clairement liée : le mariage ne peut exister qu'à la condition qu'existe parallèlement le bordel.

Les *pornê* étaient le plus souvent exposées nues, ou très peu vêtues. On pouvait ainsi les dis-

tinguer facilement des femmes respectables. Mais cette distinction était moins facile avec les étrangères parfois riches ou les hétaires, serviles aussi, mais luxueusement parées. Très tôt, le clivage patriarcal entre la maman et la putain réclame que ces dernières soient aisément reconnaissables. La maman ne doit pas accéder au monde sulfureux du sexe, et la putain ne saurait avoir des enfants pourvus de droits. Tant qu'elle est servile, la putain ne dispose pas de ses enfants, qui sont exposés ou vendus. Quand les femmes échappent au statut servile, elles n'échappent pas pour autant à leur statut de femmes et souvent d'étrangères, et d'avoir pratiqué la prostitution leur interdit d'épouser un citoyen. Par contre,

elles disposent de leurs enfants, et il arrive qu'elles se servent de ce capital vivant pour devenir à leur tour proxénètes et lancer une petite affaire familiale.

Au Moyen Âge, la prostitution, d'abord réprimée aussi féroce que inutilement, vu la misère générale, est progressivement acceptée comme un fléau inévitable, puis rentabilisée et contrôlée de façon massive. Qui organise la prostitution, qui touche les deniers du vice ? Les municipalités, les seigneurs, les institutions ecclésiastiques.

La doctrine de l'Église, à cet égard, est intéressante en ce qu'elle souligne en quoi l'existence de la prostitution est indispensable à l'ordre sexuel social et à la pérennité du mariage.

Dès le VII^e siècle, l'Église – le christianisme étant devenu religion d'État – va s'employer, au fil des conciles, à réglementer et contrôler la sexualité au sein de sa propre institution ainsi que dans toute la société. La vision chrétienne du sexe est incroyablement répressive et négative. Elle ne s'impose pas sans mal, et il ne faudra pas moins de 25 conciles pour se mettre d'accord sur les tables de la loi sexuelle en pays chrétien. La norme vise à discipliner le sexe, à sanctifier le mariage, à imposer la chasteté à tout le corps ecclésiastique. Il en découle évidemment une répression féroce de tout ce qui ressemble de près ou de loin à l'expression libre du désir et du plaisir, non seulement dans l'espace social, mais dans l'espace domestique. Les protocoles sexuels entre époux légitimes (ce qu'on peut faire, ce qu'on doit faire, ce qu'on ne doit surtout pas faire) donnent lieu à d'abondants catéchismes, si bien que toute activité sexuelle licite se trouve plus réglementée que le commerce international aujourd'hui. Par ailleurs, toute forme de sexualité hors mariage est criminalisée : prostitution, adultère, et toutes les formes d'amour libre et non reproductif revendiquées dans les grands mouvements hérétiques populaires, dont certains furent franchement orgiaques. Pour aller vite, hors de question qu'on puisse baiser hors mariage et pour se faire plaisir. Comme on va le voir, la seule option qui, sur le long terme et après une répression terrible mais sporadique, va être acceptée et même institutionnalisée, tant par les États que par l'Église, est la prostitution. Cela peut se comprendre aisément et pour plusieurs raisons :

✱ La prostitution, comme le devoir conjugal, n'est pas un péché pour les femmes tant qu'elle

ne donne pas lieu au moindre plaisir. Le péché, ce n'est pas de se soumettre au désir de l'homme, que ce soit dans le cadre d'une relation sexuelle tarifée ou dans le lit conjugal, mais de se laisser aller au plaisir. Comme le dit Jacques Rossiaud¹ :

Les pédagogues de la frigidité féminine apprennent de saint Augustin qu'il vaut mieux qu'un homme ait une relation non génésique avec une prostituée qu'avec sa propre épouse, parce qu'ainsi il ne corrompra pas une femme innocente...

Ainsi les ribaudes seront-elles, au Moyen Âge, assez facilement rachetées par le repentir et le mariage. Les bogomiles, les Cathares, les Amauriciens et les membres du Libre Esprit, qui flétrissaient toutes les formes de sacrement et d'encadrement des conduites, et parfois célébraient le plaisir comme un don de Dieu, rôtièrent, eux, comme des poulets, sans préjudice d'être promis à la damnation éternelle, tandis que les femmes adultères étaient condamnées à des châtiments féroces allant jusqu'à la mort.

✱ La prostitution contribue à encadrer et contrôler la sexualité générale. Dans un contexte où la violence sexuelle est extrême (les viols collectifs en bande ont lieu dans toutes les villes de façon cyclique), on compte sur les bordels pour la réguler. Ainsi, une ordonnance des gouverneurs de Besançon, en 1535, précise que « pour obvier aucunes fois à jeunesse et éviter plus grand mal sont par l'Église tolérées les maisons des filles dissolues ». Et le mal pourvoit au remède, car les jeunes femmes violées, généralement vulnérables et d'origine modeste, n'ont guère d'autre choix que de gagner le bordel une fois que leurs familles et parfois leurs époux les ont abandonnées.

Ptolémée de Lucques, vers 1280, fait remarquer que « selon Aristote, si les soldats n'ont pas de femmes, ils abusent des hommes. C'est un moindre mal d'avoir commerce avec des femmes ». En d'autres termes, la sodomie, c'est mal, mais c'est quand même moins mal avec une putain qu'avec un homme désirant. Madeleine Lazard explique dans *Les Avenues de Fémynie : Les femmes et la Renaissance*² :

Ces filles communes canalisait l'agressivité des jeunes en satisfaisant les élans de la chair, elles les empêchaient de commettre des fautes plus graves. Elles contribuaient à défendre l'honneur des femmes honnêtes, les « femmes d'État », contre la violence sexuelle, et aussi à lutter contre l'adultère : mieux valait s'ébattre avec une « fillette » que de débaucher la femme d'un autre ou de faire partager à l'épouse des plaisirs

que l'Église interdisait dans le mariage. Quant aux filles secrètes, les filles publiques étaient les plus acharnées à pourchasser ces concurrentes, à entreprendre, de plus en plus souvent au XVI^e siècle, chez elles les descentes et à dénoncer les épouses infidèles pour les expédier au bordel.

Voilà qui met en lumière la complémentarité de la prostitution et du mariage dans le contrôle général de la sexualité. Les putains, pendant longtemps, furent à la fois reconnues par les autorités, incluses dans le corps social, considérées comme utiles en même temps que rigoureusement identifiées, exploitées et cantonnées à leur rôle spécifique, qui était de servir l'ordre public dans leur domaine.

✱ La prostitution donne lieu à des gains qui sont loin d'être négligeables. L'Église s'empare très tôt et avec une rare hypocrisie de ce problème. Comme le dit Jacques Rossiaud³, selon canonistes et civilistes du XII^e siècle,

L'argent accordé à une prostituée ne peut être réclamé par le donneur. Même si ce qu'elle fait pour gagner est mauvais, ce qu'elle réclame n'est pas injustifié. Les gains du voleur, de l'usurier, du simoniaque sont illicites et doivent être restitués, non les siens. Se prostituer est contraire à la loi de Dieu, reconnaissent les théologiens, mais en toucher le prix n'est ni injuste ni défendu. « C'est la condition de la prostituée qui est honteuse, énonce saint Thomas, non ce qu'elle gagne ». [...] En conséquence, son aumône, faite discrètement, est acceptable par l'Église. Certains pensent même que la pécheresse doit payer la dîme, l'argent de la fornication servant alors à de louables entreprises.

Au XIV^e siècle, le mouvement de municipalisation des bordels est massif. Selon Madeleine Lazard,

Entre 1350 et 1450, les Cités vont institutionnaliser la prostitution. La plupart des grandes villes possèdent alors un protibulum publicum, construit, entretenu et régi par les autorités publiques, princes, ecclésiastiques, municipalités. À Orange, à Besançon, ville impériale, le lupanar est propriété de la ville, mis en location par elle et le loyer est touché par un sergent de la ville. À Avignon, une abbesse donne à bail un lieu de prostitution dont elle est propriétaire et, en 1500, les chambres des filles sont louées au profit du collège Saint-Nicolas; l'évêque de Langres possède les étuves de la ville, l'abbé de Saint-Étienne celles de Dijon...

Bref, non seulement municipalités, seigneurs et ecclésiastiques ont taxé la prostitution, mais ils ont fini par la prendre en main et l'administrer complètement, ajoutant ses gains à d'autres en

toute simplicité : dans les comptes d'une abbaye, les loyers encaissés du bordel sont classés avec d'autres gains agricoles ou artisanaux.

Je saute toute la période prohibitionniste qui suit la propagation de l'épidémie de vérole jusqu'au XIX^e siècle, où on voit les maisons closes fleurir au point de faire de Paris « le bordel de l'Europe ». Si les filles « en carte » sont nombreuses et les filles sans carte encore davantage, nombre de putains sont enfermées dans des maisons closes, qu'elles soient illustres ou d'abattage. Les propriétaires en sont les principaux bénéficiaires, car un système d'endettement, assis sur l'enfermement des filles, les dépossède de leurs gains comme de la possibilité d'arrêter. À cette époque, la prostitution est massive, complètement décomplexée, dans un contexte où les femmes sont littéralement dépossédées de tout droit par le Code Napoléon, qui fait d'elles des mineures à vie. Il faut attendre 1946 pour que, sur proposition de Marthe Richard, folklorique ancienne prostituée, les maisons closes soient fermées, arrachant à Arletty un « fermer les maisons closes, c'est plus qu'un crime, c'est un pléonasme ». Quoi qu'on en dise aujourd'hui, cette mesure ne visait pas à criminaliser la prostitution, mais à empêcher le proxénétisme, que l'institution des maisons closes avait généralisé dans toute la bourgeoisie, et à libérer les putains. L'enfermement n'est jamais une bonne nouvelle pour qui que ce soit. Ce fut aussi le début de la période abolitionniste en France : ne pas interdire la prostitution (elle ne l'est toujours pas), mais criminaliser le proxénétisme et la traite. Cependant, pendant tout le XIX^e siècle, l'argent du vice avait permis à nombre de familles bourgeoises de prospérer sur l'exploitation sexuelle des femmes issues du prolétariat, et ce avec la même bonne conscience qu'elles prospéraient sur l'exploitation du prolétariat.

À la Cité, la Municipalité, le Seigneur, l'Église, il faut ajouter un proxénète institutionnel qui traverse l'histoire, j'ai nommé l'Armée. Car s'il est un couple qui s'impose comme symbole et application concrète de la distribution patriarcale des sexes, c'est bien celui-là. La femme, de tout temps, a été le repos du guerrier, un dû que sa fréquentation constante de la mort violente et du danger justifiait. Le viol est une arme de guerre utilisée de façon systématique pour détruire psychologiquement l'ennemi,

et il s'accompagne parfois de tortures et de mutilations. Dans les pays envahis ou occupés, l'armée installe des filières de prostitution, qui ont longtemps été discrètes mais tout à fait officielles.

La guerre et la prostitution de traite sont inséparables. La guerre, de fait, en déplaçant des groupes d'hommes jeunes et armés qui font régner la terreur chez des civils démunis et désarmés, entraîne mécaniquement les abus de toutes sortes. Parmi ces abus, les violences sexuelles sont systématiques. La guerre est un apprentissage de la guerre des sexes, de la violence et de la non-réciprocité dans les rapports de genre. Cette éducation concrète à l'exercice d'une sexualité fondée sur la violence et l'impunité reste en tant de paix, car l'identité du soldat, du guerrier potentiel chez tout homme est au centre de l'identité virile en terre patriarcale.

Une proportion importante des clients de la prostitution y sont venus à l'occasion de virées en bande, à l'occasion de fêtes, de manifestations sportives ou lors du service militaire. Beaucoup étaient très jeunes. Plus on conditionne tôt, avant que d'autres expériences aient eu lieu, plus le conditionnement est efficace. Un jeune homme qui a été «servi» pour ses premières expériences sexuelles n'a aucune expérience du désir ni du plaisir féminin. Il n'apprend pas la réciprocité, et sa vision de la sexualité ne la comprendra pas. Il ne connaît rien du fonctionnement sexuel féminin. Il connaît l'anatomie, il manie, il ordonne, il fait obéir. Mais susciter le désir, émouvoir, exciter, il ne sait pas le faire. Il acquiert l'expérience d'une masturbation assistée qui comprend toutes les prestations que peut fournir un corps. L'usage de la prostitution pourra le rendre inapte à une sexualité d'échange. En outre, cette sexualité de client, qui ne rencontre jamais un non et dont les conditions dépendent des finances plus que de l'opinion des partenaires, est sujette à l'addiction, d'autant plus qu'elle ne prépare pas à des rencontres plus complexes, qui deviennent un vrai casse-tête tant elles diffèrent de l'expérience connue. De fait, la prostitution accentue l'incompréhension entre les sexes. Dans le film *Shame*⁴, de Steve mcQueen, le héros, complètement verrouillé par son addiction, échoue à coucher avec une collègue charmée qui pourtant lui plaît, comme si sa capacité à bander était définitivement prise en otage par des fantasmes paroxysmiques en boucle. Comme les alcoolos font le chiffre des bistrots, les hommes dépendants du

sexe constituent un fond perpétuel de clients piégés pour la prostitution.

L'armée fabrique des clients à tire-larigot. Aujourd'hui, le service militaire n'existe plus, et c'est sans doute heureux. Malheureusement, le sportif, autre grand pourvoyeur de visions virilistes et transposition du guerrier, est là pour entretenir la flamme patriarcale en contexte de paix. La pornographie, massive et omniprésente, représente le produit d'appel de la prostitution, en même temps qu'une propagande qui sature tout le champ médiatique accordé au sexe pour la sexualité consumériste, non réciproque, hiérarchique. Nombre de prostituées le disent : le client, souvent, veut juste faire ce qu'il a vu. Les violeurs en série sont accros à la pornographie, ainsi que ces clients de la prostitution qui souffrent d'addiction sexuelle. L'interview ultime de Ted Bundy souligne ce fait : comme il le dit très nettement, ce n'est pas la pornographie qui a fait de lui un tueur en série, mais son évolution personnelle de psychopathe a été conditionnée très fortement par la pornographie *trash*. Il y a trouvé une source d'inspiration obsessionnelle. Il prétend que l'addiction à des images de plus en plus violentes de sexe est arrivée à un point de montée en puissance tel que la dynamique s'est brisée pour passer à autre chose. Il est certain que la pornographie ne fabrique pas des tueurs en série, sinon l'espèce humaine serait rapidement rayée de la carte. Bundy est le premier à reconnaître qu'elle ne fait pas cet effet à l'immense majorité des gens. Mais il souligne aussi que, dans la taule pour criminels sexuels où il se trouve, tous les autres psychopathes ont une addiction à la pornographie identique à la sienne. La pornographie en elle-même ne détermine pas l'anomalie du passage à l'acte. Mais sa logique de réification du sexe, d'enfermement narcissique dans la toute-puissance exercée sur l'autre répond admirablement au fonctionnement étanche et autocentré des psychopathes. La pornographie propose des scénarios fantasmatiques de despotisme sexuel. Apparaissent ainsi des protocoles uniquement axés sur la réalisation physique de certains enchaînements d'actes, le tout étant découplé des corps, qui ne sont plus que des mécaniques agissantes débarrassées de toute physiologie en dehors de la tumescence virile. Pas de cyprine ? Les vaselines y remédieront. Pas de désir ? Les gestes du désir suffisent. Cette représentation mutilante de la sexualité est si prégnante qu'on voit maintenant des bordels pour chiens, dans lesquels des chiennes qui ne

sont pas en chaleur sont enduites de phéromones pour exciter des chiens qui, autrement, ne les sauteraient pas. C'est-à-dire que, dans une projection totalement anthropomorphiste, on reproduit un rapport prostitutionnel chez des animaux qui ne copuleraient pas si on ne les tartinait pas de phéromones, en s'imaginant que quelque chose leur manque quand ils n'ont pas de rapports sexuels. Si des phéromones viennent leur flatter l'organe voméro-nasal, il est certain qu'ils ressentiront un vif désir de copuler. En revanche, les chiennes qui ne sont pas en chaleur seront tout simplement violées.

Les putains le soulignent, mais ce phénomène dépasse largement leur champ d'action : beaucoup de clients veulent faire ce qu'ils voient dans les films pornos. La pornographie est devenue la Bible sexuelle dans nos sociétés. Elle impose le type de sexualité, les divers déroulements, les rapports de sexe. Elle réglemente ce qui est permis, comme l'Église réglemait l'interdit. Elle s'accapare l'érotisme, dont elle n'est pourtant qu'une option. Il ne faut pas oublier que, comme son étymologie l'indique, elle n'est que la représentation d'actes sexuels vénaux, non réciproques, où un être humain est soumis à l'autre et le sert (de *pornê*, prostituée, et *graphein*, peindre, écrire ou décrire). C'est en quelque sorte une propagande de la sexualité réduite à des rapports vénaux et non réciproques. Aujourd'hui, elle impose l'industrialisation normative de la sexualité. Une sexualité qui reste aussi extraordinairement répressive pour les femmes que les normes de l'Église.

Le sexe lui-même est non seulement rasé dans les pornos, mais les petites lèvres, bourrées de terminaisons nerveuses et extrêmement sensibles, sont amputées chirurgicalement. La différence de traitement médiatique entre l'excision (un truc de barbares) et la nymphoplastie (*c'est pour faire joli*) est édifiante. Il est fréquent aussi de blanchir l'anus ou ce qui reste des petites lèvres, naturellement plus foncés. Au Disneyland du cul, tout est rose ! Cette norme pornographique des sexes féminins, traités de façon à ressembler à des vulves immatures de petite fille, se répand comme une traînée de poudre dans la population, si bien que certains jeunes n'ont jamais vu une chatte normale et nombre de filles ont l'impression, avec leurs petites lèvres brunes qui dépassent et leurs poils

qui poussent obstinément, d'être des monstres de laideur. Le recours aux opérations cosmétiques du sexe est en explosion chez les jeunes femmes, dans une génération où la norme esthétique est dictée par la pornographie. Le fait qu'un sexe ainsi traité soit moins sensible, douloureux, mal cicatrisé parfois, ait perdu nombre de terminaisons nerveuses, le fait que les produits de blanchiment (quand on ne recourt pas au laser) soient cancérogènes, en dit long sur cette dictature de l'apparence au détriment des sensations qui s'exerce surtout sur les femmes. L'objet du désir ne doit plus se cacher, il doit s'exhiber en restant dans les clous. On trouve toujours le même déni total de la sexualité féminine. L'emprise de la pornographie, qui représente la première approche du sexe pour une majorité d'enfants, contribue à pérenniser des normes sexuelles régressives. Le sexe n'est plus honteux, il est exhibitionniste, trivial et fasciste. Il normalise les mutilations, la soumission, l'absence d'interactions et la phallocratie. Il est tout à fait naturel qu'avec un tel conditionnement, la prostitution apparaisse de plus en plus normale, car elle fonctionne sur les mêmes bases. La prostitution est indiscutablement plus proche de la pornographie que ne le sont les rapports amoureux non contractuels. Elle représente la sécurité blindée d'un monde où le refus, les humeurs, l'imprévu sont bannis. Elle assure ce qu'on pourrait appeler une guerre sexuelle de basse intensité, au contraire de la prostitution de guerre, indissociable de la prostitution tout court qui, elle, est une guerre des sexes totale.

Les filles de joie ont toujours accompagné les armées. Mais, très tôt, les armées ont tenu à réguler et surveiller les filles pour éviter les rixes, les contaminations, les fuites⁵. La mentalité de la soldatesque étant ce qu'elle est, le droit des hommes aux femmes faisait partie des fondamentaux. Mais, surtout, en pays occupé, elle fait partie, comme l'explique Christelle Taraud dans *La Prostitution coloniale, Algérie, Maroc, Tunisie*⁶, du dispositif colonial. Les premiers BMC (bordels militaires de campagne) ont été organisés par l'armée dès le début de la conquête algérienne, probablement en 1831. Les prostituées, qui existaient avant l'arrivée des Français dans les sociétés envahies, qu'elles fussent esclaves ou courtisanes, sont enregistrées par la police. La prostitution coloniale se distingue par la réglementation, le contrôle personnel et sanitaire

et le «taylorisme sexuel», entendez l'abattage. Elle est divisée en maisons closes, où officient des Européennes, uniquement consommées par la clientèle des colons, et quartiers réservés où se tassent les indigènes, réservées aux indigènes.

Mais les BMC, organisés par la hiérarchie militaire pour la troupe, ne fonctionnent pas sur ce modèle. Ce sont majoritairement des femmes indigènes qui sont fournies aux soldats. Pendant la guerre, les troupes indigènes envoyées se battre en Europe ont surtout des femmes colonisées dans les BMC spécifiques. Lorsque la loi Marthe-Richard, en 1946, fait fermer les maisons closes, les BMC continuent à fonctionner et ils fonctionneront jusqu'en 1962, voire après pour l'Algérie. On y trouve des gamines, les conditions sont effroyables, mais, chaque fois que le public proteste, on lui oppose que les femmes indigènes ne sont pas soumises aux mêmes lois que les Européennes, et qu'il faut respecter les traditions des peuples soumis. L'abattage, la brutalité, les contrôles sanitaires humiliants, deux fois par semaine, étaient pourtant ressentis par les indigènes comme typiquement coloniaux, si bien que, dès 1955, les bordels furent fermés en Tunisie et au Maroc, tandis qu'en Algérie il reste alors deux BMC. L'islam, en matière d'hypocrisie, n'a rien à envier au christianisme, puisqu'il a élaboré un système de mariage à la carte qui couvre la prostitution. La polygamie permet aux proxénètes de rester conformes vis-à-vis de la charia lorsqu'ils se déplacent avec leur cheptel. Selon Abdessamad Dialmy, sociologue marocain, présent à Rabat lors de l'exposé par l'anthropologue Keltouma Aguis de son étude sur la prostitution en Algérie,

le rapport sexuel illégal en islam est le rapport où il n'y a pas d'argent : ce sont les rapports amoureux, les rapports érotiques en soi qui ne sont pas des rapports légaux... Là où il y a mise d'argent, il y a une légalisation du sexe. C'est quand il n'y a pas de mise d'argent que le sexe n'est pas autorisé, qu'il est considéré comme débauche et comme « zinna », comme fornication.

On le voit, de ce point de vue la doctrine de la troisième religion du Livre ne s'écarte pas de la norme chrétienne : c'est le plaisir qui est un péché mortel, pas le sexe ni l'argent.

Toujours est-il que l'Algérie n'a pas aboli les BMC après la décolonisation. La condition des putains, dans ce cadre réglementariste post-colonial, est-elle meilleure ? Il paraît difficile d'ima-

giner le contraire. Les filles étaient réquisitionnées, parfois dès l'âge de 10 ans, et se trouvaient sous le contrôle de la santé et du commandement militaires. Tout était géré au cordeau : le règlement d'un BMC, à l'époque de la guerre du Maroc, décrit l'ordre du jour, détaillant minutieusement la discipline, la tenue, «l'engagement», et précise que la consommation d'alcool est interdite. La surveillance est assurée par un poste de police mis en place par la 6^e compagnie dès 7 h 45, et ce jusqu'à 18 heures. «*Les sections se succéderont à une demi-heure d'intervalle.*» D'autre part, «*pour faciliter le débit et éviter un stationnement prolongé, ces sections seront composées de 30 tirailleurs*». Suit la façon dont l'engagement doit se dérouler : 10 tirailleurs prennent leur ticket (une passe, en cette année 1939, vaut 12 francs) et «*commence l'opération*», tandis que les 10 suivants se préparent (probablement en usant de la prophylaxie imposée) et que les 10 suivants sont en réserve au bar. Jacques Brel a superbement chanté un dépucelage dans un BMC dans sa chanson *Au suivant*.

Certains BMC sont restés dans l'histoire, tel le *Parc à buffles* de Saïgon⁷. Dès 1946, un quartier réservé de 200 femmes y fut ouvert. Lors de la guerre d'Indochine, nombre de militaires décriront ce bordel devenu géant incroyablement sordide, où le tarif des passes était de deux ou trois piastres, quand un paquet de cigarettes coûtait quatre piastres et un grand bol de soupe cinq piastres.

Endroit nécessaire pour le bon équilibre des hommes de troupe, mais combien infernal pour les pauvres filles qui, bien souvent, n'étaient pas consentantes, dit le conscrit Brice Perchey. Le nom de «Parc à Buffles» dit bien la considération que beaucoup avaient pour ce pauvre bétail.

Pour un autre, Bernard Marcellin,

Le mot bordel décrit bien l'établissement, mais il ne traduit pas la déchéance, l'avalissement et la souffrance humaine, ni l'enfer de la guerre où tout était permis, même dans ce lupanar de très, très bas de gamme. Ce Parc aux Buffles, mondialement connu, permettait de libérer le côté noir et caché de l'âme humaine. Souvenir, souvenir... et difficile apprentissage de la vie...

La garde du Parc à Buffles, selon un autre témoin, variait selon les moments :

Un jour la Marine nationale assure la garde, le lendemain l'Aviation, puis le surlendemain l'Infanterie, etc.

Lors du mouillage d'un bateau, les prostituées clandestines venaient proposer leurs services et essayaient de monter à bord. La consigne, par peur des Viêt Minh, était de les abattre si elles y arrivaient. Un soldat témoigne avoir vu une fille, ainsi tuée, retomber dans la rivière et être emportée par le courant...

Après les Français, l'armée américaine installera ses filières de prostitution. Comme l'explique Poulin⁸, l'organisation «rationnelle» de la prostitution au profit des armées, sur de très grandes échelles et impliquant un nombre énorme de personnes, a fourni l'infrastructure des industries du sexe telles qu'elles vont ensuite se mondialiser. Les armées sont les premières à organiser la «réquisition» des femmes et des enfants. Ces phénomènes de traite devenus classiques, recrutement, déplacement, installation, mais organisés avec une logistique militaire, vont ouvrir la voie à l'industrialisation du commerce du sexe. *Comfort Women* japonaises, *Camptowns* ou *Rest and recreation sites* pour les GI's, BMC ou Établissements sanitaires allemands lors de la Seconde Guerre mondiale, où on sait que des centaines de milliers, voire des millions de putains ont été enfermées, ne disparaissent pas plus que les villes édifiées par l'occupant après la décolonisation.

Dans *Le Système de la prostitution militaire en Corée du Sud, en Thaïlande et aux Philippines*⁹, Richard Poulin explique comment la prostitution, organisée de façon massive par les armées japonaises puis américaines dans toute l'Asie du Sud-Est, a présidé à la mondialisation des réseaux prostitutionnels, faisant de ces pays les destinations premières d'un tourisme sexuel devenu mondial. C'est un exemple parmi d'autres, mais l'un des plus spectaculaires.

Entre 1937 et 1945, l'armée japonaise a réquisitionné des dizaines de milliers de Coréennes pour ses «maisons de réconfort». S'y sont ajoutées Chinoises, Philippines, Birmanes, Indonésiennes, etc. Dès la fin des années cinquante, le traité accordant des bases militaires aux Américains en Corée du Sud comprend, dans l'une de ses clauses, l'installation de *Rest and recreation sites* pour les soldats cantonnés sur place. Ces bordels étaient financés et réglementés par le gouvernement coréen, qui fixait le nombre de passes à 29 par jour et limitait la durée des échanges à 30 minutes. À la fin des années 1990, 18 000 putains enregistrées (et 9 000 non enre-

gistrées) servaient les 43 000 militaires en poste en Corée.

S'il n'y avait qu'en Corée! Et s'il ne s'agissait que des troupes! En général, le soldat viole collectivement, de façon brouillonne, les populations, mais il n'avance pas le fric d'un commerce qui fonctionnera à son profit, avant de s'élargir à la terre entière. Le gouvernement états-unien a conclu un accord avec la Thaïlande, en 1967, pour que le pays soit un lieu «de repos et de loisir» pour ses soldats. Il semblerait que quatre millions de dollars aient été prêtés à l'époque pour financer la construction de *Rest and recreation sites*. En une quinzaine d'années, 700 000 soldats américains vinrent se reposer en Thaïlande. Et le système perdure: après la première guerre du Golfe, les troupes américaines furent envoyées en Thaïlande pour reprendre des forces. Bilan des courses: ce n'est un secret pour personne, ce commerce florissant emploie aujourd'hui à peu près deux millions de personnes, dont environ 300 000 enfants. La Thaïlande reste la première destination mondiale du tourisme sexuel, lequel fait sa pelote dans le civil après être né et avoir prospéré dans le giron des grandes muettes.

Plus récemment, un scandale a éclaté, grâce à un rapport d'Amnesty international, sur la traite des femmes en lien avec la présence des soldats de l'ONU¹⁰. Un premier rapport de la MINUK (Mission d'administration intérimaire des Nations unies au Kosovo), en 2002, s'inquiétait du véritable marché aux femmes et aux enfants apparu en Bosnie, dans l'*Arizona market*, énorme zone franche mise en place par la SFOR (Force de stabilisation de l'Otan) à l'initiative des États-Unis, pour «réconcilier par le commerce» les Serbo-Croates et les Bosniaques. Les proxénètes ne se le sont pas fait dire deux fois, et un énorme marché d'esclaves est apparu dans cette zone sous protection américaine. Détail folklorique, l'Office international des migrations a ainsi mis la main sur une fillette de 14 ans qui avait déjà été vendue 22 fois. Le même organisme estime que 250 000 femmes et enfants d'Europe de l'Est alimentent une traite florissante via la Serbie et les États voisins, dont bon nombre se retrouvent à servir soldats, flics et membres des ONG au Kosovo et en Bosnie. Plus grave:

Les soldats de la SFOR, le personnel de l'ONU ainsi que celui des 400 ONG de Bosnie non seulement profitent du marché prostitutionnel comme clients mais en sont même des trafiquants proxénètes dans certains cas. Un rapport de l'ONU, non publié

à l'extérieur de la Bosnie, met en évidence la complicité de la police locale, de la SFOR et même de l'International Police Task Force (IPTF) dans de nombreuses affaires de prostitution, de traite ou de « protection » de ces industries en échange d'argent ou de passes gratuites.

Inutile de préciser que les principaux incriminés jouent les grands seigneurs offensés, mais assurent leurs arrières : depuis les accords de Dayton, le personnel de l'Otan jouit d'une parfaite impunité juridique, et ses personnels ne peuvent être jugés que par leur pays d'origine pour les infractions commises en Bosnie, même si elles sont de nature criminelle. Résultat : la Bosnie et le Kosovo sont aujourd'hui des plaques tournantes de la traite et de la prostitution en provenance de l'Est et à destination de l'Ouest.

Dans un monde régi par l'appropriation des ressources, la guerre et le trafic d'armes, où les bases militaires des riches pays impérialistes sont partout implantées dans les pays pauvres, on voit mal comment la lutte contre la traite et le proxénétisme pourrait faire l'économie de la lutte contre le néocolonialisme. Il semble que chaque mission de maintien de la paix soit une mission d'enracinement de la prostitution de traite à grande échelle par des personnes jouissant d'une immunité juridique. D'autres textes concernant la traite font état des difficultés à la combattre, qui tiennent à un système de criminalité systémique international, fondé sur la corruption à grande échelle et l'opacité financière. Ce qui est valable pour les trafics d'armes orchestrés en sous-main par les États, les barbouzeries en tous genres et l'entretien des « républiques bananières », ce qui permet les agissements criminels des multinationales est aussi ce qui favorise la prostitution de traite. Car, quoi qu'en disent les thuriféraires de la prostitution, qui tendent à minimiser le phénomène, il a littéralement explosé avec la mondialisation et la dérégulation économique, qui se traduit par des tonnes de traités contraignants visant à favoriser la libre circulation des marchandises, fussent-elles vivantes, fussent-elles humaines, et des capitaux, en interdisant progressivement toute mesure de protection locale, toute initiative visant à limiter les abus.

Cette entreprise de dérégulation se traduit par une tentative de décriminaliser progressivement tout ce qui touche aux moyens de réaliser des plus-values qui dépassent l'imagination. La décriminalisation de la traite va dans ce sens. Elle

libère des possibilités de profits inimaginables, par le biais d'une industrialisation, jamais vue encore à cette échelle, du travail et de la prostitution. Car, sur cette terre, l'être humain est la ressource la moins chère et celle qui peut rapporter le plus. L'entreprise taïwanaise Foxconn, devenue tristement célèbre depuis la série de suicides qui ont médiatisé la condition effroyable de ses ouvriers, continue à employer plus d'un million d'esclaves rémunérés, souvent mineurs, en Chine, mais aussi en Inde, pour assembler les téléphones portables et les ordinateurs qui inondent les classes moyennes des pays développés. Les chaînes de prostitution industrielle fleurissent dans les pays régleментарistes, et on voit même se répandre les *Pussy Clubs*, qui sont aux bordels ce que Leader Price est à la grande distribution : ainsi, les femmes sont-elles vendues au forfait, à l'abonnement, trois putes pour le prix de deux, à des prix susceptibles de concurrencer le trottoir. Le pire proxénétisme s'installe dans les bordels, avec d'autant plus de facilité que les contrôles, plutôt coulants, ne le découragent pas plus que les édiles ne découragent les entreprises qui ont la bonté de s'installer sur leur territoire. On ne va pas harceler ces braves gens pourvoyeurs de devises craquantes avec des règlements pointilleux sur le droit des gens ou les contraintes environnementales.

La prostitution, dans une progression de la loi du plus fort vers le droit du plus fort, est la phase II du viol, comme le salariat est la phase II de l'esclavage. Elle substitue à la violence brute une application policée de la violence par le biais de l'argent. Le dédommagement de l'argent la rend socialement acceptable par la victime comme par le bénéficiaire, et verrouille le droit de l'agresseur sur l'agressé. L'argent est ce qui, en emportant l'acceptation de la victime sur la violence qui lui est faite, la pérennise et lui donne une légitimité. On entérine que le plaisir doit être fourni par les faibles au fort, que le travail doit être fourni par les faibles au fort. Le fort a un droit absolu sur le faible, mais il a aussi des devoirs : il doit rester dans certaines limites d'abus, et il doit dédommager le faible. On ne remet plus en question l'inégalité des humains, on accepte de négocier à l'intérieur du cadre défini par le fort : son droit de disposer du corps et du temps des faibles. Toute négociation, tout rapport de force relèvera du détail, pas des fondamentaux. Et plus personne n'aurait l'idée de

dire : nul ne devrait disposer d'autrui si l'égalité est réellement ce vers quoi nous voulons tendre. Le Code du travail, dans son préambule, pose le cadre : la subordination du salarié à l'employeur. Le salarié doit obéir, il doit se soumettre, ce n'est pas lui qui décide. Le reste ne constitue pas un droit du salarié, mais les limites au droit incontesté du patron. De même, une putain pourra toujours poser des limites aux *desiderata* du client, mais à partir du moment où elle accepte l'argent, elle doit lui fournir ce qu'il veut, elle doit se soumettre à l'usage qu'il fait d'elle.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que la prostitution, faite de violence sexuelle pacifiée et légitimée par l'argent, soit à ce point associée à la guerre. Comme le dit Karima Guenivet dans *Femmes, les nouveaux champs de bataille*¹¹, qui traite des violences de genre associées aux situations de guerre, viols ou prostitution,

Dire qu'il existe une relation entre l'acte de guerre et un comportement sexuel agressif relève du truisme. Dans les deux cas, la conquête et la soumission sont la raison d'être. Des études anthropologiques indiquent que la violence sexuelle masculine n'est pas biologiquement inévitable mais qu'elle se produit quand la masculinité est associée à l'agression et à la conquête. Dans un tel climat, les symboles de la masculinité que sont la domination et le pouvoir sont exacerbés, et seul un comportement sexuel dominateur et violent définit les relations homme-femme.

Comme je l'ai développé plus haut, le conditionnement à une sexualité autocentrée et violente est nécessaire tant il ne coule pas de source. Ces jeunes hommes indéterminés que la guerre, et parfois la paix, initie brutalement à une sexualité de pouvoir, sont parfois conscients de l'impact que ce conditionnement a eu sur eux. Comment ne pas être touchés du témoignage de Jean Faure, cité par Jean-Charles Jauffret dans *Des hommes et des femmes en guerre d'Algérie*¹², au retour de la guerre ?

Pourquoi faut-il que toutes les filles qui s'offrent à moi ne m'emportent pas et me laissent indifférent ou indécis, alors que je rêve de « violence » ?, note-t-il huit mois après son retour. *Je suis né dans le bled, en Algérie, dans la guerre. Je voudrais mourir à la guerre pour renaître à l'amour...*

La sexualité de pouvoir, malheureusement, tend à détruire ou empêcher le développement d'une sexualité d'échange. Paroxystique, elle

fonctionne sur un mode addictif et transgressif. Au pire, celui qui a réalisé ses fantasmes sur quelqu'un de soumis par les circonstances n'arrive plus à trouver un terrain d'entente sexuelle ni même de rencontre, dans un autre contexte. La réalité est toujours en deçà de ses fantasmes ou de ses transgressions. Plus loin, Jauffret remarque encore :

À son retour, son langage est devenu plus vulgaire, et son désir des femmes et de l'amour est exprimé de manière beaucoup plus crue, plus explicitement sexuelle. Il note ainsi, trois jours après son retour : « Il me faudrait une petite pour me changer les idées. Mais je m'en méfie comme de la peste et je me méfie encore plus de moi-même. Je préférerais encore me branler plutôt que de me lancer "corps et biens" dans je ne sais quelle aventure ! Surtout, pas de chaînes », avant de noter, étonné, « mon arme me manque. J'ai l'impression de chercher sans arrêt mon PM ».

Quelle étonnante découverte, la guerre rend inapte à la paix. Le nombre de vétérans du Vietnam qui se sont suicidés (150 000) dépasse aujourd'hui le nombre de ceux qui sont morts sur le théâtre des opérations (58 000)¹³. On peut tout faire pour servir les intérêts financiers d'une poignée de vautours : entretenir des foyers de guerres juteuses partout, qui permettront de façon secondaire d'entretenir une tout aussi rentable guerre des sexes, et généraliser ce système meurtrier de profit à la planète entière. Un BMC à l'échelle mondiale, bien géré par les grandes instances internationales, où les néo-colons baissent jusqu'à l'os les néo-colonisées, tandis que le proxénétisme innocenté fait péter la banque. Le rôle de la sexualité de pouvoir comme conditionnement lourd pour entretenir une guerre des sexes qui n'est pas liée que métaphoriquement à la guerre tout court est chanté par Souchon dans *Les jupes des filles*. Tout y est : la dépersonnalisation des individus, qui ne sont plus que des garçons ou des filles considérés comme ennemis, la restriction des rapports intersexués à la sexualité, la centralité de cette motivation qui envahit follement, comme un cancer, tout le champ des motivations humaines, l'amertume, la rancune, le fatalisme fondé sur l'impossibilité psychologique de sortir de cette nasse de la sexualité autocentrée, le mépris sexiste et le lien direct du sexe avec la guerre, la culpabilité des femmes enfin, coupables, toujours, de s'exhiber, de se refuser, d'être la personnification de l'impuissance des hommes à contrôler leurs élans.

J'ai exploré jusqu'aux soubassements les arguments en faveur de la prostitution, qui tous dénigrent évidemment la prostitution dite de contrainte (tout en s'écharpant à plaisir sur la notion de contrainte) pour mieux valoriser la prostitution dite de libre choix (notion sur laquelle les empoignades ne sont pas moins sanglantes). Commençons donc par ce qui fait consensus, ça déblaiera le terrain.

Tout le monde s'accorde sur la criminalisation de la prostitution enfantine, sur celle des mineurs, sur la prostitution forcée et sur la traite d'êtres humains, en tout cas celle qui est le fait de mafieux psychopathes qui enlèvent ou achètent, violent, déportent et livrent à la prostitution principalement des enfants et des femmes. Les réseaux ainsi restrictivement définis existent, les guerres et les crises facilitent leur action, ils sont donc en expansion.

La plupart du temps, les réseaux de proxénétisme se contentent d'exploiter, souvent de façon assez lourde, la prostitution d'autrui. Ils organisent la logistique de la prostitu-

tion et font un copieux beurre sur le pain de fesse. Prétendre que moins de 10 % des putains sont sous la coupe de proxénètes, comme le font les syndicats de putains, me paraît une grossière contre-vérité ou un vœu pieux. En 2020, malgré le confinement, 53 réseaux de proxénétisme et de traite ont été démantelés. Les réseaux qui assurent une logistique complète peuvent engranger couramment jusqu'à 70 % des gains. Le phénomène, qui inclut le recours au racolage cybernétique, est en nette expansion. Inutile de préciser que le nombre de réseaux démantelés ne correspond pas au nombre de réseaux existants. J'ai laissé de côté les arrestations individuelles de proxénètes, évidemment beaucoup plus nombreuses (875 en 2020). ■



Le cochon n'est pas un porceau...

1. Jacques Rossiaud, *L'Amour vénal, la prostitution en Occident (XII^e-XVI^e siècles)*, 2010.
2. Madeleine Lazard, *Les Avenues de Fémynie, les femmes et la Renaissance*, 2001.
3. Jacques Rossiaud, *Prostitution, jeunesse et société dans les villes du Sud-Est au XVI^e siècle*, 1973.
4. *Shame*, film de Steve McQueen, 2011.
5. *Putains de guerre*, film de Stéphane Benamou et Sergio G. Mondelo, 2013.
6. Christelle Taraud, *La Prostitution coloniale, Algérie, Maroc, Tunisie (1830-1962)*, 2003.
7. Jean-Marc Binot, *Le Repos des guerriers, les bordels militaires de campagne pendant la guerre d'Indochine*, 2015.
8. Richard Poulin, *Occupations militaires, la prostitution érigée en système*, 2004.
9. Richard Poulin, *Le Système de la prostitution militaire en Corée du Sud, en Thaïlande et aux Philippines*, 2006.
10. « So does that mean that I have rights ? », Protecting the human rights of women and girls trafficked for forced prostitution in Kosovo, Rapport Amnesty, 2004.
11. Karima Guenivet, *Femmes, les nouveaux champs de bataille*, 2006.
12. Collectif, *Des hommes et des femmes en guerre d'Algérie*, 2003.
13. « Vietnam, les vétérans américains suicidés », *L'Humanité*, 2015.

8. Un peu de générosité dans ton égoïsme

Réjouissons-nous mes frères, mes sœurs, tout n'est pas noir, tout n'est pas blanc. Il existe une bonne et une mauvaise prostitution (tout comme il existe un bon et un mauvais capitalisme). Hardi ! Revenons aux fondamentaux.

Pour 2021, quelques faits grappillés au hasard dans la presse :

✱ 5 mars 2021 : un réseau international prostituant une trentaine de jeunes femmes venues de Roumanie et d'Amérique du Sud a été démantelé simultanément en France, Espagne, Italie et Roumanie. Les jeunes femmes étaient enfermées dans des AirBnB, menacées et sous la surveillance de caméras. Le réseau avait été signalé en 2020 par deux jeunes Colombiennes séquestrées et prostituées de force, qui avaient réussi à s'enfuir. Il s'agissait de prostitution tournante concernant 17 villes en France.

✱ 1^{er} juin 2021 : à Lyon, 3 hommes et 2 femmes mis en examen pour proxénétisme aggravé, traite, blanchiment, association de malfaiteurs. Ils contraignaient une centaine de Dominicaines à se prostituer dans 80 camionnettes.

✱ 4 octobre 2021 : 8 hommes et 5 femmes, originaires du Nigeria, passent en jugement pour traite et proxénétisme aggravé. Une vingtaine de jeunes Nigérianes étaient prostituées sur Marseille.

✱ 23 octobre 2021 : 6 légionnaires originaires des pays de l'Est, dont certains encore en exercice, sont arrêtés à Nîmes et dans les Bouches-du-Rhône et mis en examen pour proxénétisme aggravé, traite d'êtres humains, blanchiment d'argent et association de malfaiteurs en vue de commettre un crime. Ils commercialisaient des jeunes femmes venues de l'Est, dont une Ukrainienne, arrêtée par les douaniers avec une somme extravagante et une quantité non moins

extravagante de préservatifs. Les légionnaires avaient embauché une standardiste pour gérer les passes.

✱ 18 novembre 2021 : après une longue investigation déclenchée par la fuite, en 2019, d'une jeune Paraguayenne, l'OCRTH (Office central pour la répression de la traite des êtres humains), en coordination avec les flics espagnols et paraguayens, démantèle un réseau de prostitution d'abattage exploitant en appartements de façon « industrielle » une quarantaine de jeunes Paraguayennes en France. 160 000 euros en liquide saisis dans les appartements.

✱ 9 décembre 2021 : démantèlement d'un réseau chinois exploitant une cinquantaine de femmes, 70 000 euros saisis.

✱ 20 décembre 2021 : 8 hommes, dont un mineur, mis en examen pour proxénétisme aggravé et association de malfaiteurs, pour avoir prostitué des adolescentes dans des AirBnB.

✱ Etc.

Le nombre d'adolescentes victimes de proxénétisme a littéralement explosé, augmentant de 600 % entre 2014 et 2021. Cette prostitution, parfois ultra-violente, concerne des gamines en rupture, fugueuses ou peu entourées, de n'importe quel milieu. Âgées de 14 à 17 ans en moyenne, elles peuvent être violées, terrorisées, droguées et séquestrées. Il arrive aussi qu'elles se prêtent à un véritable abattage, où elles trouvent une forme de valorisation sociale par l'argent et la séduction. Ce phénomène, d'ampleur mondiale, semble sanctionner la phase terminale

d'un consumérisme qui éblouit les plus vulnérables avant de les anéantir dans son effondrement programmé. Comme en tout marché, l'inflation de l'offre entraîne aussi un effondrement des prix et une dévaluation toujours plus féroce de la marchandise humaine.

On peut faire d'entrée quelques remarques. Les démantèlements de réseaux ne se produisent que difficilement, à cause de pratiques courantes aujourd'hui, telles que les «sex tours», où les filles tournent dans toute une région, voire sur tout un continent, ne restant souvent qu'une à trois semaines sur place, avec une logistique au cordeau qui permet de canaliser la clientèle par Internet. En outre, une grande partie de la prostitution de traite se déroule dans des lieux fermés où les filles sont claustrées (appartements, hôtels périphériques), ce qui rend leur repérage extrêmement difficile. Selon les associations, on approche assez facilement les prostituées indépendantes, mais les putains sous la coupe de réseaux sont pratiquement impossibles à contacter, car elles sont surveillées comme le lait sur le feu. Depuis quelques années, la prostitution de rue est devenue très minoritaire. Les femmes prostituées sur le bord des routes, phénomène en expansion, sont très mobiles et restent peu de temps au même endroit.

Le tableau dressé est éloquent: les réseaux, très fluides, parfois transnationaux, ont tendance à proliférer à la faveur de la crise, de la dérégulation générale, du durcissement des lois sur l'immigration et de la banalisation du fait prostitutionnel. Les pro-prostitution sous-évaluent la traite par principe, mais de fait n'en savent pas plus que les flics sur ces réseaux très

fluides et à la logistique bien rodée. On en apprend plus par les clients de la prostitution, qui sur leurs sites évoquent fréquemment ces filles qui ne parlent quasiment pas français, qui parfois ne correspondent pas à la photo, qui reçoivent les clients par palanquées, qui ont des cicatrices, des bleus, qui sont visiblement en mauvaise santé.

Le paysage de la prostitution a considérablement changé en quelques années. On a vu que les phénomènes de traite liés aux différents fronts de guerre n'allaient pas en s'améliorant. On a vu arriver en masse les Russes, les Bulgares, les Roumaines, les Ghanéennes, les Chinoises. Si les putains françaises étaient majoritaires dans les années quatre-vingt, ce n'est plus le cas. Il est vraisemblable que la majorité d'entre elles sont indépendantes et exercent dans des conditions qui ne sont pas rendues insoutenables par la clandestinité, le déracinement et la précarité. Se prostituer quand on a un compte en banque, un appartement à son nom, un réseau de connaissances, et qu'on parle sa langue maternelle ne saurait se comparer à la situation de quelqu'un qui, n'ayant pas de papiers, n'a pas de compte en banque et donc gère tout en liquide, qui n'a pas de logement à son nom, qui doit passer par des intermédiaires pour tous ses besoins et vit dans la constante paranoïa des contrôles d'identité. Cette situation, tous les clandestins la connaissent. Le durcissement des lois sur l'immigration, comme le fait remarquer une bénévole du Nid, familière des prostituées africaines, a contribué à augmenter la prostitution, même quand les réseaux sont démantelés par ailleurs. On ne peut parler là de prostitution de choix sans faire preuve de mauvaise foi. Il paraît vraisemblable que les putains étrangères en situation irrégulière soient majoritairement sous la coupe de proxénètes ou de réseaux de proxénètes.

Or, les étrangères sont beaucoup plus nombreuses aujourd'hui que les Françaises. Je me fie davantage aux sites de clients qu'aux

sites de prostituées, car celles-ci ne représentent pas plus les clandestines que les syndicats, en règle générale, ne représentent les travailleurs clandestins. Elles se trouvent même, par le fait, en concurrence avec elles. Ce milieu est loin d'être homogène, mais les plus précaires, comme dans tous les milieux, n'y sont jamais entendues ni visibles. Ce qu'on peut remarquer, c'est que la traite avec menace et vio-



lences, la traite de mineur·es existe en France, qu'elle n'est pas marginale, et qu'elle augmente. Si tout le monde est d'accord pour lutter contre elle, alors tout va bien. Toutes les tentatives pour la relativiser ou la minimiser lui ouvrent un boulevard.

La bonne prostitution serait donc celle qui se pratique dans des conditions de sécurité, dans un bon rapport de force par rapport au client, sans clandestinité, avec un compte en banque, ouvertement. La mauvaise serait celle qui se pratique dans l'insécurité, la précarité, clandestinement, sous la contrainte. Ce point de vue élude un des fondamentaux de la prostitution, celle qui consiste à vendre des services sexuels à des clients. Or, comme chacun sait, le client est roi. Le client, parfois, va chez mon libraire, mais souvent aussi il va chez Amazon parce qu'il y trouve tout, même les trucs les plus baroques, pour trois fois moins cher. D'occase, d'accord, mais et alors ?

Le client, s'il aime la lecture, bouffera à tous les râteliers. Et s'il aime le cul tarifé, il bouffera aussi à tous les râteliers. Il baisera des fillettes manifestement mineures et des femmes manifestement contraintes. Il essaiera différentes choses. Il sera prêt à y mettre le prix, mais aussi à sauter sur l'occase qui se présente au coin de la rue, entre deux bagnoles. Le client n'en a strictement rien à foutre du confort ou de la sécurité de la putain. Le principe même de la prostitution est de payer pour n'avoir pas à se soucier de son partenaire. La tare est à l'origine du système : le client ne veut pas avoir une relation sexuelle, il veut baiser quelqu'un.

La prostitution « bonne » et la prostitution « pas bonne » ont les mêmes clients. Et ces clients, eux, tiennent à leur liberté de choix. Pour cela, ils ont beau jeu de faire jouer la concurrence. Les clients n'ont pas du tout intérêt à ce que les putains soient dans les meilleures conditions. Ils iront toujours chercher la putain acculée, prête à tout pour pas grand-chose. On ne peut pas responsabiliser les gens dans la moitié d'une responsabilité. Leur dire qu'ils ont bien raison d'être égoïstes, mais que, quand même, il faut que leur égoïsme ait des limites. Il suffit de voir autour de soi comment Monsieur tout le monde casse les prix et recourt au black, pour payer sa terrasse ou ses petits travaux, pour comprendre comment réagit le *punter* moyen.

Comme je l'ai dit plus haut, l'argent a pour fonction d'entériner et de donner une forme civilisée au droit du plus fort. La prostitution est un viol civilisé. L'homme veut baiser la femme, il le fait parce qu'il est le plus fort, qu'elle soit d'accord ou pas. On a deux évolutions possibles : dans l'une, l'homme ne va plus baiser la femme que si elle est d'accord, il va intégrer dans son comportement une possibilité, qui est la liberté de l'autre, de ne pas faire ce qu'il veut. Dans l'autre, il va conserver le droit de faire ce qu'il veut, à condition de dédommager la personne qui en subit le préjudice : il va payer. Il peut payer après, ce qui se voit dans toutes les justices coutumières, mais il peut aussi se faire que, pour décriminaliser l'affaire, soit instauré un dédommagement anticipé qui permet de légitimer l'abus. L'homme conserve son droit du plus fort, mais il substitue la violence symbolique de l'argent à la violence concrète du coup de poing dans la gueule. La femme, en acceptant le dédommagement de l'argent, abandonne le droit de se refuser. Elle reste soumise au droit du plus fort, mais sans violence physique. Et le droit arbitraire du plus fort rentre dans la loi commune, sous une forme socialement acceptable.

Il en est de même du travail : l'esclave doit travailler pour le puissant. L'évolution suivante pourrait être que certains hommes cessent de travailler pour les autres, que certains abandonnent leur temps, leur force et jusqu'à la maîtrise de leur vie aux autres. Mais ce n'est pas ce qui va se passer. Le dédommagement du salaire va faire accepter aux travailleurs l'abandon de leur temps, de leur force, de l'organisation de leur vie. Et les maîtres d'esclaves deviennent des patrons. L'inégalité structurelle entre dans la société sous une forme légitimée.

La bonne prostitution n'existe pas plus que le bon travail. Elle est injuste et inégalitaire dans son principe. Et, en légitimant l'égoïsme et l'irresponsabilité du client, qui font son beurre, la bonne prostitution fournit le matériau de la mauvaise prostitution. Tout le monde s'accorde à dire que, dans les pays réglementaristes, la demande décomplexée fait exploser l'offre la plus déshumanisée et la plus sordide. La prostitution légale est un produit d'appel de la prostitution illégale. On ne peut absolument pas dissocier l'une de l'autre. Partout où un marché s'organise, il englobe toutes les formes de fraude et de contrefaçon, de *dumping* et de concurrence

pour traire sa clientèle. Quand la matière première est humaine, ou simplement vivante, c'est un désastre. Quand le produit est le sexe, le corps humain, c'est un carnage. Ah, on peut vendre ça ? Hosanna, il y en aura pour tous les goûts, toutes les bourses, du bio et du dégueulasse, du moral et du transgressif.

Dans ce monde où guerre et pauvreté font des ravages, la matière première ne fera jamais défaut. La prostitution est comme le capitalisme, comme le colonialisme ou l'esclavage : elle n'a pas de visage humain, son principe même est taré, injuste, fondé sur l'inégalité et la primauté de l'argent. Elle ne serait acceptable que dans une société où tout le monde aurait les mêmes revenus et les mêmes droits – mais alors elle n'aurait aucune raison particulière d'exister aussi massivement, d'être centrale dans l'imagerie des rapports de sexe, de s'imposer au point de constituer un obstacle quasi infranchissable à l'égalité des sexes et à la liberté de mœurs.

Le mépris et la violence sont constitutifs du rapport prostitutionnel : c'est parce qu'il permet d'exprimer sans retenue l'indifférence au ressenti de l'autre et l'exigence de manipuler, toucher, pénétrer son corps sans avoir à se soucier de lui, que ce rapport est attractif. Les études qui se multiplient, enfin, sur cet autre versant de la prostitution que représentent les clients, à savoir la demande¹, commencent à donner d'eux une image aussi précise que peu flatteuse : sexuellement nombrilistes, hostiles au plaisir de l'autre dont l'éventualité les met mal à l'aise, revendiquant leur répugnance à s'engager, ils expriment parfois une véritable haine des femmes et, en tout cas, de façon récurrente, une incapacité à accepter l'égalité sexuelle jusqu'au sein de la sexualité. En gros, ils ne veulent pas de *feed-back*, ils ne veulent pas de réciprocité dans le sexe, ils ne veulent pas se prendre la tête avec ce que l'autre aime ou pas, leur partenaire idéal est un technicien frigide qui garde la tête froide pour les servir avec efficacité. Les femmes ne les intéressent pas, ils veulent juste avoir accès à leur corps. Et, surtout, ils ne veulent pas d'un dialogue, d'un échange, ils veulent écrire seuls et uniquement pour eux-mêmes le scénario. Un client, dans une entrevue, disait tout de go qu'il se foutait complètement que certaines putains fussent trafiquées, maltraitées, violées, contraintes². Il en avait conscience, ce n'était pas son problème. Au moins, celui-là affichait-il son cynisme. Il est vraisemblable que

la plupart des *punters* pensent de même, ou alors leur crétinisme dépasse l'entendement. Est-ce que des opinions de cet ordre peuvent servir de base aux règles qui régissent une société, c'est la question qu'il serait bon de se poser. Dans une construction sociale où l'argent, non seulement définit le pouvoir, mais fournit le droit à l'irresponsabilité (« J'ai payé, j'ai le droit »), acheter un service sexuel, c'est aussi acquérir le droit paradoxal de ne pas se sentir le moins du monde engagé envers la personne qui le fournit. Tout contrat, pourtant, est fondé sur un engagement réciproque. Mais on va voir ce que le contrat prostitutionnel a de particulier qui empêche son inclusion dans les autres formes de services à la personne.

Un usager, quel qu'il soit, est tenu de respecter des limites globales tacites : il achète un service, pas un droit sur une personne. Il ne la choisira pas sur son apparence physique. Dans tout autre service, cette exigence ferait, et à raison, pousser de hauts cris. Quand on regarde les catalogues d'escorts, comme du reste les publications pornographiques, on a l'impression de se trouver au zoo ou à la boucherie.

Le contrat prostitutionnel n'est pas seulement de service : il met la personne même de la putain en location pour un temps déterminé. Or, socialement, les personnes dont on dispose ainsi à discrétion sont ressenties comme des esclaves, on les méprise, on ne les respecte pas, on en use avec violence. Cela n'est pas propre au sexe, mais au statut de personne publique qui n'exerce pas son choix, qui est soumise physiquement et de façon anonyme à tous. Il n'existe pas d'autre service qui se fonde sur des pratiques intrusives, et parfois violemment et excessivement intrusives sur le corps de l'autre. Un corps ainsi dévalué ne peut être associé à une personne dont le statut social est comparable à celui de qui en use. Ce qui frappe sur les forums de *punters*, c'est que leurs jugements sur les putains sont aussi invasifs que leurs contacts physiques. Ils ne jugent pas que des services, mais des corps, de l'apparence, de la texture, des défauts de peau, de l'élasticité des sphincters, de la taille de la langue. Tant qu'il y aura des clients, ils seront irresponsables, méprisants et abusifs. Certains emplois sont systématiquement exercés par des personnes déclassées, méprisées, et se caractérisent par un haut degré de précarité, de danger et d'insécurité. C'est le

cas du travail agricole dans l'agriculture industrielle mondialisée, c'est le cas des BTP, d'une grande part des services à la personne, du nettoyage, de la marine marchande, de la prostitution. Ils réclament des compétences réduites, une soumission absolue, l'interchangeabilité et un *turn-over* constant. Ils génèrent des profits énormes, et la mortalité y est effrayante. Même si on cesse un jour de stigmatiser le sexe, un certain type de sexe, celui qui est transgressif, violent, qui abîme le corps, qui place en position d'outil, de jouet, sera toujours lié au flétrissement social des personnes sur qui on l'exerce. La prostitution infantile, les *gang-bangs* [voir liste, p. 61], les actes zoophiles, la scatologie, les pratiques extrêmes qui distendent et bousillent le corps, les actes dégueulasses et dangereux sont pratiqués sur les personnes les plus stigmatisées, qui sont la plupart du temps d'origine subsaharienne. Avec elles, les clients se lâchent en beauté, soulignant la composante raciste de cette forme de sexisme qui préside à la prostitution.

Certaines féministes d'opérette, c'est le cas de Badinter, estiment qu'on n'a pas à domestiquer la sexualité des hommes. Ah bon? Pourquoi? On n'a pas le droit de casser la gueule aux gens, ni de détruire les équipements publics, ni de s'introduire par force chez autrui, non plus que de torturer son prochain. On n'a pas le droit, c'est heureux, de violer ni de tuer. Pourtant, ça pourrait être marrant de le faire de temps en temps. Mais voilà, nous formons des sociétés un peu policées où nous nous efforçons de réguler et canaliser la violence. Nous avons besoin d'un espace de droit accessible à tous. Sauf dans la sexualité. La sexualité, ce n'est pas pareil. La sexualité, tout est permis. Enfin, c'est comme dans Sade: tout est permis aux riches sur les pauvres. Bravo Élisabeth, ça, c'est de la pensée philosophique de haut niveau!

Cette vision de la sexualité, forcément transgressive (sinon ce n'est pas marrant), découplée de toutes les autres activités humaines, dans un statut particulier, rappelle le poids dans nos sociétés de la flétrissure qui y est traditionnellement attachée, ainsi que de la récurrence des valeurs inégalitaires. Qui transgresse quoi? Sur qui? Pourquoi la sexualité serait-elle transgressive? Qu'est-ce que la transgression? C'est tout ce dont la prostitution fait son beurre, et qui commence par le déni du partenaire en tant que personne. C'est la violence, c'est le mépris, c'est

évidemment la non-réciprocité. C'est la cruauté, c'est le viol. C'est de faire baiser une Africaine avec un berger allemand, de mettre deux bites dans le cul d'un jeune Roumain. Si ça, ce n'est pas de la transgression, qu'est-ce qui en est alors?

La transgression, on le constate, est un horizon en fuite. Elle va toujours plus loin. Elle est issue de l'interdit religieux et de la culture millénaire de haine du sexe et des femmes propres à nos sociétés. Les peuples les plus épanouis, ceux qui valorisent le sexe, qui ont une culture égalitaire, n'ont pas besoin de torturer des petits enfants pour arriver à bander. Il se fait que l'orgasme leur vient simplement, avec le sourire, dans le partage du plaisir. Le sexe, pour eux, n'a jamais été ni crade, ni féroce, ni compliqué. C'est juste un des plus grands plaisirs de l'existence, c'est gratuit, et c'est offert avec la vie, comme la lumière et le chant des petits oiseaux. Mais tout ça ne nous dit pas comment faire de la caillasse, alors revenons aux titres de nos magazines: le sexe est transgressif. Comment mettre du piment dans vos relations. L'érotisme, selon Sade. Ranimer la libido. Êtes-vous sensuelle? Ce que les hommes aiment. Sexe et transgression. Sexe: sans transgression, pas de plaisir. Freud et le sexe. Le sexe et Sade.

Et pourtant, même à l'époque de Sade, cela ne faisait pas consensus. Le sexe franc, le sexe cru, la littérature et l'iconographie libertine et obscène sont principalement inspirées de situations de viol ou de prostitution, et la plus grande idée qu'on puisse se faire de la liberté érotique est la licence de baiser qui on veut comme on veut. Il faudra que Sade se fende des horreurs portées aux nues, qui lui ont valu que son nom devienne synonyme de la plus atroce cruauté sexuelle, pour que l'humble Restif de la Bretonne³ ponde un *Anti-Justine ou les délices de l'amour*, où enfin on voit jouir des filles et des femmes. L'auteur de *Dom Bougre, portier des Chartreux* a le dessein louable de faire bander ses pareils sur la volupté des femmes et non sur leurs souffrances. Comme il le professe lui-même,

Mon but est de faire un livre plus savoureux que les siens, et que les épouses pourront faire lire à leurs maris, pour en être mieux servies; un livre où les sens parleront au cœur; où le libertinage n'ait rien de cruel pour le sexe des Grâces, et lui rende plutôt la vie, que de lui causer la mort; où l'amour ramené à la nature, exempt de scrupules et de préjugés, ne présente que des images riantes et voluptueuses.

Et, en effet, voilà un opus où le gamahuchage tient un rôle éminent et où les éjaculations féminines se produisent en rafale. Les deux hommes se haïssaient, Restif étant sincèrement choqué par ce parti pris de cruauté, et Sade considérant très aristocratiquement Restif comme un gueux, un « auteur de Pont Neuf et de Bibliothèque bleue ». La querelle est intéressante, car la « Bibliothèque bleue » désigne une littérature populaire diffusée dès 1602 en feuillets de mauvaise qualité, mais à très bon marché, précurseuse des *pulps* états-uniens et plus ou moins contemporaine de la littérature de cordel portugaise puis brésilienne. Comme ces deux autres littératures destinées à un public populaire, et souvent écrite par des auteurs non moins populaires, elle empruntait aux contes, aux légendes et à la geste médiévale. Elle constituait une sorte de résistance culturelle du peuple à l'hégémonie culturelle de ce qu'on n'appelait pas encore les classes dominantes. Aristocrates puis grands bourgeois en eurent le plus profond mépris, la trouvant superstitieuse, naïve, grossière. Que Sade ait eu cette opinion sur Restif – fils de laboureur, qui tenait son nom de la métairie où son père s'établit quand il avait 8 ans, puis qui fut ouvrier typographe et qui eut mille vies licenciées – en dit long. Les livres de la Bibliothèque bleue étaient distribués par les bouquinistes établis sur le Pont Neuf, au grand dam des vrais libraires du quartier, qui obtinrent leur expulsion en 1619. La chose fut confirmée par un arrêté royal en 1742, mais il faut croire que vendeurs et lecteurs continuèrent à enfreindre joyeusement les règlements pour se livrer au vice de la lecture.

La détestation réciproque de Sade et Restif n'a rien d'étonnant : le sadisme en matière érotique, fondé sur l'expression la plus féroce du despotisme sexuel, nécessite une dissymétrie extrême entre les partenaires. Un mépris haineux en est le moteur, qu'on peut trouver logique dans une classe tout entière vouée à prouver perpétuellement sa supériorité sur le reste des humains. Il est inévitable que cette mentalité particulière érotise la domination la plus radicale. Elle est ancrée dans la nature même : Sade le dit très clairement :

C'est de la nature que je les ai reçus, ces penchants, et je l'irriterais en y résistant ; si elle me les a donnés mauvais, c'est qu'ils devenaient ainsi nécessaires à ses vues. Je ne suis dans ses mains qu'une machine qu'elle meut à son gré, et il n'est pas un de mes crimes qui ne la serve ; plus elle m'en conseille, plus elle en a

besoin : je serais un sot de lui résister. Je n'ai donc contre moi que les lois, mais je les brave ; mon or et mon crédit me mettent au-dessus de ces fléaux vulgaires qui ne doivent frapper que le peuple.

L'essentialisation de la domination chère aux classes dominantes ne saurait être mieux exprimée.

La Révolution a ouvert la lente mais inexorable conformation des classes populaires, paysans puis ouvriers, aux bourgeoises façons d'être. Tant que le petit peuple n'avait pas accès à la propriété, nid douillet de l'individualisme, il restait vaincu certes, mais avec une conscience aiguë que ses intérêts n'étaient pas exactement ceux du seigneur, de l'évêque et du Roy. Jamais l'absolutisme ne réussit à faire ce que réalisa en quelques siècles la bourgeoisie capitaliste : liquider non seulement les communs et l'autonomie populaire, mais imposer ses valeurs individualistes et privatives. De ce peuple énorme et bigarré de paysans et de forestiers proches de la terre et plutôt enclins à se débrouiller collectivement, on arrive en l'espace de quelques siècles à une majorité de salariés urbains dépendants de l'argent, parlant tous une langue commune, et homogénéisés autant que fragmentés par une culture de masse monopolistique célébrant la guerre de tous contre tous. Le rêve individualiste est d'avoir une maison à soi, un conjoint et des enfants, et de faire carrière, ou du moins d'avoir un bon travail, un travail qui permette de vivre. Quel impact a eu cette acculturation par le haut sur la sexualité populaire ? De tout temps, la sexualité des classes populaires a radicalement différé de celles des nobles, riches et dépositaires de l'autorité. Les classes ne sont pas seulement des réalités économiques et politiques, elles se distinguent aussi par des cultures spécifiques. La culture sexuelle est évidemment beaucoup plus égalitaire et sensuelle chez les paysans qu'elle ne l'est dans la noblesse. Comme le dit Jacques Le Goff⁴ :

Dans les campagnes, hommes et femmes dorment dans le même lit, se baignent nus ensemble. On se touche, on badine dans les prés et les étables, on se découvre dans les veillées... Partout, on vit des expériences préconjugales en se contrôlant. On se caresse avant de s'épouser. Ou on s'épouse parce que l'on s'est caressé. La mariée est souvent une fille enceinte que le groupe de jeunes conduit à l'autel. (On parle des alentours de 1600).

A contrario, dans l'aristocratie, puis la grande bourgeoisie,

c'est très différent. Garçons et filles sont séparés à partir de 7 ans. Les garçons entrent dans un univers masculin où on sacrifie à des rites initiatiques virils, militaires, ou alors ils reçoivent une formation cléricale ; les filles restent avec leur maman. Elles ne sont présentées à leur futur mari que le jour des fiançailles. Quelques visites de convenance, des entretiens compassés, c'est tout. Ce sont deux étrangers qui se lient. Les cas d'incompatibilité dans les couples sont donc très nombreux, et les rapports conjugaux, brutaux. L'homme trouve sa jouissance au plus vite, sans se soucier de son épouse. Souvent, celle-ci se voit associée à un maniaque ou à un jaloux qui la terrorise.

La sexualité des hommes se scinde entre le devoir procréatif et les défoulements qu'autorisent toutes les formes de prostitution, de viol... et d'adultère. Pour les femmes, ce sera l'adultère, avec les risques qu'il comporte.

On comprend mieux le clivage entre Restif et Sade. La coutume sexuelle découlant de l'apologie culturelle de l'inégalité la plus féroce, verrou de la légitimité que les classes dominantes se donnent à elles-mêmes pour régner sur les autres et en disposer, s'oppose à une sexualité plus libre, plus égalitaire et ayant, comme dans toute communauté soumise à l'oppression, un grand souci de l'autre. Non que les viols collectifs n'existent pas dans le monde paysan. Mais ils n'empêchent pas beaucoup de couples de s'entendre jusqu'au fond de leur paillasse. Ceci pour dire qu'il serait bon d'examiner le porno pour ce qu'il est : l'expression idéologique d'un rapport de sexe où, dans la quasi-totalité des cas, une femme (ou un homme, ou un enfant) est mise à la disposition d'hommes pour qu'ils en jouissent, comme le client qui a payé jouit de la putain qui ne le désire pas. Ce qui est représenté est une sexualité dont le moteur exclusif est l'érotisation de la domina-

tion, en quoi elle est plus en phase avec Sade qu'avec Restif. Que les visées du porno soient aphrodisiaques, que les rapports sexuels n'y soient pas simulés, on l'a compris. La question qui subsiste, c'est en quoi, et depuis quand, et pour qui, la cruauté est-elle aphrodisiaque ? Sade fut attaqué en justice sur plainte de roturières qu'il avait brutalement malmenées. Certaines, deux petites bonnes à tout faire, étaient des enfants. Mais il semble que ce comportement (séquestration, viols, tortures) n'avait rien d'exceptionnel dans la famille, puisqu'à l'occasion d'une dispute portant sur des raisons de jalousie libertine, le marquis a pu écrire à l'abbé, son oncle :

L'année passée la Provence retentissait d'une fille que vous receliez dans votre château de Saumanes [...] récemment encore deux Lyonnaises sont venues me trouver pour se plaindre à moi de forts mauvais traitements reçus, disaient-elles, au château de Saumanes. (La lettre, partiellement perdue, faisait allusion à un autre méfait qui aurait pu valoir l'embastillement à l'abbé.)

Si on en croit le passage, dans *Le Guépard*, de Lampedusa, où Tancredi et Angélique, se poursuivant dans la vénérable et labyrinthique demeure du prince, tombent sur un de ces funestes cabinets dérobés où l'ancienne aristocratie avait coutume de se délasser et se confirmer dans son impunité en molestant quelque enfant du peuple, ces pratiques n'étaient pas rares, au point d'entrer dans l'architecture même. Scénario tout à fait conforme au *gonzo*⁵, et qui s'éloigne vertigineusement de la simple idée de sexe partagé. Quand on regarde le porno le plus massivement diffusé, on comprend pourquoi il est principalement consommé par des hommes. Par contre, on déplore que la bourgeoisie libérale ait réussi à insuffler aux dominés un tel amour de l'inégalité. ■

1. Saïd Bouamama, *L'Homme en question, le processus du devenir-client de la prostitution*, 2004.

2. Liban : une enquête sur les « clients » soulève de nouvelles questions, Mouvement du nid, 2015.

3. Restif de la Bretonne, *L'Antijustine, ou les délices de l'amour*, 1798 (Gallica).

4. Jacques Le Goff, historien médiévaliste.

5. Gonzo : catégorie de films pornographiques se caractérisant par des plans très rapprochés...

9. Tu seras un consommateur, mon fils

Quand on s'aventure dans les champs sémantiques propres à l'érotisme (*l'été sera chaud, comme disait Reiser, l'herbe sent la cuisse*), on est émerveillé de la prolixité extraordinaire de l'argot lié au sexe. Imagé, débordant d'humour, espiègle, tantôt violent et cru, tantôt poétique, il s'épuise à recenser toutes les façons de dire le corps et les gestes du plaisir. Serrer la main du père de ses enfants ou amuser Charlot, envoyer quatre hommes et un caporal à la viande ou agacer le sous-préfet pour évoquer la masturbation masculine, ou lire le braille, faire fondre la dragée, faire sourire le lutin ou faire pleurer la madeleine pour la masturbation féminine, relèvent de l'enjouement et de la gouaille plutôt que du catalogue.

L'argot regorge d'expressions pour désigner le sexe : andouille à col roulé, manivelle du sapeur ou seringue à perruque, voire bonheur des dames, ou marmotte, buisson pointu, riant bocage, nénuphar ou mont velu ; certaines sont presque hermétiques, d'autres joyeusement imagées. Les testicules sont les deux orphelines, les témoins ou les pralines d'amour, tandis que le clitoris est diamant sur canapé ou fraise dans la mousse. Ainsi le sexe oral se décline-t-il, quand il est goûté sur les hommes, en jouer de la clarinette à moustache, faire mousser le créateur ou scalper le mohican, tandis qu'on met la tête à l'étau, on boit à la corne d'abondance ou on prend sa demi-tasse au café des deux colonnes quand on déguste un sexe féminin, sans oublier le vieux terme de gamahucher, qui s'applique aux deux sexes. On prend l'entrée des artistes quand on est invité à pratiquer la sodomie, on mange le polochon quand on est l'hôte. Le valseur, la lune, le pétard ou les miches désignent le cul, la rondelle, l'œil de bronze ou le médaillon l'anus, tandis que les roberts, les roploplos, les nichons nomment les seins. La levrette, l'amour à la papa, la position du duc d'Aumale (impotent notoire), la cravate de notaire ou la branlette espagnole, le petit salé, la feuille de rose évoquent diverses positions ou pratiques érotiques.

À partir d'un certain degré de technicité, le vocabulaire se dépouille, s'appauvrit et se mue en

code. Il devient spécifique de la prostitution ou de toutes les formes de la pornographie, c'est-à-dire du sexe normatif et commercial. Les actes sont extrêmement détaillés, les acteurs interchangeables, les images sont réduites à leur plus simple expression. Ainsi une douche blanche désigne-t-elle une masturbation collective qui arrose une personne. Comme dans le reste de la sphère économique internationalement normée, l'anglais devient la règle : chacun sait que, sur cette terre, l'amour et l'érotisme parlent toutes les langues, tandis que l'argent n'en parle qu'une. C'est ainsi que, sur les forums francophones où les clients de la prostitution jugent les performances des putains ainsi que leur physique avec une délicatesse de bouchers, ils se désignent eux-mêmes par le terme de *punters*, issu de l'argot anglais, sans paraître sensibles le moins du monde au fait que « pointer », en argot français, veut dire violer, et qu'un pointeur est un violeur depuis très longtemps dans l'argot des prisons. « Pointeur » pour client de prostituée est utilisé en Afrique francophone.

Le code des services sexuels est fait d'acronymes le plus souvent anglo-saxons, mais parfois aussi allemands, l'Allemagne étant devenue ce qu'elle est, un pays de bordels et une plaque tournante de tous les trafics. En voici une liste non exhaustive.

A.....	<i>anal level</i> : sodomie.
A+.....	anal : sodomie pratiquée sur le client par la putain.
A-	anal, sodomie pratiquée sur la putain par le client.
AD.....	anal, <i>dehnung</i> : élargissement anal.
AO.....	<i>alles ohne</i> : tout sans préservatif.
AR.....	<i>anal riming</i> : analingus.
AS.....	<i>analspiele</i> : jeux avec l'anus.
Asian.....	lécher l'anus.
Asian Cowgirl	femme accroupie dessus.
ATM.....	<i>ass to mouth</i> : dans le cul puis dans la bouche.
AV.....	<i>anal verkehr</i> : sodomie.
BB.....	<i>bareback</i> : sans capote.
BBBJ.....	<i>bare back blow job</i> : pipe sans capote.
BBG	2 hommes une fille.
BBJTCNQNS ...	sexe oral sans capote jusqu'à éjaculation, sans arrêter ni cracher.
BBJWF.....	sexe oral et éjaculation au visage.
BBW	très grosse femme.
BDSM.....	bondage, discipline, sado-masochisme.
BFE	<i>boy-friend experience</i> , comme si c'était vrai.
BJ.....	<i>blow-job</i> , pipe.
BLS	<i>ball licking and sucking</i> : léchage et suçage de couilles.
BS.....	<i>brown shower</i> : se faire chier dessus.
BS.....	<i>body slide</i> : massage avec tout le corps.
CBJ.....	<i>covered blow job</i> : pipe avec capote.
CC Rider.....	service complet jusqu'à 200 dollars.
CFM.....	<i>come fuck me</i> : Sans commentaire.
CIM.....	<i>cum in mouth</i> : sperme dans la bouche.
CIMS.....	voir plus haut + avale.
COB	<i>cum on breast</i> : sperme sur les seins.
COF.....	<i>cum on face</i> : éjaculation faciale.
DD.....	<i>dildo</i> , gode.
DATY	<i>dining at the Y</i> (cunilingus). Tiens, une métaphore, ça change !
DDP	double pénétration vagin et anus.
DFK	<i>deap french kissing</i> : pelle profonde.
DS	<i>doggy style</i> : levrette.
DP	double pénétration, 2 hommes sur une femme.
DPA	double pénétration anale.
Dirty Talk	langage salace pendant l'acte.
DT.....	<i>deap throat</i> , pipe où le pénis entre entièrement dans la bouche.
EB.....	<i>extra-ball</i> : licence d'éjaculer plusieurs fois.
Fist.....	main entière dans le vagin ou l'anus.
F+	pipe sans capote (franz. ohne gumi).
F++	<i>mit aufnahme</i> (sperme en bouche).
F+++	et avale.
FA.....	<i>finger anal</i> .
FF.....	<i>fist fucking</i> .
FJ.....	<i>foot job</i> : masturbation avec les pieds.
FK	<i>french kissing</i> : pelle.
FKK.....	<i>frei köpper kultur</i> : saunas où se pratique la prostitution en Allemagne.
FS	<i>full service</i> : fellation puis pénétration.
Gang-bang	une femme et au moins deux hommes.
GFE.....	<i>girl friend experience</i> , comme si c'était vrai.
GS	<i>golden shower</i> : se faire pisser dessus.

HE.....	<i>happy ending</i> : massage jusqu'à éjaculation.
HJ.....	<i>hand job</i> .
LT.....	<i>long time</i> (une nuit à 24 heures).
MSOG.....	<i>multiple shots on goal</i> .
OWO.....	<i>oral without condom</i> : pipe sans capote.
OWOTC.....	<i>oral without condom to completion</i> : pipe sans capote jusqu'à éjaculation.
PSE.....	<i>porn star experience</i> : baiser avec une putain qui baise comme une actrice porno.
RCG.....	<i>reverse callgirl</i> : femme accroupie à l'envers.
Russian.....	branlette espagnole à l'envers.
Shill.....	faux client satisfait qui fait la claque. (Rires enregistrés?)
SOMF.....	<i>sat on my face</i> .
ST.....	<i>short time</i> (pas plus d'une heure).
TG.....	<i>tashengeld</i> , occasionnelle.
Tossing salad	analingus.
TS.....	transsexuel.
TUMA.....	<i>tong up my ass</i> : langue dans l'anus.
Two call system..	premier contact téléphonique pour savoir où se rendre et se garer,
.....	deuxième pour avoir l'adresse exacte. Livraison de viande fraîche, à saisir!
WF.....	<i>wild fuck</i> : baise violente.



Le phallus couronné

La première remarque qu'on fera est que tout se paye ou du moins se tarifie. Les prestations sont ainsi absurdement détaillées. Le *punter* va acheter une fellation sans capote et sans interruption où il éjacule dans la bouche et où la putain avale son sperme. S'il omet d'être tatillon, la vilaine recrachera, ou le fera éjaculer ailleurs, ou reprendra son souffle, ou inventera on ne sait quoi pour l'arnaquer. Le contrat se doit d'être pourvu au préalable des alinéas de rigueur, et la putain est tenue de préciser par le menu ce qu'elle accepte. En revanche, certains acronymes sont assez flous pour faire dresser les cheveux sur la tête. Qu'entend-on par «WF»?

On est bien obligé de remarquer aussi que l'absence de capote conditionne une majoration systématique du prix de tous les actes. Il semble que les campagnes de prévention des MST n'ont fait que donner plus de valeur économique aux conduites à risque, qui se trouvent ainsi encouragées. La prostitution entraîne donc un désastre sanitaire en plus d'entretenir un désastre social. De fait, la prostitution légale et banalisée donne un appel d'air à la prostitution illégale et transgressive, et le jeu de concurrence effrénée qui en résulte la pousse à s'aligner tendanciellement sur les pratiques de la prostitution illégale. C'est ce qui s'appelle perdre sur toute la ligne.

Il faut revenir sur cette base que la prostitution est fondée sur une logique d'asservissement sexuel. Il n'est donc pas étonnant que tout ce qui touche à la créativité du sexe déserte ce champ en voie d'industrialisation. Il faut ici préciser ce que la prostitution d'aujourd'hui a de particulier. Cette prostitution, évidemment multiforme et évolutive, a nombre de points communs avec toutes ses formes passées, mais elle se caractérise aussi de façon radicalement différente. Au contraire de jadis, elle s'étend et s'impose dans des civilisations où les femmes, de fait, sont les égales des hommes devant la loi, même si l'égalité réelle est loin d'être acquise, mais où l'inégalité fondamentale entre les humains prend des formes inédites de facture coloniale. Il s'agit de sociétés industrielles, fondées sur une propriété privée et un consumérisme massifs. Elles sont extrêmement contraignantes, normatives, et tendent à une homogénéisation étroite des rapports entre leurs membres. Elles sont – fait sans précédent dans l'histoire – essentiellement urbaines et capitalistes. Elles génèrent des formes d'oppression nouvelles, qui relèvent davantage de

l'embrigadement et de la manipulation que de la contrainte ou de la violence explicite. Ce sont aussi des sociétés de mise en scène constante, ce que Debord a appelé «la société du spectacle». Il n'existe pas d'autres formes historiques qui aient à ce point soumis ses membres à un matraquage publicitaire constant, à une propagande incessante, et ce jusque dans leur espace privé, lequel s'avère être une simple succursale de l'espace public. La prostitution, telle que nous la connaissons aujourd'hui, prend des formes inédites fondées sur l'industrialisation du sexe, sa mise en spectacle, sa définition d'objet de consommation ultime découplé des humains qui en fournissent ou en achètent la jouissance. Elle est rationaliste jusqu'à l'absurde, ce qui est le propre du libéralisme, lequel, comme on l'a vu, ne reconnaît de valeurs que celles qui sont quantifiables. C'est sur cette prostitution industrielle, massive, donnant lieu à une logistique mercantile d'inspiration guerrière que je veux me pencher ici.

Je précise d'abord le sens que je donne au mot «totalitaire» : il désigne une forme de société qui étend son contrôle et ses injonctions sur absolument tous les domaines de l'existence, de l'alimentation aux opinions, de la sexualité aux modes d'expression, de l'imaginaire aux relations familiales et intimes, du travail à l'habitat. Une société totalitaire n'est pas forcément violente, mais elle ne laisse rigoureusement aucun espace d'autonomie, à moins d'assumer d'aller complètement à contre-courant des modes de vie considérés comme normaux. Dans le fonctionnement totalitaire de la société de consommation se glisse un ersatz de liberté qui ne dépasse pas la liberté de choix entre des produits similaires ou comparables. Vous êtes libre de choisir entre vingt-huit yaourts celui que vous allez acheter. La liberté de se déplacer dans sa cage usurpe son nom. Il faut avoir une chance inouïe pour échapper à l'entreprise de formatage constant que la société de consommation impose jour après jour à chacun de ses membres, absolument libres qu'ils sont de prendre la voiture ou le métro à heures fixes, d'acheter dans des hypermarchés des produits dont il vaut mieux qu'ils ne sachent rien, d'être sous perf cybernétique et télévisuelle cinq heures par jour, de s'intéresser à des personnalités politiques qu'ils n'ont pas choisies mais qu'on leur impose, exactement comme on leur impose Danone contre Yoplait. L'emprise bureaucratique verrouille tous les pans de la vie, élevant autour de chaque individu d'épais murs de papier

imprimé à conserver soigneusement. Il faut sans cesse être en mesure de prouver des droits qui ne dépendent pas de son humanité, mais de l'appartenance à divers ensembles, celui des usagers, celui des clients, celui des contribuables ou des électeurs, celui des ayants droit, celui des propriétaires, des affiliés, des membres, des citoyens, des justiciables. Il en découle que si vous n'avez pas de papiers, vous êtes giclé de l'humanité, une épiluchure, un outil, de la viande, un joujou. Un travailleur sans droits, une pute.

Cette civilisation ressemble à un goulot d'étranglement où tout ce qui a constitué et défini l'humanité se voit aspiré et réduit en bouillie. Les opérations de l'existence qui firent pendant des millénaires partie intégrante des cultures, ce qu'on élève, ce qu'on cultive, ce qu'on cueille, ce qu'on mange, comment on le prépare, comment on l'apprête, comment on se vêt, comment on carde, comment on tisse et on assemble, les mille et une façons de s'abriter des éléments, de construire des abris, des maisons, de travailler les différentes matières, les milliers de savoir-faire concrets, la nécessité de s'associer pour faire collectivement ce qu'on ne peut pas faire seul, ce qu'on pourrait appeler la culture opérationnelle, qui faisait partie du lien viscéral à la terre, au milieu, aux autres humains, à tout ce qui est vivant, et impliquait des connaissances très complexes, tout cela a été complètement balayé par la culture urbaine et industrielle. Cette culture a étendu la condition d'enfants tout-puissants des bourgeois, dont la position sociale consistait à être servis comme des nourrissons toute leur vie durant, nourris, habillés, divertis, soignés et déplacés par une opulente domesticité, à la plus grande partie de la population. Celle-ci a acquis l'infantilisme statutaire de la bourgeoisie, elle est servie du matin au soir et du soir au matin, vêtue, nourrie, soignée, divertie, déplacée. Aujourd'hui, la plupart des humains ont des connaissances très diverses, mais non opérationnelles, qui font d'eux des êtres totalement découplés d'eux-mêmes et du vivant. Quand plus de la moitié de la population a de l'eau au robinet, elle ne se pose plus la question, pourtant cruciale, de l'eau. L'eau n'est plus un élément mais une habitude. Quand les deux tiers de la population ont moins de contact quotidien avec les végétaux et les animaux qu'avec l'image animée, il se produit un phénomène d'auto-domestication sans précédent : l'humain est un être hors-sol, et ce qui a produit sa fabuleuse évolution, la confrontation

et l'interaction avec l'univers, entre dans une involution dont on ne sait trop ce qu'elle donnera à moyen terme. Les humains peuvent comprendre des informations très complexes, mais leur expérience corporelle et technique s'atrophie inexorablement. Cette évolution touche aujourd'hui la majorité des paysans, qui ne sont plus que des agriculteurs. Les connaissances opérationnelles des paysans et leur lien séculaire à la terre ont été détruits en quelques générations par l'industrialisation de l'agriculture. Qu'importe de connaître la terre quand elle n'est plus que le substrat sur lequel on déverse engrais, pesticides et fongicides ? Qu'importe de conserver une soixantaine de variétés de pommiers dans un département puisque quatre variétés hybrides sont cultivées dans le monde entier, de l'est à l'ouest et du nord au sud, et qu'elles ne demandent pour donner à plein pot que des filets anti-grêle, une vingtaine de traitements chimiques et des travailleurs sans droits ? Les paysans d'aujourd'hui qui veulent changer de pratiques sont effondrés par la complexité des savoirs perdus. Comme les artisans d'autrefois, ils ont été dépouillés de leurs connaissances et transformés d'abord en ouvriers, puis en outils. La perte de connaissances individuelles, liée à l'industrialisation dans une population donnée, est colossale. Cet appauvrissement général et rapide touche toute la sphère du vivant, d'abord enrichie par l'homme pendant des millénaires (la nature ne fabrique ni bocage, ni moutons, ni soixante variétés de pommiers par département, ni ne favorise les flores et faunes commensales ou sauvages associées). Nous sommes entrés dans une phase de destruction globale des capacités de l'immense majorité des humains, et des écosystèmes qui les accueillait.

Il était fatal que le processus d'industrialisation, qui a commencé par les secteurs secondaire et primaire, touche à présent toutes les branches du secteur tertiaire, surtout si elles sont lucratives. Si la mécanisation se prête peu aux services, le modèle de l'usine, concentration, rationalisation et évidemment délocalisation, ou à l'inverse importation de travailleurs moins coûteux et plus soumis, s'imposent à la prostitution suivant un schéma qui relève aussi des secteurs de la téléphonie, du transport ou des SAV. Il faut dire que la prostitution, comme l'agriculture, n'est lucrative que dans certaines conditions données. L'agriculture

industrielle, par exemple, ne s'impose, au point d'avoir balayé l'agriculture paysanne sur les trois quarts des terres arables du monde, qu'à la condition de disposer du pouvoir des États qui la soutiennent, mais aussi d'un énorme volant de main-d'œuvre sans droits déportée au gré des exigences saisonnières. Les paysans dépossédés par l'accaparement des terres grossissent, ça tombe bien, ce peuple misérable de migrants qui passe des fraises espagnoles aux pommiers français, des champs de soja sud-américains aux champs de coton ou de canne à sucre, de palmiers à huile ou de tomates. Cette ronde sinistre se déroule sur la terre entière, faisant tourner sans fin le troupeau grandissant de ceux que Patrick Herman¹ appelait les nouveaux esclaves du capitalisme. S'il n'y avait qu'eux !

La prostitution, malheureusement, est comme l'agriculture industrielle : elle tend, d'un point de vue humain, à être composée de dix esclaves pour une putain libre, elle-même n'étant que l'outil de proxénètes et de consommateurs aux intérêts concordants. On a vu le rôle qu'avaient joué les armées, en Asie du Sud-Est ou en ex-Yougoslavie, dans l'édification de filières transnationales qui ont pris aujourd'hui en grande partie leur autonomie. Il est vraisemblable que le carnage européen en cours nous prépare de nouveaux ponts pour de nouvelles autoroutes à transférer d'un continent à l'autre de la viande humaine. Les guerres ne prospèrent que parce qu'elles profitent à une poignée de vautours, entrepreneurs transnationaux, proxénètes, spéculateurs, gradés et barbouzes aux motivations de reîtres, grands politiciens non moins sommaires et opaques dans leurs objectifs, intermédiaires cupides et mafieux de tous poils. Ceux-ci agissent avec la complicité passive d'une frange de la population mondiale, qui profite, à la marge mais de façon non négligeable, du carnage mondialisé : celle qui consomme à très bas prix le fruit des pillages. Essentiellement des carburants, de la nourriture, diverses matières premières qui lui permettent de sous-évaluer grossièrement le coût réel des produits manufacturés, et du travail humain quasi gratuit. Mais aussi, de plus en plus, du divertissement sexuel.

Les filières très fluides permettent de constituer, sur le modèle des autres travailleurs saisonniers migrants, des volants de putains susceptibles d'être rassemblées en

peu de temps. Dans un bordel géant tel que celui qui a poussé comme un champignon à Berlin, fin 2005, en prévision de la Coupe du monde, par exemple – ou dans sa zone périphérique. (Les grands rassemblements sportifs sont devenus à tel point des occasions de défoulement sexuel collectif que les États du monde entier s'en inquiètent et lancent des campagnes de prévention visant surtout à éviter le trafic d'enfants, comme au Brésil ou aux USA.) Mais elles tendent aussi à épouser le système nerveux du monde capitaliste : les infrastructures routières, avec leurs caravansérails modernes, aires d'autoroutes géantes, gigantesques nœuds autoroutiers, et les chaînes d'équipements hôteliers standardisés qui se trouvent en dehors mais à proximité des villes et se caractérisent par l'anonymat, la fluidité et le renouvellement constant d'une clientèle inféodée à la mobilité industrielle : routiers, voyageurs de commerce, représentants, intermédiaires.

On a vu que la pratique des *sex-tours*, qui fait tourner sur des spots mobiles, des routes départementales aux hôtels périphériques en passant par les bordels espagnols, allemands ou néerlandais, ou par des appartements privés disséminés, des petits groupes de filles qui ne restent quasiment jamais plus de quinze jours au même endroit, rend la lutte contre le proxénétisme aussi hasardeuse que la lutte contre le blanchiment d'argent. En fait, le système de la mondialisation, en favorisant l'extrême mobilité et en réduisant à néant tout ce qui relève de la protection individuelle, offre un boulevard au trafic d'êtres humains. À l'autre bout de la chaîne, les *punters* gèrent leur sexualité de la même façon compulsive et autocentrée que les collectionneurs qui passent la moitié de leur vie sur e-Bay à traquer l'occase.

Les méga bordels, supermarchés de la prostitution, sont emblématiques de l'époque. Revenons sur l'Artémis, « Mc Donald's du sexe », selon l'idéal de Reiko Opitz, porte-parole en 2006 des propriétaires de cette grande surface dévolue à la prostitution : 4 000 m², 30 chambres, cinéma porno, bar-restaurant, jacuzzi, écran géant pour les soirs de matchs, ce Las Vegas du cul tarifé, situé dans une zone industrielle à dix minutes du stade olympique, fait travailler jusqu'à 80 prostituées, pour 250 à 400 clients, entre la routine et les nuits d'exception. Lancé par la Coupe du monde de 2006, alors que les

pouvoirs publics se bouffaient les sangs à anticiper l'afflux de putains trafiquées qui accompagne les grands événements sportifs, il se pose en modèle. Le chœur des proxos et des affairistes assure cœur sur la main que nul trafic n'y est possible, mais, peu après son ouverture, Martina Schmiedhofer, maire-adjointe chargée des affaires sociales du quartier de Charlottenburg, se plaignait que les personnels sociaux soient interdits d'entrée (au contraire des flics). *On aimerait interroger les prostituées, savoir si elles travaillent librement, quel genre de prestations on leur demande...*, disait-elle. Quelle indiscretion !

En fait, il a été relevé de façon récurrente que ces enseignes de la prostitution légale, petites ou grandes, sont de véritables passoires qui laissent passer les trafics de viande humaine. Les pires maquereaux y sont installés comme chez eux, et même mieux que dans la rue, puisqu'ils y bénéficient d'une devanture légale. Pourquoi empêcher les personnels sociaux d'entrer dans un bordel, si tout ce qui s'y passe peut être justifié ? Un autre mégabordel célèbre, le Paradise de La Jonquera, ouvert en 2010 en Catalogne, et qui a raflé à l'Artémis le titre de plus grand bordel d'Europe (mais à l'allure où vont les choses, ce titre ne saurait lui rester longtemps), a vu débarquer les flics l'année dernière. Rassurons-nous, ce n'était pas pour vérifier la situation des putains ou leurs marges de manœuvre, ni pour tancer des clients un peu brutaux. Non, ils agissaient dans le cadre d'une opération nationale contre le blanchiment d'argent lié au monde de la prostitution. Oh ! Ça existe, ça, au Disneyland des *punters* ? On apprend que deux responsables du club ont été arrêtés, des documents financiers et comptables saisis. On ne les soupçonne pas de proxénétisme, quand même ? On apprend aussi que les flics enquêtent sur les réseaux financiers de ces clubs de prostituées, sur l'exploitation sexuelle et le trafic d'êtres humains. Les deux personnes arrêtées auraient blanchi dans leur club de l'argent détourné de sociétés parallèles. Les bordels devenant des laveries automatiques d'argent sale, il y a de quoi se taper le cul par terre. Il semblerait que le patron du Paradise a déjà fait l'objet d'enquêtes pour des délits concernant la prostitution, le blanchiment d'argent et le trafic d'êtres humains. Il a d'ailleurs été condamné à trois ans de taule pour immigration clandestine. Ayant fait appel, il gère son établissement en attendant son prochain procès. Bah, le monde de l'entreprise en a vu d'autres...

Au King George Brothel, à Berlin, on peut, pour un forfait de 99 euros, rester la nuit, se beurrer la gueule et baiser qui on veut comme on veut des 27 putains de l'établissement. Sascha Erben, le propriétaire, a calculé que le client moyen baisait avec 2,7 filles par nuit. Les machines à sous ne sont pas comprises dans le forfait, bien sûr. Quelqu'un a-t-il une calculette ? 100 euros pour trois filles, en arrondissant, ça fait la passe à 33 euros, disons à 35 euros pour compter large... sauf que l'alcool coule à flots dans le forfait, et qu'il n'est pas gratuit. On cueille des infos, une infirmière arrive à se faire 600 euros certaines nuits, et Sascha déplore, au fil du discours, que certaines filles aient plus de vingt relations sexuelles par nuit. Disons 20, pour 600 euros, ça ferait donc la passe à 30... Si ce n'est pas de l'abattage, ça s'appelle comment ? Les établissements de ce type sont une demi-douzaine à Berlin. C'est comme ça, explique-t-on, que les entrepreneurs luttent contre la récession. Mais ils restent encore à la remorque des «Pussy clubs» comme celui de Berlin, où le forfait d'une journée, accès illimité aux putains, boissons et nourriture, est à 70 €, 100 € pour le tarif d'une nuit. Qui dit mieux ?

Toute industrie comporte un secteur d'étude de marché et de publicité. La pornographie massive, invasive, constituée en véritable secteur industriel elle aussi, joue ce double rôle de produit d'appel, de conditionnement et de propagande. Devenue de nos jours la première approche de la sexualité pour la plupart des enfants, elle offre une image consumériste et superlative du sexe. La sexualité y est totalement dépouillée de sa dimension sociale, expurgée de tout ce qui peut avoir trait à la communication sensuelle, au désir, au plaisir, à la séduction, à l'approche, à la tension, au hasard, à la frustration, à l'intensité émotionnelle. Elle est réduite à des actes stéréotypés si automatiques qu'on pense, en effet, à un process industriel plus qu'à une interaction entre les personnes. Elle est aussi dangereusement marquée par une surenchère dans la mécanique et la violence des rapports sexuels. Il ne suffit pas d'une fellation, il faut que le pénis aille jusqu'au fond de la gorge, qu'on ait l'impression d'étouffer sa partenaire. Une sodomie n'est pas assez transgressive, on pratiquera la double sodomie (deux pénis en même temps dans l'anus). Le secteur en explosion du *hard* toujours plus *hard* fait de la violence sexuelle un piment incontournable des rapports sexuels. Le *fist* est

aujourd'hui courant, le *gang-bang*, nombre de pratiques qui relevaient autrefois du viol en réunion ou du viol sadique, sont aujourd'hui considérées comme de simples choix. Il en résulte une régression inquiétante des repères quant à ce qui est acceptable ou non, et on attribue à l'emprise générale du porno le fait qu'en France, 30 % des 18-26 ans pensent qu'une femme peut trouver du plaisir à être violentée. Cette approche emphatique de la sexualité met l'accent sur la manipulation extrême du corps des femmes par les hommes. Distendu, pénétré de toutes parts, forcé jusqu'à ses limites, élargi, blanchi, débarrassé au scalpel de ses excroissances pour devenir littéralement un billard à bite, insensible, surmonté d'un visage anonyme et souriant qui témoigne sa jouissance quoi qu'on fasse, il éduque de façon désastreuse les jeunes garçons à le considérer comme un objet masturbatoire aux capacités quasi illimitées. Inutile de préciser que le plaisir ou le désir féminin sont totalement exclus du champ sexuel, sans parler de l'échange amoureux. Les hommes arrivant ainsi lobotomisés à l'âge adulte formeront une clientèle à traire indéfiniment. Le sexe d'échange, la mystérieuse alchimie de la séduction, cette aventure aléatoire, tout ce qui est érotique sans être sexuel, le raffinement du plaisir, de la capacité épicurienne à jouir de peu plutôt qu'à être blasé de tout, la liberté de faire ou ne pas faire deviennent des luxes de marginaux. Et la prostitution, ayant sécurisé ses circuits, sa culture, son image, ses revenus, peut prospérer indéfiniment tout en effondrant infiniment le champ de la sexualité humaine, qui rejoint, dans une forme de travail à la chaîne et de consommation de masse, les autres champs de l'appauvrissement industriel.

On le sait, le fruit défendu est toujours plus appétissant. La prostitution favorise évidemment une sexualité transgressive, non vis-à-vis des pratiques sexuelles, aujourd'hui extrêmement banalisées, mais au sujet de l'objet du désir. C'est que la civilisation des droits de l'homme nous les brise à nous asséner l'égalité ontologique de tous les humains, quand nous avons envie de nous lâcher en triturant, prenant, jetant, manipulant nos *alter ego*. La culture de l'inégalité, qui offre le double soulagement de la soumission et de la tyrannie, reste un fondamental de l'*homo consumatus*, dressé depuis son âge le plus tendre au caprice, au nombrilisme et à l'absence totale de valeurs autres que concrètes et directement gra-

tifiantes pour lui. Ce bébé adulte, dans l'ensemble, n'a pas appris à se soucier de comment ce qui est dans son assiette y arrive. Baiser une putain trafiquée, après tout, n'est pas plus nuisible que rouler en 4x4 avec l'essence pillée dans des pays mis à feu et à sang (ou le carburant végétal industriellement cultivé sur des millions d'hectares volés à l'agriculture vivrière), acheter un portable tous les six mois tandis que se multiplient les suicides d'ouvriers chinois et que meurent les Congolais, ou bouffer des animaux monstrueux élevés monstrueusement avec la nourriture volée aux humains. Ce mode de consommation compulsive, qui est indispensable aux mille culbutes quotidiennes des grands capitalistes, est fondé sur le carnage, le gâchis, le gaspillage et la destruction; nous sommes donc éduqués à trouver tout ça regrettable, certes, mais assez normal. Nous nous réjouissons de tout service dont le prix baisse et dont l'offre augmente et se diversifie, qu'il soit d'ordre sexuel ou pas: déterminer sa maison pour le tiers du prix que ça coûte est tout de même une bonne occase, et le fait que le détermitage soit effectué par un seul ouvrier sans protection qui a plus de DDT que de sang dans les veines, avec des produits interdits et selon un protocole qui devrait mener son patron aux assises, ne nous regarde pas. *Idem* pour tous les travaux exécutés au moins coûtant. *Idem* pour la bonniche qui ne coûte rien, pour les magasins ouverts non-stop, pour les grandes plates-formes commerciales qui squattent la toile. Pourquoi en serait-il autrement de la sexualité?

Le fruit défendu, de plus en plus, est à portée de toutes les bourses. Le fruit défendu, ce sont bien sûr les personnes trafiquées, et certains législateurs soucieux de la bonne marche des affaires s'emploient à restreindre autant que faire se peut le nombre des personnes concernées par cette définition, mais ce sont aussi les enfants. Tombent sous cette large appellation les mineurs de zéro à 18 ans. Dernièrement, je lisais un fait divers où une petite bande de mineurs, composée de deux garçons et d'une fillette de 13 ans, avaient été arrêtée pour avoir extorqué de l'argent à des messieurs. Deux messieurs, pour être exact. Le premier, un handicapé qui jurait ses grands dieux que son handicap lui interdisait tout rapport sexuel (???) avait chargé la gamine dans sa voiture (son handicap ne l'empêchait pas de conduire, il avait donc des mains). La gosse lui avait alors sorti sa carte d'identité sous le nez et avait menacé d'appeler les flics. Il n'avait pas osé se plaindre

(et pourtant il aurait pu le faire, il avait donc une langue) et s'était fait délester de 190 euros. Le deuxième avait chargé la gamine devant un collègue, et ne lui avait donné que 10 euros. Celui-là l'avait trouvée assez mauvaise pour aller porter plainte, arguant que « la petite ne faisait pas son âge ». De qui se fout-on ? Qu'une gosse de 15 ans puisse en faire dix-huit, admettons, dans le doute abstiens-toi, comme on dit. Mais de treize ? Il faut quand même avoir des couilles à la place des yeux pour ne pas se poser la question – ou avoir l'habitude de charger des très jeunes Roms, dont on sait qu'elles n'ont pas coutume de se plaindre. Le trio de petits gangsters a été arrêté et écroué. Et le plaignant ? Le journal l'intitule « victime ». Le pauvre ! Dans toute autre circonstance, un adulte qui embarque dans sa voiture une fillette inconnue devant un collègue aurait du souci à se faire, mais si c'est pour tirer un coup de façon commerciale, ah bon, alors circulez, y'a rien à voir, et on va lui faire voir à cette petite délinquante ce qu'il en coûte de profiter comme ça des petites faiblesses des bons pères de famille.

Nombre d'associations ne cessent de lancer des alertes sur la prostitution de mineur·es, et même de très jeunes mineur·es. Devant l'ampleur du désastre et la croissance constante de cette prostitution, pouvoirs publics et associations, enfin, sont tombés d'accord sur une fourchette de chiffres : ils évaluent entre 7 et 10 000 le nombre de mineur·es prostitué·es en France². Les filières africaines de prostitution infantile sont connues, elles mettent à disposition des clients français des enfants qui ont parfois à peine 6 ans. Il s'agit d'une prostitution discrète et diffuse, perpétrée par des « Mamas » qui parfois adoptent les enfants en Afrique pour les rentabiliser en France, ou se font confier des enfants par des membres de la famille. Il y a quelques années, des enfants Roms, venus pour cambrioler les horodateurs, ont été massivement reconvertis dans la prostitution, faisant de la Porte Dauphine une annexe de Manille : ces gamins de 10 à 15 ans y étaient offerts par centaines au caprice d'une clientèle assidue. La précarité des familles de sans-papiers, mais aussi le fait qu'un sans-papiers sur trois soit mineur quand il arrive en France, et que, sur ces enfants, un sur trois était déjà un enfant des rues quand il est parti, favorisent une prostitution infantile diffuse. On ne sait trop pourquoi les pouvoirs publics refusent d'en-

visager la question, de plus en plus brûlante pourtant. Il faut croire que ça donnerait une mauvaise image de la prostitution... Ça pourrait inciter à penser que le client est une ordure fumante, qui baise les enfants si l'occase se présente alors qu'il n'est pas plus pédophile que coprophage. C'est juste qu'on en a fait, pour les besoins de cette industrie particulière, un opportuniste sexuel qui est prêt à tâter de tout. Ainsi, on rencontre au guichet de la Poste un brave retraité auvergnat qui parle de son *tour operator* en Thaïlande, tout compris, et pour pas cher. Les filières asiatiques ont développé un système très efficace de tourisme sexuel, qui fait la joie des classes moyennes des pays riches. Il y a quelques années, 60 % du PIB de la Thaïlande était dérivé du commerce sexuel, après blanchiment bien entendu. Dans ces conditions, comment peut-on s'étonner que monsieur tout-le-monde trouve naturel qu'on lui propose de la chair fraîche – le plus souvent d'exportation – au coin de sa rue ? Le système prostitutionnel est fondé sur l'irresponsabilité du *punter*. On l'encourage à ne rien avoir à foutre de quiconque. Le cynisme le plus crasseux est tendance aujourd'hui. C'est que si les clients de tous ordres se mettent à remettre en cause leurs fondamentaux de clients (faire des affaires, sauter sur les occases, dépenser, dépenser, dépenser, consommer, consommer, consommer, avoir pour bible la Publicité et pour credo « après moi le déluge »), s'ils se mettent à demander des comptes à leurs fournisseurs, à ne plus vouloir se gaver comme des oies sans se poser de questions, à trouver que l'argent n'est pas le fin mot de l'histoire, les grands capitalistes ont du souci à se faire. De nos jours, c'est le boycott qui tue, la désertion qui fait mouche. Et si la majorité d'entre nous, ou une importante minorité, en avait assez d'être consommatrice ? On peut rêver, mais peut-être vaut-il mieux compter sur cette minorité obscure et grandissante qui en a assez d'être simple produit de consommation dans cet ordre cannibale qui ne connaît que les chiffres, et où l'humanité n'a d'existence que si elle est attestée par des papiers en règle. L'*homo consumatus* est un cannibale qui ignore à quel point son cul est au bord de la marmite. Toutes les protections détruites, qui mettent le travail ou le corps des autres à la portée de son porte-monnaie, n'existent plus non plus pour lui. ■

1. Patrick Herman, *Les Nouveaux Esclaves du capitalisme*, Au Diable Vauvert, 2008.

2. Rapport du groupe de travail sur la prostitution des mineurs, 2021.

Conclusion

Je vais maintenant confronter mes points de vue avec ceux des associations de prostituées.

Déni. Tout d'abord, on trouve chez elles un refus de considérer la réalité de la traite, et l'extrême porosité avec la traite des inégalités Nord-Sud et des situations de guerre, de pillages, d'accaparement des terres et de chaos institutionnel qui exercent sur les populations une contrainte d'une violence tout à fait comparable à la traite classique. Il y a un déni manifeste de cette réalité. L'argument de la capacité de choix des personnes, qu'on nomme du doux nom d'*agentivité*, fussent-elles dans des situations épouvantables, est en contradiction criante avec ce qu'on connaît de l'humain : il est hautement manipulable et agit facilement à l'encontre de ses intérêts, sinon la publicité n'existerait pas plus que les *spins doctors* ou la mode, et Edward Bernays n'aurait jamais écrit *Propaganda*¹. Il a suffi que, sur son injonction, une poignée de féministes (en fait des figurantes rémunérées) brandissent fièrement leurs cigarettes comme les flambeaux de la liberté pour que toute une génération d'Américaines se lance dans le tabagisme. Aujourd'hui, des jeunes filles absolument libres et ne souffrant d'aucune stigmatisation sociale se font amputer volontairement le tiers du sexe et blanchir le reste, qu'elles épilent régulièrement, pour être dans la norme visuelle pornographique. Une visite sur instagram ou tiktok donne une idée globale de la puissance d'emprise, sur la jeunesse, des idéaux ultra-consuméristes et de la glamourisation de la prostitution. Prétendre être capable de faire des choix conscients et réfléchis relève de la mégalomanie ou de l'ignorance : personne n'en est vraiment capable, *a fortiori* quand il y a eu tromperie manifeste ou menaces, ce qui est le plus souvent le cas pour les putains extra-européennes. Le mieux serait de reconnaître qu'en tant qu'être humain, on est sujet aux

erreurs de jugement et à toutes les sortes d'aveuglement. Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis, dit-on. Certains, qui ont servi les intérêts de l'industrie nucléaire pendant la première partie de leur carrière, ont finalement décidé d'en dénoncer les dangers. Sans être une girouette, on peut enrichir ses points de vue. Il y a dans ces mouvements un déni et une sous-estimation systématique de la violence structurellement liée à la prostitution, directement liée par sa nature même à l'inégalité de genre (et c'est à dessein que je parle de prostituées toujours au féminin, car d'un point de vue patriarcal, hommes, femmes ou enfants livrés à la prostitution sont symboliquement dans un rôle passif, de service, de fourniture, de débiteurs sexuels identifiés et flétris comme féminin), et aux inégalités économiques.

J'ajouterai que leur point de vue, en général, est totalement opposé au mien en ce qui concerne la liberté sexuelle. Normaliser la prostitution ferait peser sur toutes les femmes pauvres, dont je fais partie, une pression énorme pour les détourner des métiers déjà si difficiles d'accès et de toutes les carrières qui ne relèvent pas de l'industrie du sexe. La question de la prostitution se pose déjà à toutes les femmes pauvres, et il faut beaucoup de force de caractère et d'entêtement pour sanctuariser son sexe, son cul, son corps et son temps érotique, pour défendre sa liberté sexuelle dans certaines situations quasi désespérées quand la marchandisation du sexe est à ce point banalisée. Je tiens à ce que cette sanctuarisation reste garantie par la société, que mon cul reste hors champ, que la prostitution ne me soit pas présentée comme un choix. Depuis de nombreuses années, ce à quoi on assiste, quoi qu'en disent les associations de putains,

c'est à une avancée assez terrifiante de l'idéologie de la réglementation et de la banalisation sociale de la prostitution. J'ai pu voir en quelques années comment les villes-champignons de la ruée vers le sexe, comme La Jonquera, se sont imposées dans l'imaginaire et les pratiques des adolescents près d'Avignon. Les « virées cul » deviennent quasi rituelles, en même temps que leur image des femmes et leurs opinions sur les rapports de sexe font un bond de deux siècles en arrière.

La prostitution explose et, de façon concomitante, les progrès réalisés dans la promotion sociale des femmes, leur investissement d'à peu près tous les corps de métier, leur visibilité, tout ce qui allait vers une plus grande mixité sociale et tenait aussi à l'évolution du regard des hommes sur les femmes, à un patient effort d'éducation, sont réduits à néant par la promotion obsédante de l'industrie du sexe. La pornographie, qui est le produit d'appel de la prostitution, a déjà fait des ravages et compromis le travail acharné d'émancipation sexuelle mené par les féministes. Du point de vue de l'égalité et de la mixité, la prostitution est un désastre. Là où elle s'impose, elle devient automatiquement centrale dans les rapports de sexe, et nos sociétés, pour des raisons évidentes liées à l'accaparement des ressources par une minorité, et par l'intérêt pour cette minorité de diviser à l'extrême pour mieux régner, sont littéralement mitées par cette phase ultime du consumérisme totalitaire qui achève de verrouiller tous les pans de l'existence. Sylvia Federici² a pu voir dans la décriminalisation du viol des femmes pauvres, en même temps que se faisait l'institutionnalisation du bordel, une division délibérée par les puissants du prolétariat en deux sexes aux intérêts antagonistes, au contraire de ce qui se passait dans les grandes hérésies, où hommes et femmes vivaient comme frères et sœurs et poursuivaient les mêmes objectifs. La guerre des sexes induite par le viol et la prostitution a permis de diviser les classes les plus pauvres et les plus nombreuses, permettant à la bourgeoisie et à la noblesse d'éliminer progressivement les formes de résistance populaire les plus dangereuses. Il se pourrait que la banalisation de l'inégalité et de la violence sexuelle, présentées comme des choses absolument légitimes, au même titre que la liberté sexuelle, comme si les deux étaient compatibles, remplisse le même office.

Un autre point aveugle de ces associations est le client. Je ne m'étendrai pas sur l'utilité sociale qui consiste à conforter les machos, qui prennent leur organe pour un gros nombril et la sexualité pour un dû, dans leurs opinions générales sur les femmes et les rapports de sexe. Là aussi, c'est un véritable désastre. On me rapporte la façon dont les jeunes hommes qui font des virées régulières à La Jonquera parlent des femmes et parlent aux femmes. On est en train de laisser se répandre à nouveau des mentalités qu'on espérait en voie de disparition. Qui a envie de retourner au XIX^e siècle ? On y retourne, malheureusement, à petits pas et en laissant faire.

Pourquoi les pro-prostitution ne reconnaissent-elles pas la responsabilité de cette institution dans le verrouillage des mentalités les plus régressives ? C'est un vrai problème de société, et qui ne concerne pas que les putains. Quand le nombre de mecs qui vont aux putes augmente, les rapports de sexe se dégradent dans tout l'espace social. La facilité à se faire servir dans l'espace public entraîne l'exigence d'être servi dans l'espace privé. La sexualité de service, dissymétrique et inégalitaire, devient la norme, même en dehors de l'espace prostitutionnel. Les femmes se voient assignées à un rôle exclusivement sexuel et subalterne. La prostitution, comme la pornographie, est une éducation de masse au maintien ou au retour de l'inégalité sexuelle. Un misogyne, ça se fabrique, ça se conditionne, ça s'éduque. La prostitution a cette fonction : conséquence de l'inégalité et de la norme de la non-réciprocité, elle éduque les hommes à l'inégalité et à la non-réciprocité dans les rapports sexuels et les impose à toutes les femmes, prostituées ou non.

J'ai lu un article de Morgane Merteuil sur le plaisir qui ne devrait pas être la norme obligatoire des relations sexuelles. Eh bien, c'est réussi : en effet, les clients de la prostitution imposent une norme où le plaisir féminin, qu'on a eu tant de mal à faire rentrer dans le champ des possibles, n'est même plus envisagé. Cet article laisse perplexe. Il est évident que la sexualité de service existe dans nombre d'histoires amoureuses : faire plaisir aussi est un plaisir, si on veut bien admettre l'évidence que le plaisir sexuel ne se limite pas à l'orgasme. Mais essayer d'imposer la contre-norme d'une sexualité constamment sans plaisir flirte à la fois avec les dogmes les plus réactionnaires de l'Église et les points de vue des libéraux les plus échevelés, pour lesquels tout se

vaut dans l'égle liberté du loup et de l'agneau. L'agneau est libre d'aimer être mangé ! Par ailleurs, ça me met en rage qu'on fasse si peu de cas de l'importance de l'épanouissement sexuel des femmes, de la liberté sexuelle, de l'expression du désir et de la possibilité du plaisir, de l'égalité en matière de sexualité. Ce que la prostitution assène jusqu'à l'abrutissement, c'est un message patriarcal et clérical multiséculaire, qui entend châtrer les femmes, leur interdire le plaisir et la liberté sexuelle, qui commence par le droit de se refuser, et, en revanche, le droit inaliénable des hommes à confisquer la sexualité, à être les seuls qui, en matière de sexe, pourraient suivre leurs désirs et obtenir le plaisir comme un dû, être servis comme des princes, obéis, applaudis, félicités. Ce schéma millénaire, qui impose que le corps des femmes appartienne aux hommes pour qu'ils puissent faire joujou avec, mais surtout pas à elles-mêmes, dans sa dimension sensible pourvoyeuse de sensations, est au fondement de la prostitution. Et entendre des femmes dire que leur corps leur appartient, non pour le soustraire aux abus mais pour lui faire cracher des billets de banque, me déprime profondément. Les premières fois qu'on a entendu cette phrase, « mon corps m'appartient », c'était pour défendre le droit de se refuser, de ne pas subir des grossesses non désirées, de faire l'amour avec qui nous plaisait sans que la morale vienne nous chercher à l'hôtel. Aujourd'hui, « mon corps m'appartient » s'emploie pour revendiquer le droit de refuser le plaisir et de subir des rapports sexuels non désirés pour de l'argent. La libération féminine a pris une grande claque dans sa gueule, décidément.

J'en reviens au libertarisme. La liberté revendiquée ici n'a rien à voir avec une quelconque émancipation. Elle est brandie comme un étendard pour justifier la soumission à l'argent, à l'inégalité et à la contrainte. Je ne comprends même pas qu'on parle, dans ce cas, de points de vue libertaires : même si, aux confins des frontières entre l'anarchisme et le libertarisme, on puisse trouver un type comme Thoreau, avec son individualisme libertaire, la comparaison s'arrête là. Thoreau méprisait à ce point l'argent qu'il renonça à sa carrière d'instituteur. Ses points de vue étaient profondément humanistes. Il ne reconnaissait pas l'État, ce qui en fait un parfait anarchiste.

Les syndicats de putains, tout au plus revendiquent un fonctionnement autogéré qui est loin

d'être exclusivement libertaire, et ne remettent en cause ni l'inégalité sexuelle, ni la guerre des sexes qui alimente la prostitution, ni l'argent, ni l'État. Au contraire, le Syndicat du travail sexuel (Strass) revendique la légalisation du proxénétisme, car il faut bien que la petite (ou la grande) entreprise prospère. Une véritable guerre est ouverte entre les « abolos » et les « pro-putes ». J'aimerais à ce sujet mettre les points sur les i. Ce que le Strass et le Nid, d'un commun accord et pour des raisons opposées, s'entendent à appeler « abolitionnisme », à savoir le modèle suédois qui pénalise le client, non seulement n'est pas de l'abolitionnisme mais rompt avec l'abolitionnisme, dont le principe est, justement, de ne pas pénaliser la prostitution. Il y a dans le monde divers choix législatifs concernant la prostitution. Le plus répandu est le prohibitionnisme, qui interdit et pénalise la prostitution. Vient ensuite l'abolitionnisme, qui ne l'interdit ni ne la pénalise. Une minorité de pays sont réglementaristes : ils reconnaissent la prostitution comme un métier et en assurent la réglementation. En Allemagne et en Catalogne existe une forme de néo-réglementarisme qui consiste à déréguler complètement la prostitution en la livrant sans frein au libre marché ; enfin, une extrême minorité, une dizaine de pays, suivent ce qu'on appelle le modèle suédois, qui pénalise les clients, et que j'appellerai pour ma part néo-prohibitionnisme. Pourquoi nommer abolitionnisme ce néo-prohibitionnisme ? J'extrapole sans doute que, pour les pro-prostitution, il s'agit de flétrir le modèle abolitionniste, pourtant en vigueur dans plus de 70 pays, et que, pour les partisans du modèle suédois, il s'agit de conserver la dimension humaniste de l'abolitionnisme tout en penchant vers des réponses pénales qui en pervertissent l'esprit.

Je dirais que la prostitution est comme le capitalisme, le colonialisme ou l'esclavage : étant fondée sur l'inégalité, elle ne saurait avoir un visage humain, ou alors il s'agira d'autre chose qui ne rentre pas dans ce débat. Il est sans doute tout aussi difficile d'en venir à bout que du colonialisme, de l'esclavage ou du capitalisme, mais on peut s'employer à ne pas la pérenniser dans les cœurs. On peut éduquer les petits garçons à ne pas prendre leur bite pour les tables de la loi. On peut éduquer les fillettes à refuser la réification, on peut éduquer tout le monde à l'égalité. Et, en attendant que les lignes bougent dans les rapports de sexe, on peut lutter contre la traite, qui existe

et ne fait qu'augmenter. On peut lutter contre le proxénétisme, y compris celui des États et des armées. On peut lutter contre tout ce qui rend ces trafics possibles et est malheureusement au cœur d'une criminalité systémique que les mafias ne sont pas les seules à utiliser : la corruption massive des élites, l'opacité financière, les mécanismes du blanchiment d'argent et les paradis fiscaux. Dans cette optique, on peut aussi défendre les droits des putains sous l'angle des droits humains, sans défendre la prostitution comme travail, et même en visant à sa disparition.

Le droit individuel n'a pas à compromettre les droits collectifs. Je conçois que certaines putains désirent voir leur emploi inclus dans l'ensemble des autres emplois, normalisé en quelque sorte, et sécurisé ; j'aimerais qu'elles conçoivent que nombre de femmes ne désirent pas, ni pour elles ni pour leurs filles, que pareil choix de vie puissent faire partie des alternatives envisageables. D'envisageable à impossible, il n'y a qu'un pas, et on a mis assez de temps à disposer du libre choix de notre sexualité et de la libre disposition de nos corps. Nos culs ne sont ni à vendre ni à louer, point barre, il est hors de question que la chose puisse être envisagée comme un choix de vie. La volonté des putains de légitimer le fait de fournir des services sexuels ne doit pas menacer le droit de toutes les femmes pauvres à ne pas subir de pressions pour le faire, et, ce faisant, de voir se refermer les portes péniblement entrebâillées de l'ouverture aux femmes des 98 % de corps de métiers dont la mixité reste négligeable. Il se fait que la plupart d'entre nous ne tiennent pas plus que ça à se voir renvoyer au lupanar ou au foyer, que les services à la personne de l'homme ça commence à bien faire comme horizon social ultime, et que, nous aussi, ça nous intéresse, la conduite d'engins, la chirurgie, la gestion forestière, la plomberie, la mécanique, l'ingénierie, la physique quantique, la biologie moléculaire, l'architecture, la BD, etc. Fuck le sexe ! Sauf évidemment celui que nous pratiquons pour notre plaisir.

Pour le reste, je me trouve en accord de fait avec certaines de leurs propositions, sauf la dépénalisation du proxénétisme (qui peut être redéfini et limité à l'exploitation manifeste : cette notion pénale, actuellement, est si abusive que la Justice a pu s'en servir pour inculper une association d'aide aux migrants qui avait hébergé une prostituée sans papiers. Elle interdit aussi aux putains d'avoir des amants de cœur, toute amou-

rette pouvant se voir traîner en justice. La loi a évolué en ce qui concerne leur famille, c'est probablement insuffisant). Le proxénétisme, comme le recours pour les *punters* à la prostitution de personnes manifestement trafiquées, doit être qualifié, comme l'est le viol, en crime.

En ce qui concerne les organisations féministes qui se disent néo-abolitionnistes, je suis un peu effarée par le tout-pénal qui est proposé. L'abolitionnisme dont je me réclame vise à dépénaliser ce qui concourt à rendre infernale la vie de tant de putains, surtout le statut effroyable lié à la clandestinité. Le problème de la prostitution serait beaucoup mieux réglé en s'attaquant à ses causes structurelles : la pauvreté et la clandestinité. Une loi, telle que celle qui est passée en Finlande, et qui accorderait sans condition un revenu minimum assez élevé (il est de 800 euros, 1 000 euros seraient encore mieux) à toute personne résidant dans le pays, remédierait certainement mieux à la prostitution que la pénalisation de tous les clients, sans doute jouissive quand on pense à tous ces gros cons qui vont aux putes, mais qui peut avoir des effets pernicieux et fragiliser encore les putains les plus vulnérables. Décriminaliser complètement le séjour irrégulier, tailler en pièces et réduire en confettis le Cesda (Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) pour compléter, souscrire aux propositions du DAL (Droit au logement) sur la loi de réquisition, ouvrir un droit inconditionnel aux soins devrait suffire à sérieusement éclaircir le chantier, et réglerait par la même occasion le problème des 400 000 travailleurs clandestins. Pour le reste, les associations et le droit commun devraient suffire. Logées, pourvues d'un revenu, décriminalisées administrativement, les putains pourraient envisager l'avenir d'un autre œil.

De façon plus globale, pour que les Chinoises ne viennent pas faire leur pelote à Paris avant de repartir au pays, il faudrait peut-être que les multinationales des pays riches arrêtent de faire mille fois la culbute sur la peau des deux cents millions de travailleurs migrants chinois qui sont essorés jusqu'à la moelle dans toutes les usines sous-traitantes installées dans ce beau pays pour pratiquer l'esclavage à grande échelle. Les humains, sur cette terre, bougent plus souvent pour partir de l'enfer que pour arriver au paradis. Par conséquent, une lutte contre la prostitution ne peut pas faire l'économie d'une lutte directe

contre les pratiques mondiales des grandes entreprises, non plus que contre les politiques d'accaparement des ressources des États riches, dont nous sommes. Il semble que, parmi les putains les plus précaires, on trouve nombre de Nigérianes et de Camerounaises, pays pétroliers où Boko Haram terrorise et massacre les populations dans l'arrière-pays pendant que les flics et l'armée, massés sur le littoral, gardent les pipelines et les installations pétrolières d'Exxon-Mobil, Elf-Totalfina et British Petroleum, pour ne citer qu'eux.

Il est symptomatique que pratiquement aucune proposition ne remette en question la distribution des ressources. L'aide à la réinsertion, dans un pays où le chômage touche 4 millions de personnes et où on a laissé s'effondrer délibérément le coût du travail, prête à rire. Il n'y a pas

de travail. Par contre, il y a de l'argent qui pourrait être mieux distribué. Pour le reste, un travail de fond sur l'éducation à l'égalité sexuelle dès le jeune âge, par le biais de programmes ambitieux sur le long terme pourrait être utile, et surtout une remise en cause virulente du consumérisme et une responsabilisation de tous. Lutter contre le système prostitutionnel implique aussi de désavouer l'industrialisation de tout, la marchandisation du vivant, humain ou pas, et lutter contre les fondements de la société de consommation.

Quant aux options prohibitionnistes, je n'en parle même pas. Même La Mecque, au moment du pèlerinage, est investie par les filières de prostitution qui mettent à la disposition des pèlerins des prostituées marocaines. Dans les pays prohibitionnistes, la prostitution est aussi florissante que la condition des prostituées est effroyable. ■

1. Edward Bernays, *Propaganda, comment manipuler l'opinion en démocratie*, La Découverte, 2007.

2. Sylvia Federici, *Une guerre mondiale contre les femmes. Des chasses aux sorcières aux féminicides*, La Fabrique, 2021.

On peut voir la bibliographie de Laurence sur <https://fr.wikipedia.org/wiki/Laurence_Biberfeld>

Parmi ses nombreux livres... très noirs :

Panier de crabes pose la question de l'enrôlement des hommes très jeunes ou des adolescents par leurs aînés, voire leurs parents. Dans une France en déconfiture, un groupe, Les Sans Clôture, a décidé de parcourir le pays pour délivrer les animaux enfermés par les hommes. Myriam, 45 ans, est une meneuse.

Pendant qu'ils progressent dans les campagnes, elle se rappelle son fils Ben, et son ex, Nathan, qui furent emprisonnés pour avoir violé une gamine de 13 ans. Ses visites au parloir de la prison et le dégoût que son fils lui inspire, l'obsèdent. Éditions in8, 2021.

La Bourse ou la Vie. Il est là question de filières de prostitution de très jeunes Chinoises dans le 2^e arrondissement de Paris. Des ateliers clandestins du Sentier aux marches de la Bourse, de la spéculation financière à la sous-traitance, il n'y a qu'un pas. Et, dans les locaux de *Parisnews* comme ailleurs, c'est la crise, sur fond de Bruce Springsteen, Daft Punk et Zebda. À quoi s'expose Django, jeune trader nihiliste ? Serait-il aussi un meurtrier ? Que risque alors Mona Cabriole, reporter tout-terrain, qui en tombe follement amoureuse ?

Et Jingyi, jeune Chinoise sans-papiers, à quel prix paiera-t-elle son infiltration dans les réseaux de prostitution ? Éditions La Tengo, collection Mona Cabriole, 2009.

Écoute les cloches. Farce politique qui traite d'une insurrection de clodos à Paris, qui sont rapidement rejoints par les sans-papiers (ministère de la Régularisation), la coordination des putes, les erroristes (squatteurs et punks à chiens) et les chômeurs (électrons, du nom de la CB qu'on leur impose). Bref, le lumpen si cher à Marx... Éditions Au-delà du raisonnable, 2017.

Ce hors-série de *Casse-rôles* reprend le texte, complété et actualisé, paru aux Éditions libertaires en 2016, sous le titre *Le Plus Vieux Métier du monde... qu'ils disent*, Collection Féminisme, Antipatriarcat, etc.

En annexe, faisons le tour des options politiques concernant la prostitution, au sujet desquelles la plus grande confusion semble régner

Il y a la pensée, la philosophie, l'éthique, les idéaux, la sensibilité, et puis il y a la législation. Quid des façons dont les différentes législations traitent la prostitution ? Je me suis intéressée à 190 pays sur les 197 reconnus par l'ONU.

On peut distinguer quatre grandes tendances juridiques, dont les nuances offrent une palette considérablement plus large. La plus courante, qui concerne 83 pays, est le **prohibitionnisme** : la prostitution est interdite et tout ce qui la concerne est criminalisé (mais l'achat de sexe échappe souvent à cette criminalisation. Plus rarement, même si la prostitution est interdite, les prostituées ne sont pas pénalisées). Cette option est majoritaire en Asie, égale à l'abolitionnisme en Europe.

Ensuite, vient l'**abolitionnisme** (72 pays) : le commerce du sexe n'est pas criminalisé, seuls le sont le proxénétisme et la traite. En Europe, cette option est équivalente au **prohibitionnisme** (15 pays). Elle est majoritaire en Afrique, sur le continent américain et en Océanie.

Puis vient le **réglementarisme** (26 pays) : la prostitution est reconnue et légalement encadrée. C'est une option minoritaire mais assez importante en Europe et en Amérique latine.

Enfin, vient ce que j'appellerai le **néo-prohibitionnisme** : acheter l'accès au corps et aux ser-

vices sexuels est pénalisé, mais pas les vendre. Je commencerai par analyser celle-ci.

Cette option, ultra-minoritaire dans le monde (9 pays riches et donc plutôt des pays de clients), est plus marquée en Europe. Elle fait l'objet d'un intense lobbying politique au niveau international, en opposition au non moins intense lobbying réglementariste. C'est un prohibitionnisme qui ne s'assume pas. Il fait porter la charge de la pénalisation sur les putains qui, dans l'immense majorité des cas, ne peuvent guère renoncer à leur gagne-pain, sous couvert de les protéger. En France, l'hypocrisie de cette motivation est assez facilement battue en brèche par la ladrerie des mesures d'aide à la sortie de la prostitution. D'abord, toute mesure d'aide aux putains, qui viennent majoritairement des pires charniers sociaux du monde, devrait être absolument inconditionnelle. Proposer aux filles trafiquées, qui sont majoritaires, un revenu qui ne soit pas honteux, un abri et un accompagnement sérieux serait le minimum requis. Le rapport d'évaluation de la loi de 2016, rendu en 2019, est assez

éloquent à ce sujet : si quelques clients ont été verbalisés (environ 2 000 en 2018, dont la moitié en région parisienne, ce qui est risible), « *le dispositif de protection spéciale pour les victimes de traite ou de proxénétisme en danger sur le territoire français créé par la loi n'a jamais été utilisé* »¹. (On voit que la protection des putains était une priorité...) Par ailleurs, « *les parcours de sortie de la prostitution ne concernent encore qu'un nombre limité de personnes au regard du public potentiel : environ 230 personnes en bénéficiaient fin juin 2019 [!]. Ce faible nombre s'explique pour partie, par l'importante hétérogénéité entre départements des critères d'entrée dans un parcours de sortie de la prostitution, notamment au regard du droit au séjour des bénéficiaires (ces parcours concernant presque exclusivement des personnes d'origine étrangère sans droit au séjour)* ».

Aider les putains d'accord, mais à condition qu'elles soient en règle.

Il en est de même en Suède, où le fait d'être victime de la traite n'ouvre pas le droit d'asile, et où, pour bénéficier des chiches aides (dont le retour au pays), il faut dénoncer son maquereau. On peut se donner le temps de la réflexion, et, en 2017, 13 victimes de traite et 47 témoins se sont vus octroyer ce « *permis de séjour de réflexion* » de trente jours... Sans commentaire. C'est donc pour le bien des putains qu'on les pousse sur le tarmac des zones périphériques où, comme dans l'espace, on ne les entendra pas crier, tout en chipotant sur le montant de l'obole qu'il faudrait leur accorder pour qu'elles sortent du péché. La prostitution a deux terreaux : l'inégalité sociale et l'inégalité sexuelle. Pour ce qui est de l'inégalité sociale, on a fait le tour des mesures, honteuses. Pour ce qui est de l'inégalité sexuelle, c'est aussi un parcours de longue haleine qui passe évidemment par l'éducation et la sensibilisation, mais « *cette mise en œuvre, qui dépend de plusieurs ministères, souffre d'un manque de pilotage national. Il en résulte une faible application de certaines mesures (information des élèves sur la marchandisation des corps par exemple)...* ».

Il est aberrant d'autoriser la vente de quelque chose dont on interdit l'achat, surtout quand la vente relève de la survie, et l'achat du superflu. La prostitution s'est donc déplacée dans des coupe-gorge d'une part, pour la prostitution de rue, dans les espaces cybernétiques d'autre part, cet immense marché sans foi ni loi, ratissant large sur la jeunesse extrême. Elle a pris des formes diffuses et banales, prostitution étudiante,

lycéenne, prostitution par des bailleurs qui proposent d'être rémunérés en services sexuels.

Le néo-prohibitionniste, en outre, consiste à remettre entre les mains d'institutions, qui sont parmi les plus réactionnaires par définition – la police et la justice –, le règlement d'un problème posé par le caractère sexiste et réactionnaire de la société dans son entier. Si ce choix est cohérent avec les bases morales conservatrices du prohibitionnisme, il rompt avec les fondamentaux émanicipateurs de l'abolitionnisme.

En France, on est humaniste et même féministe, mais pas au point de renoncer à la Françafrique. Pas au point non plus d'en finir avec le Ceseda et d'accorder un permis de séjour inconditionnel à toute personne qui réside sur le sol français, bien que la liberté de circulation et d'installation compte au nombre des droits humains. Et pourtant... Dans les années 1970, la majorité des putains était française. Il est probable que la proportion de celles qui étaient sous le contrôle d'un réseau de proxénétisme n'avait rien à voir avec aujourd'hui. Aujourd'hui, elles sont étrangères, et la plus grande partie sous la coupe de réseaux. Mais cette particularité de structuration par la traite n'est pas uniquement française, elle touche à peu près tous les pays où il est possible d'extraire un semblant de plus-value du sexe tarifé.

Dans les pays les plus misérables, en revanche, si certains sont des pays de départ de la traite, la prostitution locale reste principalement une prostitution interne de survie.

Le prohibitionnisme facilite considérablement la traite de départ ou de transit, car de tous les échelons prostitutionnels qui tombent sous le coup de la loi, les jeunes filles ou les jeunes femmes enlevées ou séduites sont les moins aptes à s'en protéger, à cause de la corruption et de la tolérance coutumière des flics et de la justice aux besoins des hommes. Il faut noter que le prohibitionnisme est plutôt l'apanage de sociétés très traditionnelles, où les rapports de sexe sont particulièrement escarpés et où femmes et enfants ne valent pas grand-chose. Presque tous les pays d'où proviennent les prostituées aux mains des réseaux les plus féroces en France – russes, ukrainiens, albanais, nigériens – sont prohibitionnistes. La Roumanie ne l'est plus mais reste très dure pour les putains, puisque les délits de racolage et de trouble à l'ordre public peuvent être utilisés contre elles – et le sont par des flics réputés pour

leur violence. La Chine, autre pays prohibitionniste, y figure aussi, ainsi que le Vietnam. Ce qui est illégal dans une société est très rapidement investi par les diverses mafias, et c'est ce qui se passe dans les pays prohibitionnistes. Ces mafias ne s'encombrent pas de fioritures. Hormis une forme de proxénétisme par séduction, où le maquereau est d'abord un «lover boy» avant de devenir un tabasseur et un tyran (auquel parfois les mafias sous-traitent le recrutement des filles), on assiste à des formes de proxénétisme extrêmement brutales. Les proxos vont jusqu'aux actes d'humiliation ou de torture, voire aux meurtres. Quand les sociétés traditionnelles sont particulièrement dures envers les femmes, elles ne peuvent compter sur aucune forme de justice ou de protection. La cupidité des maquereaux et le cynisme des clients font le reste. Bien que le fait de se prostituer ne soit pas pénalisé, la prostitution est interdite au Nigeria. La condition féminine y est si effroyable qu'il n'est pas rare que les jeunes filles, souvent mineures, voire très mineures (les enfants de 13 ans lancées dans la traite ne sont pas rares) soient vendues par leur famille. L'immense majorité des Nigériennes trafiquées vient d'un État catholique extrêmement pauvre du sud, l'État d'Edo, et de sa capitale, Bénin City, où se sont développées des mafias religieuses qui n'ont rien à envier aux albanaises. Les jeunes filles sont séduites ou enlevées, et, passant de main en main par la Libye puis l'Italie, violées et brutalisées tout au long d'un parcours migratoire qui peut durer des années. Souvent soumise au juju, cette forme d'envoûtement qui leur fait penser qu'elles sont sous emprise et ne peuvent se délivrer, elles arrivent par milliers dans tous les pays d'Europe. Selon l'ONDRP (Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales), sur les 2 159 victimes de traite à des fins de prostitution suivies par une quarantaine d'associations en 2018 en France, 1 398 étaient nigériennes. Pour donner un critère de comparaison, 152 étaient françaises, 177 venaient d'Afrique centrale et 152 d'Asie. Le prohibitionnisme ne règle pas le problème de la prostitution, il en confie la gestion aux mafias. Car qu'il s'agisse d'Albanie, de Russie, de Roumanie, du Nigeria ou de la Chine, le proxénétisme, la traite et la prostitution y prospèrent aussi à l'intérieur des frontières, favorisés à la fois par des sociétés patriarcales très dures envers les femmes et de grandes inégalités sociales. Beaucoup de femmes s'y livrent, en outre, à une

prostitution de survie, qui est le seul moyen qu'elles ont de vivre et de nourrir leurs enfants. Tout ce qu'on peut dire du prohibitionnisme, c'est qu'il est terrible pour les putains, mais certainement pas qu'il décourage la prostitution. Il se contente de la sous-traiter entièrement au milieu du crime organisé, tout en en faisant peser la charge sur les plus visibles et les plus vulnérables de ce marché sans foi ni loi, les femmes.

Passons à l'abolitionnisme, pour en rappeler les origines et les fondamentaux. Ce mouvement, qui s'inspire du mouvement pour l'abolition de l'esclavage, naît en Angleterre en 1864, à l'occasion de la promulgation des *Contagious Diseases Acts*, qui permettent aux magistrats d'ordonner des contrôles génitaux de putains pour vérifier qu'elles ne sont pas atteintes de maladies vénériennes et, le cas échéant, de les claustrer trois mois à l'hôpital pour y être soignées. L'épidémie de vérole, qui sévit depuis le XVI^e siècle en Europe, en est la cause et surtout le prétexte, car, en Angleterre réglementariste, comme l'est aussi la France à la même époque, il n'est pas question d'examiner les clients. Le refus de cet examen est puni de prison. Être accusée de prostitution par un officier de police suffit à l'ordonner. Pour les femmes concernées, c'est un désastre : elles perdent leur gagne-pain et l'une d'elles se suicide. Joséphine Butler, pieuse femme de pasteur qui vient de perdre son quatrième enfant et unique fille à l'âge de 5 ans, se lance à corps perdu dans les bonnes œuvres pour ne pas sombrer dans le chagrin. Sa recherche de personnes plus malheureuses qu'elle à soulager lui fait rencontrer des putains et malgré le scandale que cela provoque dans la société victorienne, elle fonde une maison de repos et un refuge pour ces femmes. Les *Contagious Diseases Acts* la jettent sur les routes pour donner des conférences dans tout le pays sur ces lois iniques. Joséphine scandalise en parlant en public du sexe des femmes et en décrivant ces procédures barbares sous le nom de viol chirurgical. Ses descriptions de l'examen sont si éloquentes qu'elle horrifie les bonnes gens et arrive à faire pleurer le surintendant de la mission londonnienne de l'Ouest.

Ces examens, particulièrement brutaux et humiliants, sont réservés aux lieux où campe la troupe, ports et villes de garnison. Mais, en 1866, une autre association de femmes se met à militer pour l'extension de la loi à toute l'Angleterre. Cette exigence réactionnaire, qui révolte tous les

progressistes, entraîne la création de deux organismes voués à l'abrogation des *Contagious Diseases Acts* ; l'un, national, étant conduit par des médecins et l'autre, par des ladies. Joséphine Butler est à la tête de ce dernier. Le 1^{er} janvier 1870, un manifeste signé par 250 femmes sort dans la presse. Pendant les quinze années suivantes, Joséphine Butler, malgré les agressions physiques et d'ignominieuses accusations qui touchent tant elle que son mari (qui la soutient), se bat infatigablement contre la loi – qui sera finalement abrogée en 1881. Mais le combat de Butler ne s'arrête pas là. À partir de 1885, elle se lance dans une autre bataille collective pour lutter contre la réglementation de la prostitution. Une campagne, prenant pour exemple concret le cas d'une fillette de 13 ans achetée 5 livres à son père ramoneur par une patronne de bordel, entraîne le passage de la majorité sexuelle des filles de 13 à 15 ans.

Ce qui nous amène aux fondamentaux et à la doctrine de l'abolitionnisme : c'est d'abord un anti-réglementarisme. Le mouvement qui vise à l'abolition de l'esclavage, et dont les abolitionnistes de la prostitution reprendront les principes, refuse d'amender ou d'humaniser cette institution. Il vise à la détruire, non en usant de ses outils (on ne résout pas un problème avec les outils qui ont contribué à le créer), mais en édifiant une société radicalement nouvelle, où les rapports sociaux de mise la rendront impossible. Or, dans le cas de l'esclavage comme dans celui de la prostitution, l'abolitionnisme s'attaque à des institutions (au sens large, des règles et des fonctionnements sociaux institués par la loi et/ou la coutume) florissantes et solidement établies. L'esclavage n'a pas disparu, il concerne toutes les victimes de la traite, dont le nombre actuel est évalué à 40 millions par l'OIT.

Quoi qu'en pensent les thuriféraires de la prostitution libre et joyeuse, le lien entre l'esclavage et la prostitution est plus que criant, hurlant, même si l'OIT répugne à l'établir, sous-évaluant systématiquement la part du servage sexuel dans celui-ci. Un travailleur ne saurait être un esclave, même si ce sont son corps et sa personne qui sont proposés sur le marché, et non sa force de travail. La violence seule peut définir la traite, en quoi la traite se distingue du viol, dont on reconnaît le caractère criminel non seulement en cas de violence, mais aussi en cas de contrainte ou de surprise. Mais il faut croire que le marché ne

saurait être soumis aux mêmes principes que les individus.

L'abolitionnisme « classique », celui qui ne réprime pas le commerce du sexe, englobe des pays où le proxénétisme et la traite sont interdits, comme des pays où ce commerce est laissé entièrement à la libre loi du marché. Le proxénétisme et la traite y sont parfois mollement réprimés quand les lois existent, parfois beaucoup plus durement, et dans beaucoup de ces pays le racolage est criminalisé. Il arrive aussi que, dans des pays fédéraux comme l'Espagne, les États-Unis ou l'Australie, la législation globale ne soit pas celle d'un ou plusieurs États : ainsi, la Catalogne est-elle réglementariste en Espagne abolitionniste. De même, au cœur des USA prohibitionnistes, le Nevada est réglementariste, tandis que l'Australie du Sud, l'Australie de l'Ouest et la Tasmanie, soit à peu près la moitié géographique de l'Australie (mais seulement 5 millions de personnes sur les 25 que compte ce pays) sont abolitionnistes, tandis que le reste de l'Australie (Territoires du Nord et de la capitale australienne, Queensland, Nouvelles Galles du Sud et Victoria) est réglementariste.

S'il faut faire un distinguo entre les législations abolitionnistes (qui n'encouragent ni n'interdisent le commerce du sexe) et les principes abolitionnistes, évidemment beaucoup plus ambitieux et qui visent à l'abolition par changement sociétal radical de cet ordre de fait, qui met le corps des unes à la disposition des autres, on constatera que les pays abolitionnistes peuvent avoir une prostitution modérée, dans le cas où la pauvreté et le machisme sont compensés par des contre-mouvements d'opinion forts et un filet de sécurité social. Mais, comme en témoigne le cas de Cuba, l'abolitionnisme en soi ne suffit pas à empêcher l'explosion de la prostitution, prostitution infantile comprise. Dans ce cas précis, le pays a une longue histoire coloniale. Comme dans tout pays conquis, le colonisateur a organisé de façon systématique la prostitution des autochtones et des esclaves. Par la suite, du temps de Batista, Cuba est devenue, avec l'installation des mafias états-uniennes, le bordel des Amériques. Il y avait alors, à La Havane, plus de bordels que de bars et de restaurants. On comptait sur l'île aux alentours de 100 000 prostituées, selon Amir Valle². La révolution cubaine mit fin, par un mélange de répression et d'élévation tangible du niveau de vie général, à cet effroyable état de

fait. Cependant, avec l'ouverture au tourisme (qui a imprudemment tablé sur le charme des Cubaines) dans un contexte de pauvreté générale, une prostitution massive est réapparue, fait des *jinetas*, les cavaleuses. Âgées de 13 à 30 ans, celles-ci vendent leurs charmes aux touristes et semblent être devenues, dans ce contexte de délitement des valeurs qu'entraîne généralement l'afflux d'argent dans les sociétés pauvres, des modèles de réussite sociale : ainsi les parents encouragent-ils leurs fillettes à devenir des cavaleuses ou les prostituent-ils directement, comme les époux leur femme. Est aussi apparue une exploitation sexuelle des enfants ciblée sur ce tourisme international, et que les autorités récusent. Quoique le rêve suprême soit d'épouser un touriste et de partir avec lui, la plupart des cavaleuses finissent misérablement, victimes collatérales de la guerre que se livrent les proxénètes pour contrôler ce juteux marché. Bien que la prostitution ait explosé avec le tourisme, elle concernerait de 12 à 20 000 *jinetas*, pour un peu plus de 11 millions d'habitants, ce qui est tout de même à mettre en parallèle avec les 100 000 putains du temps réglementariste de Batista, alors que la population comptait 4 millions de personnes en moins. Mais on voit que le tourisme, qui confronte des personnes assez riches pour voyager à des personnes trop pauvres pour vivre correctement, est généralement un énorme levier de prostitution, infantile ou non, et que, de façon plus générale, cette industrie prospère sur l'inégalité sociale, mettant les plus vulnérables de toutes les sociétés, les femmes et les enfants pauvres, à la disposition des hommes plus aisés. Un abolitionnisme qui mérite son nom devrait donc prioriser toutes les formes de compensation sociale et l'accès aux droits fondamentaux de tous et toutes. Il devrait aussi refuser de développer les industries qui tablent sur la vente globale des charmes, fussent-ils ceux du pays, pour ramener des devises.

Autre exemple de législation abolitionniste, l'Angleterre et le Pays de Galles, le Royaume-Uni présentant des législations disparates : l'Irlande du Nord est néo-prohibitionniste (comme l'Irlande) et l'Écosse prohibitionniste. Le Royaume-Uni, dans son entier, compterait environ 72 000 putains, dont 32 000 à Londres. L'abolitionnisme anglais peut être qualifié de dur : le racolage est interdit, et des partisans de la pénalisation des clients ont pu faire remarquer qu'en 2014 et 2015, il y avait eu davantage de

condamnations pour racolage que pour proxénétisme, tenue de bordel ou sollicitation de prostituées. Les peines prévues pour ces infractions sont très dures, et le client d'une putain victime de traite encourt une amende équivalente à plus de 1 000 euros. Il s'agit d'une infraction de responsabilité stricte, pour laquelle le degré de conscience du client n'est pas pertinent. Le client d'un mineur de moins de 13 ans encourt la perpétuité, quatorze ans de réclusion si l'enfant a moins de 16 ans et sept ans de réclusion s'il a moins de 18 ans. En Angleterre comme en France, les trafiquants ont réagi par le *pop-up brothels*, qui consiste à déplacer régulièrement les putains sur le territoire, créant des points d'abatage provisoire et un *turn-over* constant des filles pour éviter d'être repérés. Comme dans tous les pays européens riches, la majorité des putains sont étrangères et le plus souvent en situation irrégulière, ce qui pose la question lancinante des droits des personnes en migration. Les facilités d'Internet permettent au marché de fonctionner de façon efficace, malgré une législation très répressive. Comme la France, comme la plupart des pays riches, le Royaume-Uni veut bien lutter contre la prostitution, mais certainement pas donner aux migrant·es les droits qui leur permettraient d'y échapper.

La Belgique, où 15 à 20 000 putains sont sur le marché du sexe, s'est donné les moyens de punir sévèrement les proxénètes et trafiquants. C'est probablement un des pays abolitionnistes les plus ambitieux en matière de politique de lutte contre la prostitution. Le volet de la prévention est pris en compte, et toute publicité d'incitation à la prostitution de mineurs comme de majeurs est interdite. De même, les infractions d'atteinte à l'ordre public sont fondées non sur les bonnes mœurs, mais sur l'atteinte publique manifeste à la dignité humaine et à la vulnérabilité de personnes particulièrement précaires. Dans les faits, c'est une interdiction de racolage dans certains lieux, qui sanctionne aussi les clients sollicitateurs, mais du moins l'esprit est différent.

Au contraire de la Suède, où 60 % des clients de la prostitution consomment du sexe tarifé, parfois infantile, hors de leur pays, la Belgique, qui est aussi un important lieu de départ du tourisme sexuel, n'a pas beaucoup lutté contre la pédophilie tarifée hors de ses frontières, si elle lutte réellement contre la prostitution de mineur·es parfois très jeunes dans ses frontières.

Bien que la promotion de la prostitution soit interdite et punie par la loi, on assiste, comme dans tous les pays au stade final du consumérisme, à une banalisation de la prostitution et à son augmentation dans une jeunesse pas toujours nécessaire. Quoique la plupart des jeunes prostituées le soient pour payer leurs études ou leur loyer, plutôt que le dernier portable, ce phénomène, comme dans tous les pays riches, est en net accroissement. Le veau d'or, à la veille d'un effondrement général, achève d'empiler sur son dos ceux qu'il piétinera bientôt en litière, et le phénomène de la prostitution adolescente est en nette augmentation. Mais cette inquiétante évolution se voit partout, et, outre la banalisation de la prostitution liée à la force de frappe très invasive et totalement incontrôlée de la pornographie dans la vie des enfants et des adolescents, il est probable que la demande, voire la pression adulte, soit aussi en augmentation, comme en témoigne le *grooming* sur Internet (la sollicitation d'enfants ou de jeunes adolescents par des hommes adultes pour obtenir des faveurs sexuelles). Les clients sont extrêmement nombreux à réclamer des partenaires très jeunes, comme en témoigne l'essor constant du tourisme sexuel au cours des dernières décennies. Quoiqu'il concerne surtout la prostitution d'adultes, il vise aussi un marché infantile, qui ne cesse de se déployer d'Asie en Amérique latine, et maintenant en Afrique, voire en Europe de l'Est. Cette caractéristique se rencontre aussi dans les marchés «intérieurs» et, en France, en 2015, sur 100 prostituées nigérianes repérées à Paris, 25 avaient moins de 15 ans. Si la majorité des putains sont majeures, la proportion non négligeable de mineures, voire de très jeunes mineures, est préoccupante dans tous les pays. En ce qui concerne la Belgique, pays de Dodo la Saumure³, les autorités ne peuvent pas grand-chose contre une glamourisation et une banalisation du sexe tarifé, du sexe dissymétrique et de service. Une campagne publicitaire éhontée du site d'escorting RichMeetBeautiful sur les campus bruxellois, proposant aux étudiantes désargentées de rencontrer des «*sugar daddies*» en 2017, a scandalisé toute la Belgique et donné lieu à de nombreuses plaintes. Bien que l'entreprise ait fait profil bas et se soit excusée publiquement, cette campagne donne la mesure du cynisme et de la grossièreté des promoteurs du sexe tarifé. «*Démarcher les corps des étudiantes précarisées directement sur les campus, l'industrie du sexe n'a décidé-*

ment aucune limite», s'est offusquée Céline Frémault (ministre bruxelloise du Logement, de la Qualité de vie, de l'Environnement et de l'Énergie). En effet, c'est d'ailleurs une des caractéristiques de l'industrie du sexe de n'avoir, comme tout secteur capitalistique, aucune limite, et d'en user des corps comme de la viande, du café ou du lithium. Qu'une ministre, qui aurait peut-être, dans un pays aussi aisé que la Belgique, des leviers de pouvoir lui permettant d'améliorer la condition des étudiants pauvres, s'en indigne peut aussi poser question.

Enfin, le plus grand pays abolitionniste du monde, l'Inde, est aussi considéré comme le centre de la traite en Asie. Avec ses quelque 23 millions de prostituées, c'est cependant un des pays où, proportionnellement à la population (de plus d'un milliard trois cent mille habitants), la prostitution est le moins répandue. Dotée d'une législation assez comparable à celle de l'Angleterre, mais totalement dépourvue de moyens pour la faire appliquer, souffrant de féroces inégalités et d'une pauvreté persistante, et ayant le triste honneur de se trouver à la 127^e place (sur 147) en ce qui concerne l'indice d'inégalité de genre, l'Inde compte des millions de putains trafiquées, dont plus d'un quart de mineures, soit plus de 5 millions d'enfants. La traite est à 90 % intérieure, drainant des régions rurales vers les villes et des basses castes vers les castes plus privilégiées. L'Inde présente l'amusante particularité de se compter, malgré ce tableau terrifiant, des partisans se disant féministes, qui se sont lancées dans la promotion de la prostitution avec l'alléchant slogan que nous connaissons si bien : «*Mon corps, mes choix*», pour présenter la prostitution comme une émancipation et imposer le terme révolutionnaire de «*travailleuse du sexe*», qui n'est pas encore assez popularisé dans ce pays prometteur.

Parallèlement, la sensibilité du public à l'exploitation semble progresser, si bien qu'en 2018, le passager d'un train, qui avait assisté à l'enlèvement de 26 adolescentes, a alerté par tweet les autorités ferroviaires, entraînant l'intervention de la police, l'arrestation des deux enleveurs et la libération des gamines, âgées de 10 à 14 ans. On ne peut donc plus aussi impunément émanciper la jeunesse rurale, dans ce pays ravagé par la misère et l'inégalité de genre.

Passons au **réglementarisme**. Régime législatif chéri par la plupart des dictatures non-religieuses, régime en vigueur, après la brève bouffée émancipatrice de la Commune, dans la république conservatrice de Thiers, comme il l'était sous le Second Empire, régime en vigueur sous Salazar, au Portugal, le socle idéologique sur lequel s'appuie cette option est essentialiste : les rapports de sexe étant par nature inégaux, les hommes sont comme ça, ma bonne dame, il vaut mieux se montrer réaliste. De même qu'une ville a besoin d'égouts pour fonctionner, la société a besoin de prostitution afin d'épancher les vices qui pourraient, sinon, la mettre en danger, pour employer le langage fleuri de Parent Duchatelet, grand médecin hygiéniste du XIX^e siècle, qui le prenait en enjambant les siècles dans la bouche de saint Augustin. Ce régime repose sur une vision ultra-patriarcale de la sexualité, droit inconditionnel pour les hommes, devoir inconditionnel pour les femmes. Aujourd'hui, des régimes démocratiques le mettent en place pour diverses raisons, dont une seule, de fait, est vérifiable et tient debout, quoiqu'elle ne soit abordée que du bout des lèvres dans les débats : ça rapporte une belle manne à l'État. Les temps ayant changé, l'attaque n'est évidemment pas la même. Pour défendre le système patriarcal le plus archaïque, on parle désormais de protection, de syndicats, d'*empowerment* et de féminisme « mon corps mes choix » (à opposer radicalement à « Notre corps, nous-mêmes »).

Le réglementarisme, sous ses diverses formes, consiste donc à autoriser et réglementer la prostitution. Il arrive, rarement, que le proxénétisme soit interdit et criminalisé par les États réglementaristes : c'est le cas du Bangladesh et de la Lettonie. Au Bangladesh, la loi exige des putains une déclaration sur l'honneur qu'elles sont majeures et qu'elles se livrent volontairement à la prostitution, formalité aisément contournée par les trafiquants : dans un pays où la pauvreté est à ce point endémique, il est facile de recruter. La prostitution infantine est massive, et on estime qu'au moins un dixième des 140 000 putains recensées par Onusida sont mineures. La prostitution est parfois, comme en Inde, une industrie familiale qui se transmet de génération en génération, les filles étant initiées très tôt et les garçons versant dans le proxénétisme. Dans les véritables villages de prostitution, bordels géants pouvant regrouper plus de 1 000 putains, des milliers d'enfants à l'avenir plombé naissent tous les

ans, qui assureront la relève. Cependant, au regard de sa population, le Bangladesh peut être considéré comme un pays où la prostitution est assez peu répandue. On ne peut pas dire la même chose de la Lettonie. Celle-ci, malgré une réglementation assez stricte, est devenue une importante destination de tourisme sexuel intra-européen, pour des clients à la recherche de prostitution à bon marché, particulièrement de prostitution infantile, et 20 000 putains seraient à disposition dans ce pays de moins de 2 millions d'habitants. C'est aussi un important lieu de départ de la traite.

Le réglementarisme, quoique minoritaire à notre époque, est le régime le plus en phase avec les besoins de la bourgeoisie capitaliste, qui domine politiquement le monde. Il est cependant beaucoup moins en phase avec les besoins du populo dominé dans le monde, et surtout des plus dominés dans ce populo : les femmes et les enfants.

Tant qu'il existera pareil différentiel entre les pays riches et les pays pauvres, les flux de putains, de travailleurs et de ressources se déverseront de façon hémorragique des pays pauvres vers les pays riches. Il existe des pays de départ de la traite, ils sont généralement pauvres, et des pays d'arrivée, généralement riches. Il faudrait être dément pour aller vendre une putain française dans un pays, le Nigeria, où le revenu moyen est de 2 030 dollars par habitant et par an, tandis que vendre une putain nigériane dans un pays, la France, où le revenu moyen est de 42 400 dollars par habitant et par an permet de faire sauter la banque dans son propre pays. Tant que de telles inégalités existeront, la traite sera fatale. De même et sans traverser les continents, le revenu moyen par habitant et par an en Albanie est de 5 240 dollars. (Il est de 48 500 dollars par habitant et par an en Allemagne). La dérégulation, propre à la mondialisation, des échanges et la libéralisation globale permettent aux réseaux mafieux d'organiser une traite diffuse et massive qui déporte des millions de corps, sans valeur mais de grand prix, des pays pauvres vers les millions de consommateurs des pays riches. Les États riches, destinataires de la traite, sont aussi les bénéficiaires des ressources des pays pauvres, que leurs grandes entreprises saignent à blanc, raison pour laquelle ils n'ont pas vraiment envie de s'attaquer aux déséquilibres économiques mondiaux et préfèrent rester dans ce qu'ils pratiquent en virtuoses, le discours humanitaire.

Toutefois, ce sont bel et bien les instances créées et dominées par les pays riches, comme l'OIT qui, dès la fin des années mille neuf cent quatre-vingt-dix, ont recommandé la reconnaissance de la prostitution comme facteur de croissance. Un Premier ministre thaï affirmait déjà, en 1960, qu'il fallait sacrifier une génération de femmes au profit du développement économique. Le capitalisme étant fondé sur la plus-value, et l'humain n'ayant aucune valeur, la plus-value maximale se fait en exploitant la manne infinie des femmes et des enfants pauvres. Le marché du sexe s'est massivement mondialisé, suivant le mouvement global de l'économie. La dérégulation à marche forcée a été imposée par l'OMC, monstrueux épigone de l'ONU issu des rounds précédents de négociation. Créé en 1995, cet organisme tentaculaire et sans contrôle a initié une destruction systématique de tous les filets de protection sociaux, au profit d'une recherche de rentabilité exclusive. Les marchés du sexe, pornographie et prostitution, ont prodigieusement profité de l'effondrement des normes fondées sur les droits humains. En Allemagne, où la plupart des putains viennent des pays de l'Est et sont maquereautées, le réglementarisme est aussi une façon d'extraire, de filles parfois exploitées jusqu'à l'os mais déclarées, des revenus non négligeables (15 milliards d'euros en 2018).

Le réglementarisme est aussi appliqué dans des pays considérés comme pauvres, au contraire du néo-prohibitionnisme : c'est le cas au Pérou, en Bolivie, en Colombie, en Érythrée, au Bangladesh. En Europe, la Grèce, qui n'est pas le plus riche des pays européens, l'applique aussi. Dans ce pays, la réglementation est si dure, à l'ancienne (les putains, obligatoirement célibataires, ne peuvent travailler que dans des bordels publics et doivent mettre leur carte médicale à jour deux fois par mois), que seules un millier de putains sont déclarées, les quelque 20 000 autres (pour un pays de dix millions d'habitants) exerçant dans l'illégalité. Racolage et proxénétisme sont illégaux. Cela n'empêche pas le pays d'être un lieu de destination et de transit de la traite. L'énorme afflux de réfugiés sans droits a entraîné une importante prostitution de mineur·es, surtout Afghan·es.

En Allemagne, l'un des pays les plus riches d'Europe, le nombre de putains est généralement évalué à 400 000 (pour 83 millions d'habitants). Les règlements varient selon les Länder. Avant 2002, l'Allemagne était réglementariste à l'an-

cienne, interdisant la publicité et le proxénétisme, et imposant des contrôles médicaux aux putains. Les bordels géants apparurent dès les années soixante. La loi de 2002 consista principalement à inventer un statut d'entrepreneur du sexe (le proxénétisme restant interdit et le droit du travail s'appliquant à la prostitution) et à autoriser la promotion de cette industrie. En d'autres termes, on est passé d'un réglementarisme d'État à une privatisation légale de la prostitution, faisant exploser à la fois l'offre prostitutionnelle et les gains légaux ou illégaux. Aujourd'hui, la plupart des putains sont, comme ailleurs, étrangères, viennent de pays pauvres (d'Europe de l'Est et du Nigeria), et sont majoritairement trafiquées. Il existe plus de 3 000 bordels légaux dans ce pays de destination et de transit de la traite, sans compter les illégaux. La situation globale des principales concernées n'a pas été améliorée par cette évolution libérale du réglementarisme. Le nombre impressionnant de putains, pour un pays aussi riche, en témoigne. La proportion de putains illégales ne cesse de croître avec l'emprise du crime organisé, et de nouvelles lois ont été votées en 2016, qui sanctionnent les clients « *conscients d'avoir affaire à des personnes victimes de la traite* », et imposent, de nouveau, l'enregistrement et un certificat médical régulièrement actualisé. Les *gang-bangs* sont désormais interdits (mais on peut toujours s'offrir une femme à sept mois de grossesse). Ces dernières années, les bordels géants ou FKK (*Freie Körper Kultur*) ont défrayé la chronique avec des affaires d'évasion fiscale, de traite des êtres humains et de proxénétisme.

Dans plusieurs villes, ce sont des bandes comme les Hell's Angels qui gèrent les bordels, et les putains y sont féroceusement exploitées. Ce type de rapports sans merci entre les sexes fait partie de la culture allemande, ce qui peut expliquer que ce pays soit aussi le principal fournisseur européen en matière de tourisme sexuel (en 1995, on estimait que 200 000 touristes allemands partaient tous les ans en Asie pour se changer les idées). Une chose est sûre, le réglementarisme encourage la prostitution, mais n'en améliore pas l'exercice. Il ouvre la voie aux formes les plus féroces de celle-ci, comme la prostitution enfantine, en faisant perdurer comme légitimes autant que légaux les points de vue brutaux et sommaires de sa clientèle sur les rapports de sexe.

Les mêmes problèmes se posent aux Pays-Bas, pays riche où exercent 25 000 putains environ, pour une population de 17 millions d'habitants.

En ce qui concerne la Catalogne, réglementariste depuis 2002 en Espagne abolitionniste, elle concentre les pires tares du réglementarisme. Comme le dit Dominique Sistach dans un article datant de 2012⁴:

Les besoins en femmes sont tels, que la catégorie des prostituées « volontaires » ne suffit plus à remplir les puticlubs ibériques: les estimations les plus hautes présentaient à la fin des années 2000 plus de 350 000 prostituées sur la péninsule. L'institutionnalisation des clubs catalans, depuis 2002, a conduit les réseaux prostitutionnels à radicaliser les raptés en Europe centrale. Durant les années 1990, l'essentiel des travailleuses du sexe était des Européennes (Espagnoles notamment) et des Sud-Américaines (Vénézuéliennes, Mexicaines, etc.). On les trouvait en maison ou dans les rues. Leur nombre était stable. Depuis la fin de cette décennie, l'exploitation de masse a amené les exploitants catalans à faire appel aux réseaux d'ex-Yougoslavie, d'Albanie, d'Ukraine et de Russie. La régularisation des puticlubs et leur développement continu ont alors entraîné un processus constant de besoins de filles, non seulement pour alimenter les clubs, mais aussi pour renouveler constamment l'offre prostitutionnelle. Un bon club doit avoir la capacité de proposer tous les mois un renouvellement de son catalogue « pour tenir les consommateurs en haleine » (selon l'expression d'un patron de clubs de La Jonquère). La cadence est tellement forte que, depuis la fin des années 2000, les prostituées d'Europe de l'Est ne suffisent plus, et les réseaux prostitutionnels désormais élargissent leur chasse à l'Asie.

Le seul pays où il semble que la réglementation n'ait pas fait exploser le nombre de putains (qui semble même avoir diminué, avec 3 500 prostituées en 2018 contre 5 932 en 2005, pour presque cinq millions d'habitants) est la Nouvelle-Zélande. C'est aussi le seul pays où le réglementarisme, extrêmement léger pour les putains et totalement décriminalisant, mais féroce protégé du proxénétisme extérieur et de la traite, visait à réduire et humaniser la prostitution plutôt qu'à faire fumer la planche à billets, et il offre, dans l'esprit, nombre de points communs avec l'abolition-

nisme. En effet, la Nouvelle-Zélande s'est dotée d'une législation anti-traite efficace et bien dotée: les étrangères n'ont pas le droit d'y exercer la prostitution, et la traite y est féroce ment traquée. Par ailleurs, les putains sont vraiment encouragées à défendre leurs droits, et on a pu voir, en 2014, un patron de bordel condamné à verser 15 200 euros de dommages et intérêts pour harcèlement sexuel envers une de ses gagneuses. Si le nombre global de putains n'a pas augmenté, la prostitution de rue, la plus souple, la moins contraignante et la plus visible, a explosé, au grand dam du reste de la population. Bien que les putains soient plus protégées qu'ailleurs, la stigmatisation dont elles sont l'objet reste extrêmement dure. Les rapports entre elles et la police sont meilleurs que dans le reste du monde, et les flics, de fait, les protègent plus qu'ils ne les traquent. Cependant, la réalité objective de la prostitution demeure: ainsi, des survivantes ont pu s'exprimer à cœur ouvert devant les autorités et dans la presse, dépeignant des parcours tout à fait similaires à ceux qu'on trouve dans le reste du monde, et une clientèle non moins méprisante et féroce. La traite est certes combattue efficacement, mais la Nouvelle-Zélande est un pays colonial, où les Maoris sont surreprésentés dans cette industrie. Ce sont, dans une plus grande proportion, des transgenres, et des mineurs souvent racisés qui font les frais de cette motivation des clients à laisser parler le tyran en eux. Quoique la Nouvelle-Zélande soit exemplaire dans son combat contre le *grooming*, la pornographie infantile et l'important tourisme sexuel de ses ressortissants à l'extérieur de ses frontières, elle échoue à endiguer cette manifestation particulièrement dure des principes d'inégalité sexuelle, dont la prostitution et l'industrie pornographique se nourrissent. On en retiendra cependant que, donner des moyens subséquents et des unités dédiées à la protection et au combat contre la traite, tout en protégeant au mieux les putains, sans pour autant chercher à masquer le caractère génériquement barbare de l'industrie, est probablement l'une des meilleures pistes institutionnelles à suivre.

Une éducation de masse, une offre de parcours de sortie ambitieuse et une mise en lumière insistante des motivations de la clientèle manquent cependant encore au tableau. ■

1. Loi de 2016 dont le rapport d'évaluation a été rendu public en 2020 (*Casse-rôles*; n° 21, août 2022, relate une info du *Canard enchaîné*).

2. Amin Valle, écrivain et journaliste cubain.

3. Dodo la Saumure, proxénète français impliqué dans l'affaire DSK, entre autres.

4. Dominique Sistach, « La putain et la sociologie: mélancolie catalane », *Revue Gibraltar*, septembre 2013.

Sommaire

Introduction	3
1. Le plus vieux métier du monde, mon cul !	5
2. Ma nature, c'est ma culture	11
3. La vie privée... privée de tout	15
4. Le « punter » et la putain	23
5. Coupable, mais pas responsable	30
6. La morale nous emmerde. OK, laquelle ?	35
7. Les plus vieux patrons du monde	42
8. Un peu de générosité dans ton égoïsme	53
9. Tu seras un consommateur, mon fils	60
Conclusion	69
En annexe, tour des options politiques concernant la prostitution, au sujet desquelles la plus grande confusion semble régner	74



Journal trimestriel

(RÉ)ABONNEMENT

Je m'abonne ou me réabonne à partir du numéro

Prix libre* euros

Frais postaux (approximatifs) 8,00 euros

TOTAL euros

*Pour info, le prix de revient (approximatif, les numéros ayant un nombre de pages très variable) tourne autour de 25-30 euros par an. Dans le prix de l'abonnement, sont compris les éventuels hors-séries.

NOM PRÉNOM

ADRESSE

TÉL. COURRIEL DATE

Libellez le chèque à l'ordre de : **Association Les amies et amis de Casse-rôles**

Adressez-le à **Christine Rebatel, 2, lieu-dit La Brière, 72260 Courgains**

Contact <casse-roles23@proton.me>

Site : <https://blog.casse-roles.eu/>

Compte ouvert au Crédit agricole Centre-Ouest. IBAN: FR76 1950 6000 1128 1207 4100 666 BIC AGRIFRPP895

Dans la société « marchande », tout produit doit engendrer des bénéfices, au nom de la rentabilité. À ce titre, le prix à payer pour un produit est le même pour tout le monde, que l'on soit avec ou sans ressources, au RSA ou député, c'est-à-dire volé ou voleur assermenté... Et selon ses moyens, on n'aura pas la possibilité d'acquérir le même bien, mais celui d'une qualité inférieure, défraîchie, en somme spécial pauvre.

Parce que l'on paye un produit selon ses moyens, celui-ci devient accessible à tout le monde, désargenté ou plus fortuné : c'est l'égalité. Il y en a qui ne pourront rien donner, ou peu, mais d'autres compense-

ront en donnant beaucoup plus : c'est la solidarité. Quant à la fraternité et à la sororité, celles-ci s'installent spontanément dès lors que le profit, la rentabilité et l'inégalité ont cessé d'être les moteurs des rapports humains.

Le prix libre peut se pratiquer dans tous les domaines, par tous les temps, et sans modération. Il s'inscrit dans la lutte anticapitaliste qui nous anime. À ce jour, ni Carrefour, ni Leclerc, ni les marchands d'armes, ni les marchands de soupe de la politique, ni les curés, ni l'OMC n'ont adopté le prix libre ! Sinon, ça se saurait...

LES DOSSIERS DE CASSE-ROLES

